



La participation des enfants et des jeunes au développement durable des quartiers défavorisés des villes du Sud

Rapport d'étude

**Enda Tiers monde- PROCAPE
septembre 1999**

SOMMAIRE

Rappel des termes de référence	p : 3
Elément méthodologique n°1	p : 9
La nécessité de se réinterroger et d’interroger ses propres pratiques régulièrement	
Cas de AJPED, Waraba et Djulukubay au Sénégal	p :13
Elément méthodologique n° 2	p : 49
La nécessaire valorisation des actions et des associations	
Cas du programme “les petits jardiniers de ma ville” au Pérou	p :52
Element méthodologique n° 3	p : 70
Le rôle des structures d’appui	
Cas de AYIWOU et FRUDIB au Bénin	p :73
Cas de l’amélioration de l’environnement urbain par trois groupes de jeunes en Colombie	p : 95
Cas particulier	p : 113
Cas de deux mouvements de masse, l’Association des jeunes communistes et l’Union des Jeunes au Vietnam	p : 116
Conclusion	p : 126

1. RAPPEL DES TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉTUDE

1. 1. Contexte

Du genre humain, le monde passe inexorablement au “genre urbain”. Loin d'être tenues à l'écart de ce mouvement, les villes des pays du Sud subissent actuellement une forte poussée démographique due à la confirmation des flux migratoires rural / urbain et surtout au maintien d'une dynamique démographique ascendante en zone urbaine.

Cette urbanisation des sociétés du Sud s'effectue alors que s'accroît le développement de la pauvreté et des situations de précarité au sein de populations de plus en plus fragilisées économiquement et socialement. Dans certaines villes africaines, la tranche d'âge des moins de 25 ans représente jusqu'à 60% de la population. La cité ne peut pas absorber économiquement le flux de demandes et de besoins émanant des populations en général et de cette population en particulier. Les pouvoirs publics (nationaux et municipaux) quant à eux doivent faire face à un resserrement des ressources budgétaires qui les conduit souvent à restreindre fortement les dépenses dans les secteurs du social.

D'où l'apparition et le développement des situations de marginalité conduisant la majorité des villes du Sud (les capitales comme les villes secondaires) à faire face à une évolution complexe des phénomènes d'exclusion qui se manifestent à la fois sur le plan social (dégradation des rapports sociaux, problèmes d'intégration, accès aux services...), spatial (enclavement, absence de services publics, stigmatisation de certains quartiers), économique (chômage important, faiblesse des revenus, développement de l'informel, etc.).

Les jeunes asiatiques, africains et sud américains se caractérisent par la place prépondérante qu'ils ont prise dans leurs sociétés qui rajeunissent de jour en jour et, c'est surtout le cas en Afrique, par la perte de sa fonction sociale, fort bien définie dans la société traditionnelle et qui n'a pas trouvé de substitut dans la société moderne.

La grande majorité des enfants et jeunes en milieu urbain n'a pas de perspectives, ni dans des circuits de formation (scolaire ou technique), ni dans des secteurs d'emploi salarié. C'est donc à une jeunesse marginalisée par la ville, mais majoritaire qu'ont affaire les associations, ONG, comités de développement locaux, autorités... dans les villes du Sud.

Face à ce contexte, des enfants et des jeunes se sont organisés et regroupés en associations et ont développé, en Afrique, en Asie comme en Amérique Latine, des initiatives communautaires. Elles oeuvrent pour l'amélioration, le développement de leur quartier et ce, dans différents domaines, comme l'éducation environnementale et sanitaire, l'alphabétisation, le recyclage...

A partir de ces constats nous avons proposé au Ministère français de l'Environnement et de l'aménagement du territoire d'effectuer une étude qui a pour titre "Participation des enfants et des jeunes au développement durable dans les quartiers défavorisés des villes du Sud".

2. QUELQUES DÉFINITIONS

Avant d'aborder les différents cas, il est nécessaire d'apporter quelques précisions quant aux termes utilisés, à savoir "la participation", "les enfants et les jeunes", "le développement durable".

2. 1. Participation

La question de la participation est délicate et ce terme, largement employé, se prête à diverses interprétations de la part des organisations de solidarité internationale : tandis que certaines organisations se limitent à une simple consultation des enfants lors des études préalables, d'autres prônent un rôle très actif de l'enfant à tous les stades du programme, dans sa conception ainsi que dans sa gestion.

Ninou K. Garabaghi définit trois types de participation à la prise de décision ¹:

La Participation intégrationniste (dite de manipulation)

- elle est formelle
- l'information est transmise dans un sens descendant
- la finalité est de mieux intégrer les (pseudo) participants dans la réalisation d'un processus décidé pour eux, mais sans eux.

La Participation consultative (dite de cogestion)

- elle est partielle,
- elle vise à rechercher l'avis, le soutien et l'aide des participants (sens ascendant)

¹Problématiques de la participation des populations au développement, juin 1983, UNESCO, PAR. 34 F / SHS-85/WS/1, 97 p

- la finalité est de mieux définir les moyens d'atteindre des objectifs qui ont été décidés pour eux, car ce sont eux qui auront à les réaliser

La Participation responsable et active

- il y a un dialogue réel en vue d'une co-décision (double sens)
- les individus (en l'occurrence les enfants et jeunes) participent de façon responsable à la prise de décision qui les concernent
- avec un respect des principes de justice, de solidarité et de démocratie
- les individus assument les conséquences des décisions prises
- la finalité est d'éviter de décider à la place des autres. Il s'agit d'une participation active, motivée et informée, basée sur l'efficacité et la responsabilité.

Dans son ouvrage sur la participation des enfants, R. A Hart², ajoute une distinction supplémentaire : la participation initiée par l'enfant (et non l'adulte).

Le concept de participation a été un critère de sélection des cas étudiés. Les expériences valorisées ont été soit impulsées par des groupes d'enfants et jeunes pour être ensuite renforcées par des groupes d'adultes ; soient impulsées par des groupes d'adultes mais où les groupes d'enfants et jeunes ont une grande part dans l'élaboration, la mise en oeuvre des actions.

2. 2. Enfants et jeunes

Là aussi, la question est délicate et complexe.

En France, le "statut" d'enfant se définit principalement en référence à la législation qui fixe deux stades dans l'évolution d'un individu en fonction de ses responsabilités pénales et civiles, à savoir 13 et 18 ans. La tranche d'âge inférieure à 13 ans correspondant à celle de l'enfance, celle allant de 13 à 18 ans à l'adolescence et, à partir de 18 ans, le statut n'est plus le même puisqu'il s'agit de l'âge de la majorité.

Ce "découpage" est loin d'être universel. En réalité, le concept d'enfant et de jeune diffère en fonction des lieux si l'on se base sur le critère de l'âge, devant ainsi un concept variable étroitement lié aux rites et à la responsabilité.

² Children's participation - Earthcan Publications Ltd, Londres, 1997

Le terme “adolescent” par exemple est utilisé au Pérou, alors qu’il n’existe pas au Mali ou au Sénégal. Dans ces deux derniers pays, par contre, la notion de classe d’âge est centrale et il y est admis qu’un enfant a moins de 18 ans³ et qu’un jeune peut avoir jusqu’à 35 voire 40 ans⁴.

Le critère de l’âge en tant que tel n’a donc pas été déterminant dans le choix des cas étudiés. Nous avons préféré nous baser au contraire sur les associations qui se considèrent elles-mêmes comme groupes d’enfants ou jeunes.

2. 3. Développement durable

Le rapport Bruntland a été le premier à introduire le concept de développement durable et à le définir comme celui qui “assure” les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à assurer leurs propres besoins”.

Depuis, ce concept a donné lieu à de nombreux écrits où il est souvent décrit comme un processus fondé sur le consensus dans lequel sont intégrés les activités économiques (économie), l’environnement et la santé de la société (le bien-être).

Plus spécifiquement, le développement durable requiert notamment :

- un système politique qui permet la participation citoyenne dans la prise de décision
- un système économique capable de générer des revenus, des savoirs techniques durables
- un système social qui assure des solutions aux tensions croissantes d’un développement non harmonieux

L’Agenda 21 (ou Action 21), déclaration de principes adoptée lors de la Conférence de Rio (1992), constitue la principale référence en la matière en proposant aux gouvernements, organisations des Nations unies, ONG et populations un plan global d’action.

³ C’est également la “limite” définie par la Convention Internationale des Droits de l’Enfant

⁴ Dans le rapport provisoire en annexe (“Etude avec les associations d’enfants et de jeunes actives dans le développement durable de leurs communautés sur les thèmes de l’éducation, de l’environnement et de la santé, Sénégal”), p. 10, les trois associations ont une définition commune des étapes de la vie : l’enfance est la période comprise entre 0-18 ans, la jeunesse celle comprise entre 19-45 ans et l’âge adulte est à partir de 46 ans. C’est également le cas au Vietnam, où sont considérés comme “jeunes” des personnes de 40 ans.

L'agenda 21 recommande l'implication active par une participation effective à tous les niveaux de décisions des enfants et des jeunes dans la protection de l'environnement et la promotion du développement économique et social. Ces décisions les concernant directement dans leur présent et dans leur avenir. Spécialement dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'accès à l'éducation et à l'emploi.⁵

Les domaines d'actions des groupes d'enfants et jeunes, à savoir l'éducation, la santé et l'environnement, ont donc constitué un critère de premier plan pour la sélection des cas. L'ancrage des expériences dans un tissu social, économique et politique, c'est-à-dire où les groupes ont su nouer des relations avec les autres composantes de la société (pouvoirs publics, population et, éventuellement, secteur privé) était également important.

3. Les études de cas réalisées

3. 1. Domaines d'étude

Les cas portent sur les thèmes de l'éducation, de la santé et de l'environnement.

3. 2. Zones géographiques

En Amérique Latine : Medellin (Colombie) et Lima (Pérou)

En Afrique : Saint Louis, Dakar, Ziguinchor (Sénégal), Sabalibougou (Mali), Ouidah, Dogbo (Bénin)

En Asie : Hô Chi Minh Ville (Vietnam)

3. 3. Méthodologie employée

Une base méthodologique a été définie conjointement par les deux coordinateurs de l'étude, à savoir Vanessa Rousselle de Enda Délégation en Europe et Alassane S. Faye de Enda Jeunesse Action (Sénégal). A partir de cette base, les chargés d'études locaux ont élaboré leur propre méthodologie de recherche. Cette approche a permis d'avoir une certaine souplesse afin d'intégrer les spécificités locales, tout en respectant les termes de références initiaux.

⁵chap. 25, section III " Les enfants et les jeunes dans le développement durable"

Cette base méthodologique se résume de la façon suivante :

- Elaboration d'une grille / fil conducteur par la coordinatrice de l'étude. La conduite de l'étude au niveau local est libre, mais se fait en fonction de la grille élaborée qui est une sorte de "check list" des éléments importants à retrouver dans l'étude (cf. annexe).
- Organisation au niveau local d'un Focus-groupe réunissant différents types d'acteurs (membres de l'association, habitants du quartier, partenaires de l'association...). Ce groupe de travail est chargé de mener une réflexion sur l'association, l'action en elle-même, ses résultats, les leçons à en tirer...

A partir de ces deux principaux outils, un chargé d'étude local a rassemblé, synthétisé et analysé les informations recueillies pour en faire un rapport qui est ensuite retravaillé en collaboration avec la coordinatrice de l'étude. Ces échanges à distance sont complétés par deux missions. La première a été réalisée par Clara Gomez d'enda America Latina (Medellin) qui s'est rendue au Pérou et la seconde a eu lieu au Sénégal et au Mali, par les coordinateurs de l'étude, Vanessa Rousselle et Alassane Souleymane Faye.

Les études réalisées au Sénégal, au Mali, en Colombie et au Pérou, ont fait l'objet d'une restitution auprès des associations elles-mêmes ainsi que des Focus Groupes mis en place.

Ce document cherche à être utile à la fois aux associations et aux structures d'appui. A partir des cas réalisés, trois grands éléments méthodologiques (qui constituent en même temps des recommandations) ont été dégagés. Il s'agit de :

- la nécessité de se réinterroger et d'interroger ses propres pratiques régulièrement
- la nécessaire valorisation des actions et des associations.
- le rôle des structures d'appui

A chacun de ces éléments sont associés les cas. Celui du Vietnam a été traité à part car les spécificités associatives dans ce pays ne permet pas une analyse croisée.

Enfin, pour conclure, nous présenterons les principales recommandations qui peuvent être formulées pour renforcer la participation des groupes d'enfants et de jeunes au développement durable des quartiers dans les quartiers défavorisés des villes du Sud.

Elément méthodologique n° 1

La nécessité de se réinterroger et d'interroger ses propres pratiques régulièrement

Cas de

AJPED, WARABA

et DJULUKUBAY

au SENEGAL

Trois associations sénégalaises ont participé à cette étude, chacune présentant des caractéristiques distinctes.

AJPED, Association des Jeunes de Peyrissac pour l'Emploi et le Développement, est basée à Ziguinchor. L'objectif premier, à la base de la création de l'association était la promotion de l'emploi des jeunes par les jeunes eux-mêmes. Il est très vite apparu aux yeux de ces jeunes la nécessité de participer au développement de leur propre quartier. Ainsi, l'association mise en place était d'abord centrée sur les intérêts de ses membres. C'est par la suite qu'il y a eu implication de la communauté.

WARABA qui signifie "Lion" en Bambara est une association du quartier de Khor Usine de St Louis, au nord du pays. Il s'agissait à l'origine d'une association sportive et culturelle (ASC). Sous l'impulsion du mouvement Set Setal et devant la nécessité de mettre en place d'autres activités, à caractère utile pour le quartier, l'association a évolué pour agir en faveur de l'environnement, notamment par la création d'un espace vert. Cet espace ayant une fonction à la fois environnementale et sociale (prise en charge des enfants pendant les vacances et lieu de regroupement pour l'association et les habitants du quartier). Ainsi, Waraba s'est progressivement structurée en association de développement de quartier. A partir d'activités culturelles et sportives, ses membres ont pris conscience de la nécessité de faire plus, en prenant en charge les problèmes auxquels étaient confrontés la communauté.

Djulukubay, du nom du deuxième habitant du village de Djivente (Casamance), est la reproduction d'un mode d'organisation traditionnel d'une communauté. Avec l'exode vers les villes, les ressortissants du village de Djivente ont créé des sections qui reproduisaient ce mode traditionnel. L'association concernée par l'étude est la section de Dakar qui, comme toutes les autres, est rattachée à l'association "mère", au village et s'investi pour le développement de celui-ci.

Ainsi, ces trois associations, qui ont eu des points de départ différents, qui présentent des caractéristiques différentes, ont toute pour point commun d'avoir évolué vers une action de développement durable, pour leur quartier ou leur village.

L'étude de cas présentée ci-après décrit les actions, modes d'organisation, aires d'évolution etc. de ces associations, nous n'y reviendrons donc pas ici.

Ces trois cas sont intéressants dans la mesure où les trois associations étaient arrivées dans leur processus à une étape de réflexion que la conduite de l'étude a permis de formaliser, d'approfondir.

Il convient en effet de souligner que l'étude a été menée selon la méthode de la recherche-action où les acteurs étaient à la fois objets et sujets d'étude.

Ainsi, les focus-groupe organisés, regroupant à la fois membres de l'association, habitants du quartier, structures d'appui... ont permis à chacun de s'interroger sur les objectifs de l'association, le fondement des actions menées, les relations entre les différents acteurs.

Il est apparu un écart (parfois important) entre les objectifs de départ et les pratiques actuelles de l'association. Cet écart se concrétise à travers les difficultés rencontrées par chacune d'entre elles : difficulté à recouvrer les cotisations ; difficulté à impliquer la population dans les activités menées.

A leur origine, la création de ces associations émane directement de la volonté d'un groupement - informel - de jeunes d'unir leurs forces et leurs compétences pour résoudre leurs propres problèmes et ceux de leur quartier. Nous pouvons donc en conclure qu'il s'agit d'une expression directe et réelle de la société civile. Mais, au fil des années et au fur et à mesure de l'implication, de "la spécialisation" des membres de ces associations, celles-ci se détachent progressivement de leur "base" tout en restant fermement attachées à leurs objectifs fondateurs. Or, les préoccupations des populations évoluent, les contraintes et les difficultés mais également les volontés (les intérêts) changent, sont en perpétuelle évolution tandis que les associations, en tant que structures formelles, sont plus "statiques". Comme si, à partir d'un point de départ commun, deux trajectoires suivaient des directions différentes. Il en résulte le constat formulé par les associations sénégalaises elles-mêmes à savoir un écart entre les préoccupations réelles des populations et les pratiques actuelles des associations.

A la suite de l'étude, et face à ce constat, les associations ont réagi en tentant de mettre en place des actions permettant de réduire ces écarts. C'est notamment le cas à St Louis où l'association Waraba - qui a désormais changé de nom et s'appelle ADKU, Association pour le développement de Khor Usine", a entamé des séances de discussions et de dialogues (les "palabres") avec les habitants du quartier. Les membres responsables de l'association ont été rencontrer les différents chefs de famille, leaders communautaires etc. pour renforcer le lien qui existe entre

l'ADKU et le reste du quartier. Ces discussions ont permis de mettre à plat certains malentendus qui pouvaient exister, mais également - et surtout - ont permis aux membres de l'association de refonder, valider, avec la population, les objectifs, les activités à mettre en oeuvre, les démarches à avoir avec les autorités locales etc.

La question de la participation des populations aux actions entreprises (par des associations, des ONG ou d'autres structures) reste un élément central, fondamental et gage de réussite d'une action. La mesure de l'écart entre objectifs initiaux et pratiques actuelles et les réorientations qui en ont découlé a permis aux associations sénégalaises concernées par l'étude de se rapprocher de cette population dont elles sont l'émanation.

Ainsi, le fait de pouvoir se réinterroger et d'interroger ses propres pratiques permet de vérifier les impacts réels, ainsi que les dérives, des associations et des activités qu'elles mettent en oeuvre.

AJPED, WARABA, DJULUKUBAY

Au SENEGAL

Cas de trois associations de jeunes actives dans le développement durable de leurs communautés dans les domaines de l'éducation, de l'environnement et de la santé.

Chargé de l'étude : Bamba Diaw, Enda Jeunesse Action

Préambule

Les propositions méthodologiques initiales faites par les coordonnateurs de l'étude ont été rediscutées avec les structures partenaires (Claire-Enfance, Acas, Enda Guédiéwaye) et les associations co-actrices de l'étude (Waraba, Ajped, Djulukabay).

Ce processus participatif, instauré dès la conception de cette étude, a prévalu et continuera à prévaloir dans le cadre du suivi de son suivi.

Elle concerne trois associations dans trois villes au Sénégal : l'Association des Jeunes pour l'Emploi et le Développement (Ajped) à Ziguinchor, l'Association de Développement de Khor Usine, le Waraba à Saint Louis et l'Association Djulukabay à Dakar.

Contexte

Le Sénégal est un pays à population essentiellement jeune. Plus de 57% de celle-ci a moins de 20 ans. Les regroupements d'enfants et de jeunes sont un phénomène qui date de très longtemps en Afrique en général, et au Sénégal en particulier.

Ils ont connu plusieurs évolutions dans leur structuration. L'appropriation et l'ancrage des devoirs, des comportements et des attitudes chez chacun de ses membres, à travers les rites et cérémonies d'initiation, entraînent vis à vis d'elle, de leur part, une grande disponibilité par rapport à ses problèmes.

En effet, face aux défis majeurs qui interpellent leurs communautés, les enfants et les jeunes voient s'opérer ou opèrent des réajustements quand à leurs rôles, statuts, buts, modes d'organisation et de fonctionnement. Ils sont devenus des acteurs de la structuration et de la transformation de leurs propres réalités sociales.

Ils mènent diverses actions allant dans le sens du développement durable de leurs communautés, notamment par le biais de la mise en place d'infrastructures et de réalisations de nature à répondre à ses préoccupations.

Le manque d'infrastructures et la paupérisation galopante engendrent des déséquilibres par rapport aux capacités des familles, des communautés à faire face aux besoins cruciaux que sont l'accès à l'éducation, la santé..., les services sociaux de base. A cela s'ajoutent un sous-emploi chronique des jeunes, une précarité de l'emploi et la montée des fléaux que sont la drogue, la violence urbaine....

L'exclusion et la marginalisation renforcent le cycle de fabrication et de reproduction des mécanismes de pauvreté.

Ces déséquilibres engendrent une exclusion et une marginalisation dont les conséquences sont encore plus durement ressenties par les couches vulnérables que sont les enfants et les femmes.

La redéfinition des rôles que doivent jouer les regroupements d'enfants et de jeunes auprès de leurs communautés s'est systématisée à travers la mise en place d'associations de développement.

Dans le domaine de la santé, l'Etat du Sénégal assure certes une bonne couverture du territoire en matière de postes de santé, de dispensaires et d'hopitaux; l'Initiative de Bamako a favorisé un accès moins coûteux aux médicaments. Cependant, il subsiste de nombreuses difficultés relatives :

- aux coûts de construction encore élevés
- aux disparités spatiales dans la répartition des postes
- au personnel insuffisant
- au sous équipement des infrastructures

Le taux de scolarisation atteint à peine les 48%. L'éducation coûte chère (fournitures, droits d'inscription, transports, cotisations...). Et les familles des couches populaires choisissent souvent de sacrifier la scolarisation des enfants au profit d'activités économiques ou d'apprentissage populaire.

Les conditions de vie sont caractérisées par une extrême pauvreté et précarité en milieu urbain et rural au Sénégal. La promiscuité en milieu urbain, la quasi inexistance d'écoles, de coins de toilettes, de l'électricité ou de l'eau courante (en milieux urbain et rural) sont corollaires d'un environnement dégradé. Le manque d'espace pour les activités ludiques et culturelles des enfants et jeunes, est souvent source de conflits au sein de la communauté ou entre la communauté et l'Etat.

Cependant les populations ne restent pas les bras croisés face aux manques et lacunes. Un système de réponses sous forme d'actions organisées émerge de plus en plus comme modèle alternatif. Ces actions sur le champs de l'éducation, de la santé, de l'environnement et de la culture méritent d'être bien cernées, dans leurs dynamiques et processus internes et leurs modes de concrétisation.

Celles conçues et mises en oeuvre par les associations d'enfants et de jeunes sont l'objet de cette présente étude.

Le concept de communauté nous a semblé plus apte à traduire cette réalité du terrain d'évolution des associations. La communauté est un concept qui met l'accent sur des liens plus forts que ceux liés à celui moderne de quartier (liens de parenté, conscience de la même identité de condition...). Le quartier est, dans sa définition moderne, une juxtaposition de maisons et ne reflète pas nécessairement une quelconque dynamique communautaire.

La notion de communauté, plus large et ouverte, englobe celle de quartier, de village, d'arrondissements, de département, de région et de pays et implique un engagement politique de ses membres pour sa défense, son développement, pour tout dire sa destinée.

1. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES MEMBRES DES ASSOCIATIONS

1. 1. Composition ethnique

Les associations de développement co-actrices de cette étude ont une composition pluri-ethnique. Les ethnies suivantes ont été recensées auprès d'elles :

- | | | | |
|-------------------|-------------|-----------|-----------|
| - Diola | - Mancagne | - Bambara | - Bassari |
| - Peul/Toucouleur | - Sarakholé | - Wolof | |
| - Mandingue | - Socé | - Serere | |

Le profil des participants aux focus groups révèle que l'Ajped de Ziguinchor est composée majoritairement de Diolas Fogny et Blouf (58,68%), suivis des Peuls/toucouleurs (25%),...

Tandis qu'à Saint Louis, le Waraba voit une prédominance de Bambaras (80%).

A Dakar, l'association Djulukabay est composée exclusivement de Diolas Kassa.

Autant dire que ces associations sont à l'image du pays qu'est le Sénégal - pluralité, diversité des traits culturels - et aussi des associations d'enfants et de jeunes recensées.

1. 2. Age

A Ziguinchor, l'âge moyen des membres de l'Ajped est de 27,52 ans.

A Dakar, au niveau de l'association Djulukabay, l'âge moyen est de 25,51 ans.

A Khor, Saint Louis, l'âge moyen des membres de l'association Waraba est de 31,28 ans.

Ces trois associations ont une définition commune des étapes de la vie : l'enfance est la période comprise entre 0-18 ans, la jeunesse celle comprise entre 19-45 ans et l'âge adulte est à partir de 46 ans.

D'autres critères que l'âge entrent en jeu dans la définition du statut social : la croissance biologique, la situation matrimoniale, le savoir (savoir faire, savoir être), l'accomplissement des rites d'initiation...

La notion de classe d'âge apparaît centrale pour toutes ces associations. Elle est même un des principes constitutifs de celles ci.

La répartition par âge révèle l'existence de plusieurs classes d'âge au sein d'une même association. Cela dénote l'étroite imbrication-implication des membres d'une même communauté, quand il s'agit de faire oeuvre utile ou de défendre les intérêts de celle ci. Des passerelles existent entre les différents segments, de même que des cadres de concertation. Les Aînés et Vieux d'une communauté sont appelés à jouer un rôle de conseillers ou de modérateurs en cas de conflit dans les associations ou/et classes d'âge.

Si la proportion des moins de 18 ans est sous représentée au sein des instances dirigeantes des associations avec qui nous avons cheminé, cela est lié à des facteurs culturels qui tendent à considérer comme immatures les enfants et les jeunes, donc pas

aptes à assumer des responsabilités; alors qu'ils sont très sollicités dans l'exécution des tâches.

C'est une situation souvent porteuse de conflits de générations, comme nous avons pu l'observer au cours de l'étude.

1. 3. Genre

Les filles ayant participé aux focus groups avec l'Ajped représentent 42,10% de l'effectif total de ceux ci, 46,42% au Waraba et 39,52% à Djulukabay.

Ces taux reflètent bien leur taux de présence dans les associations sus mentionnées. Cependant présence n'est pas participation, ni implication. Ces jeunes filles constituent l'ossature de ces associations, même si elles n'occupent que rarement des postes décisifs. Cela peut être une des raisons explicatives de la prolifération des groupements exclusivement composés de de jeunes filles et de femmes.

Les rôles sont inversés dans ces groupements. Les femmes et jeunes filles gèrent la conception, la planification, la mise en oeuvre et le suivi des actions. Les hommes sont sollicités surtout pour des taches pratiques ou pour servir de conseillers.

1. 4. Statut socio-professionnel

Les statuts socioprofessionnels des membres des associations actives dans le développement de durables de leurs communautés reflètent ceux des habitants des ces communautés.

Le quartier Peyrissac de Ziguinchor est un quartier majoritairement composé d'ouvriers, de travailleurs du secteur de l'économie populaire urbaine, de chômeurs et d'élèves.

Certains membres de l'association sont sans profession (15,78% des participants aux focus groups).

Le quartier Khor de Saint Louis est un quartier essentiellement rural. Ses habitants trouvent à s'occuper dans le maraîchage (activité première essentielle). Seuls 16 habitants parmi les 2500 travaillent dans le secteur formel, dans l'administration sénégalaise.

Au niveau de l'association Djulukabay de Dakar, plus de la moitié des participants aux focus groups sont des élèves et étudiants (51,28%). Ils sont suivis des travailleurs des administrations publiques ou privées (9%).

Il apparait ainsi que les associations Ajped et Waraba ont une majorité de membres s'activant dans l'économie populaire urbaine. Le secteur agricole apparait comme une dominante, particulièrement au niveau de Waraba. En ce qui concerne l'Ajped, ce secteur a revêtu une dimension particulière aux débuts de l'association et a été progressivement abandonné au profit d'autres activités.

L'association Djulukabay de Dakar, à l'image de beaucoup d'associations urbaines au Sénégal, est à dominante élèves-étudiants. Si l'on se réfère à l'association globale, cette tendance est inversée : les 2/3 des membres des différentes sections trouvent à s'occuper dans les domaines de l'agriculture et de l'économie populaire.

Les membres de ces associations ont divers niveaux d'instruction et de formation, comme nous allons le voir ci dessous.

1. 5. Niveau d'instruction

Les membres des associations co-actrices de cette étude ont un niveau d'instruction scolaire compris entre le CEII et l'Université, pour ceux qui ont été scolarisés.

Seuls 3 membres de Djulukabay, parmi ceux qui ont participé aux focus groups, sont analphabètes. Parmi les autres participants de tous les focus groups 37,43% ont atteint le niveau CMII, 17,60% le 3^o secondaire, 30,42 % la terminale et 11,33% ont fréquenté ou fréquentent l'université.

Des nuances existent cependant. Au niveau de l'Ajped, près de la moitié des participants ont arrêté leurs études au CMII. A Waraba, les membres les plus scolarisés ont atteint le niveau de Seconde-Terminale. Tandis qu'à Djulukabay, la dominante est le niveau CEII-CMII.

La proportion la plus élevée d'universitaires se trouve à l'Ajped, suivie de près par Djulukabay.

1. 6. Situation matrimoniale

Cette étude traite des associations d'enfants et de jeunes. Le profil des participants aux focus groups révèle un faible taux de mariés (21,05% à Ajped, 32,14% à Waraba, 21,21% à Djulukabay), malgré les moyennes d'âge assez élevées :

MD : "Comment se marier quand on vit dans une précarité permanente : logement, emploi, nourriture. Nous les jeunes, nous sommes conscients que de mauvaises conditions de vie engendrent les phénomènes de déviance chez les enfants. C'est pourquoi il est devenu difficile de se marier. Nous ne remettons pas en cause l'institution sociale qu'est le mariage, mais nous ne pouvons pas nous permettre de céder aux pressions sans en peser les conséquences."

2. MODES D'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS

2. 1. Historique

Le phénomène de "mass" fait partie du substrat culturel du Sénégal.

Les classes d'âge sont des groupes informels de jeunes ayant comme dénominateur commun l'appartenance à une même tranche d'âge.

Les regroupements s'opèrent sur la base de l'appartenance à une même classe ou entre des classes d'âge assez proches. Les membres d'une même classe d'âge se fréquentent, participent aux mêmes activités ludiques et sont solidaires les uns des autres.

La solidarité ainsi mise en exergue est sous tendue par le fait que les enfants et jeunes, appartenant aux mêmes classes d'âge, accomplissent ensemble les rites organisés par la communauté pour les initier aux différentes étapes de la vie. Dans "la case de l'homme" se tissent des liens sacrés, plus forts même que ceux du sang. La communauté investit dans ses enfants en termes de savoir, de savoir être et de savoir faire. C'est ainsi que ses intérêts priment sur ceux de ses membres et que l'individualisme est érigé au rang de tabou.

Dés lors, chaque membre de la communauté recherche le compagnonage de ses pairs, avec qui il accède aux différents paliers qui déterminent les rôles, statuts de chaque segment (enfant, jeune, femme, adulte, viellard).

Les contextes socio-culturels ont été bouleversés avec l'avènement de l'urbanisation, de la colonisation et la percée de l'acculturation/assimilation.

Toutefois, en milieu rural et encore, ils ont conservé leur vocation de lieu d'entre-aide et de solidarité au service de la communauté, comme c'est le cas avec l'association Djulukabay.

Dans leur structuration actuelle, les regroupements d'enfants et de jeunes actifs dans le développement durable de leurs communautés sont d'apparition récente. On assiste dans les années 50 à une floraison de créations d'associations de jeunes dans les quartiers populaires urbains.⁶

La caractéristique essentielle de ces associations de jeunes, c'est d'être orientées vers des activités culturelles et de loisirs. Elles sont structurées en clubs. Les modèles et référents n'étaient pas puisés dans le patrimoine culturel de la société sénégalaise, mais dans ceux des pays occidentaux. Les noms de ces associations avaient toute une portée symbolique, idéologique : ex les Aigles d'Azur, les Parisiens, les Anges de Parnasse, les Italiennes.... Les activités dominantes de ces clubs étaient des bals, surprise-parties, thé...

De nouvelles formes d'organisation sont apparues plus tard. Elles se sont reflétées dans un premier temps par l'adoption de noms à consonances locales : "un élément de culture progresse dans la jeunesse : le sentiment d'**africanité**, désir de retrouver les racines culturelles, les secrets, la magie et les rites".⁷

A cette même époque, les populations éprouvent un engouement sans précédent pour les "navétanes", les "simb", "sabars", ballets et autres folklores. Les joutes sportives (foot ball, luttes...) constituent la principale activité des associations dans les quartiers populaires.

Les années 70 coïncident aussi avec les premières crises économiques, agricoles et même politiques qu'a traversé le Sénégal. L'échec des politiques initiées par l'Etat, lié à la sécheresse et la conjoncture économique difficile, a eu des conséquences désastreuses sur les couches les plus défavorisées des populations urbaines et surtout rurales.

⁶ M Billen, N LE Guerinel, JP Moreigne, S Diallo : Groupes informels de jeunes à Dakar, série Jeuda N°14, Enda tm, Dakar, 1985, 64p

⁷ Terenzio F: appui à l'émergence d'une culture urbaine de jeunes à Dakar, serie Jeuda n° 32, enda tm, Dakar, 1989, p1

Il s'est instauré un exode massif des campagnes vers les villes, notamment vers Dakar la capitale du Sénégal. Cet exode a opéré un dépeuplement des campagnes, surtout au niveau de ces bras valides que sont les jeunes (filles et garçons).

Paradoxalement, ces difficultés traversées par le pays ont constitué un stimulant pour l'imagination créative populaire et aiguisé le sens des responsabilités des jeunes dans la prise en charge des problèmes communautaires. Les associations d'enfants et jeunes sont passées de la surpriorisation d'activités sportives et culturelles à un engagement sans faille dans la bataille du développement.

Mais peut être fallait-il d'abord se débarrasser de toutes les impuretés, grisaille et noirceur des villes ! Et ce fut l'avènement du Set Settal !⁸

Les actions d'assainissement et d'embellissement réalisées par les enfants et jeunes dans les quartiers ont été systématisées en programmes générateurs d'emplois avec l'aide d'une agence dénommée AGETIP.

En ce qui concerne les trois associations co-actrices de cette étude, elles ont été créées par un ou plusieurs aînés :

2. 1. 1. Ajped

BS (Président Ajped): "C'est à dire que l'Ajped à un certain moment, c'était nous, c'est à dire des jeunes du quartier, qui ont suspendu leurs études à un certain moment du processus de l'année scolaire. Pour ne pas rester comme ça les bras croisés, nous avons pensé, avec l'initiative d'un de nos aînés du quartier, en l'occurrence Vieux Bodian, à mettre en place une structure. C'est lui même qui a donné le sigle de l'association qui est l'Association des Jeunes de Peyrissac pour l'Emploi et le Développement (AJPED). Parce qu'on était du même quartier, on faisait le sport et tout. Tout ce qu'on faisait, on le faisait ensemble, un groupe de 14 sans risque de me tromper. On avait constitué une assemblée constitutive au mois de Juillet, le 28 Juillet 1988 chez les Moustapha Badji avec la participation du CDEPS (...). L'association a commencé à fonctionner avec un bureau. Le Président, en l'occurrence le premier Président, c'était Ousmane Badji, son Vice Président, Ousmane Fadera, responsable de la Case de santé aujourd'hui (...). Tout le monde avait des responsabilités".

Ce qui avait motivé les jeunes de Peyrissac à mettre en place leur association c'est, comme l'indique la dénomination, la promotion de l'emploi des jeunes par les jeunes eux mêmes. De jeunes élèves et étudiants avaient vu leurs études interrompues et ils restaient oisifs dans le quartier. Ils ont voulu réagir dans un premier temps pour s'occuper ; même si au cours des discussions, les jeunes disent qu'ils ne voulaient pas régler les préoccupations à eux:

MD: "Mais l'Ajped, c'est l'association des jeunes pour l'emploi et le développement. Ce que nous avons fait, ça fait partie du développement. C'est pourquoi nous devons prendre le temps de réfléchir pour voir comment aider au développement du quartier. C'est ça. Nous ne voulions pas régler seulement nos problèmes d'étudiants (...). Si je

⁸ Enda tm : Les murs qui parlent, enda tm, Dakar, 1989

laisse tout ce temps pour aller enseigner aux enfants, c'est pas mon problème que je veux régler mais celui du quartier”.

La situation vécue par ces jeunes était le reflet de la situation de toutes les composantes de la communauté :

F C : “Quand l'association a vu le jour, il y'avait des jeunes qui étaient là. Ils appartenaient au même groupe d'âge, "les mass". Ils se sont regroupés, cependant ils étudiaient. Nous nous sommes réveillés un jour et nous les avons vu prendre leurs pelles, aller cultiver et rentrer. Mais nous ne savions pas ce dont ils s'occupaient.. Quand ils avaient des activités, ils invitaient des filles d'autres quartiers qui leur faisaient la restauration, ils mangeaient avec elles, bon. Il regroupait des gens d'autres rues. Un long temps s'est écoulé. Et un jour ils ont discuté entre eux, se sont rendus compte qu'en agissant ainsi, ils faisaient une autre politique qui concernait des gens de l'extérieur et n'impliquait pas leur communauté. Alors qu'il fallait qu'ils fassent le regroupement avec les gens du quartier d'abord, même si nous n'appartenons pas aux mêmes classes d'âge, après, bon. C'est en 1992 seulement que les jeunes filles du quartier ont été cooptées. Quand nous sommes devenues membres de l'Association, les gars continuaient à se livrer à l'agriculture. Quelquefois, des gars attendaient que les produits mûrissent et juste avant la récolte les dérobaient. Après cela, ils ont convoqué une réunion entre eux et ensuite convoqué tout le monde, toute la rue en réunion”.

L'association mise en place était d'abord centrée sur les intérêts de ses membres. C'est par la suite qu'il y'a eu implication de la communauté. Le souci de l'impliquer a amené les jeunes à initier des actions en sa faveur, en prenant soin de prendre l'attache de spécialistes d'Ong (Enda Acas) et des services de l'Etat (CEDEPS).

2. 1. 2. Waraba

MT(40ans): “Je connais un peu cette histoire, notamment avec les Modou Ndiaye, Ibrahima Koné, Baye Cheikh, Mballo... Ils étaient ensemble. Ils se sont dit qu'ils vont créer une association. Ils sont restés discuter très longtemps sur ce sujet. Ils se sont demandé quel nom donner à cette association. Chacun s'est prononcé. Quelqu'un a dit que leur symbole, c'est le lion et le lion en bambara signifie Waraba. C'est comme ça que le nom de l'association a été trouvé”.

En fait, les jeunes qui ont créé cette association s'étaient investis dans un premier temps dans des activités culturelles. Ils avaient monté une troupe théâtrale qui réalisait des prestations rémunérées dans divers quartiers de Saint Louis. En 1973, les jeunes du quartier ont voulu participer aux “navétanes”. Pour ce faire, ils avaient besoin de se constituer en Association Sportive et Culturelle (ASC). C'est ainsi qu'est née l'ASC Waraba.

En 1992, à l'occasion d'une assemblée générale de l'ASC, les participants avaient beaucoup discuté du mouvement Set Settal et de la nécessité de mettre en place d'autres actions que le foot ball et le théâtre :

DC : “En 1993, Claire Enfance nous a contacté pour nous dire qu'elle voulait mettre en place un cadre de partenariat avec les associations évoluant à Saint Louis. A ce moment nous avons mandaté une personne pour suivre les relations avec cette structure.

Et d'ailleurs, il a été recruté par la suite par cette Ong. Nous avons exprimé le désir d'agir par rapport à notre environnement, notamment par la création d'un Espace Vert

(...). C'est en 1994 que nous avons pris l'option claire de nous investir dans le développement de notre communauté. Nos préoccupations au départ étaient la prise en charge des enfants surtout pendant les vacances”.

Le Waraba s'est donc structuré progressivement en association de développement de quartier. A partir d'activités culturelles et sportives, ses membres ont pris conscience de la nécessité de faire plus, en prenant en charge les problèmes auxquels était confrontée la communauté.

La mise en place des actions de développement du quartier s'est faite avec l'appui de Claire-Enfance et de l'ODCAV.

2. 1. 3. Djulukabay

T D : “Notre association a été créée le 14 Janvier 1961 au village de Djivente par nos parents, oncles et grands frères. Elle a pris le nom de Djulukabay qui sont les deuxièmes habitants du village - les premiers étant les Ujenek - en 1972. Elle regroupe les “Effalum” (classes d'âge et familles du village)”.

Djulukabay est la résultante d'un mode d'organisation traditionnel d'une communauté : le regroupement des familles d'une même communauté pour affronter les problèmes, instaurer la solidarité et l'entre-aide dans les travaux champêtres, la construction de maisons.... Cette dynamique communautaire, héritée par les jeunes, pour être reconnue officiellement, a été transformée en association. Au niveau du village, toutes les filles, tous les fils du terroir en font partie (enfants, jeunes, adultes, vieux). Avec l'exode vers les villes, des sections ont été installées, dont celle de Dakar, avec qui nous avons cheminé au cours de cette étude.

Seulement, l'association Djulukabay n'a pas eu à bénéficier d'appuis extérieurs institutionnels pour la mise en place des actions de développement. L'appui d'institutions est venu plutard, notamment avec Enda Tm Jeunesse-Action.

L'association Djulukabay est la doyenne d'âge, suivie de Waraba et de Ajped qui est la dernière à avoir été créée.

L'Ajped et le Waraba connaissent des modes de création identiques. Des jeunes d'un quartier décident de se regrouper en association. Toutes les deux ont eu au départ une orientation clairement exprimée, la création ou l'exercice d'emplois ou d'activités génératrices de revenus pour les membres. Waraba y a ajouté et maintenu une dimension sportive et culturelle.

Tandis que le Djulukabay a eu une vocation d'entre-aide et de solidarité pour les ressortissants d'une communauté villageoise, celle de Djivente.

Les premières actions entreprises par ces trois (3) associations avaient trait aux thèmes des sports et de la culture (Waraba, Djulukabay), de l'éducation (Ajped, Waraba), de la santé (Ajped, Djulukabay), de l'environnement (Ajped, Waraba, Djulukabay).

Ce n'est que progressivement que des préoccupations relatives au développement de leurs communautés sont apparues.

Ces communautés sont circonscrites dans des aires géographiques déterminées. Cependant les actions entreprises peuvent se dérouler à partir d'autres zones.

2. 2. Aires d'évolution des associations

Les associations avec qui nous avons cheminé ont leurs sièges dans les quartiers de Peyrissac (Ziguinchor), Khor (Saint Louis), Yarakh (Dakar).

2. 2. 2. Ziguinchor

La ville de Ziguinchor a une population **de 80.000 habitants**. Elle est composée d'une dizaine de quartiers.

Le quartier de Peyrissac est limité à l'Ouest par une école primaire, à l'Est par les routes menant vers le rond point Belali et l'hôpital régional, au Sud par le quartier Niafouléne et au Nord par la route menant vers le Cap Skirring.

La visite guidée du quartier effectuée avec les jeunes a permis de recenser les infrastructures et de s'entretenir avec l'Imam, les Notables du quartier, les Aînés et des commerçants.

Peyrissac est un quartier populaire bordé de larges avenues de sable, d'habitations en banco avec des toitures en zinc. L'éclairage public est quasi inexistant et la plupart des maisons ne sont pas électrifiées et ne disposent pas d'eau courante. Des lopins de terre sont réservés à la culture maraîchère dans presque toutes celles-ci.

Selon un vieux notable, ce quartier a vu le jour en 1950. C'était un terrain qui appartenait à l'ancienne maison commerciale coloniale Peyrissac. Elle a décidé de céder le terrain à ses ouvriers pour une occupation à usage d'habitat.

C'était une forêt à l'époque, et il a fallu réaliser de grands travaux d'aménagement pour le rendre utilisable. La faune et la flore n'ont pas été épargnées. C'est après ces travaux qu'il a été lotissé.

Selon les vieux du quartier, le lotissement a été réalisé sans tenir compte de l'avis de la population. Ce qui génère beaucoup de problèmes actuellement, notamment le manque d'espaces (aires de jeux pour les jeunes, espaces pour construire des infrastructures socio-culturelles, éducatives, sanitaires....).

Un ingénieur aménagiste avait demandé l'annulation du plan de lotissement, car il ne tenait pas compte de l'explosion démographique prévisible qui nécessiterait l'extension du quartier. Mais son point de vue n'avait pas été écouté.

L'une des conséquences de ce plan de lotissement a été, bien des années plus tard, le déguerpissement et le relogement d'habitants dans d'autres quartiers comme Grand Dakar. Le photographe qui nous accompagnait a vu sa famille reloger à Grand Dakar, car la concession qu'elle occupait avait été choisie pour abriter l'école primaire.

La population du quartier, à l'image de celle du pays, est à forte prédominance de jeunes (plus de 70% de la population de ce quartier a moins de 20 ans, selon les estimations de l'Ajped). La plupart de ces jeunes sont sans emploi :

O B (Viel habitant): “Nous les Vieux, nous sommes inquiets. Car nous ne savons que faire pour soulager nos enfants. Ils ont énormément de problèmes. Ils restent toute la journée sans rien faire. L’Etat ne fait rien pour eux. Nous manquons cruellement de moyens et nos pensions de retraite ne suffisent même pas pour assurer la dépense quotidienne; c’est la débrouillardise au quotidien”.

L’Ajped a étendu ces actions au delà du quartier de Peyrissac. Aujourd’hui, elle intervient dans d’autres quartiers de Ziguinchor (Sindian, Grand Dakar) et dans d’autres localités (Bignona, Kolda). Cette extension s’est faite par le biais de l’exécution de certains programmes du gouvernement (PAIS I et II) ou d’autres associations non gouvernementales comme l’AFVP, ANCS.

2. 2. 2. St Louis

Tout au Nord du Sénégal, la ville de Saint Louis a une population d’environ 100.000 âmes. Vielle ville coloniale, elle fut capitale de l’Afrique Occidentale Française (AOF), puis première capitale de l’Etat du Sénégal. Entourée d’eau, elle est divisée en trois parties:

- la Langue de Barbarie, délimitée au Sud par la frontière avec la Mauritanie et au Nord par l’embouchure du Fleuve Sénégal et de l’Océan Atlantique, avec les quartiers de Santhiaba, Goxu Mbacc, Guet Ndar
- l’île qui comprend les deux quartiers de Lodo et de Sindoni
- Sor qui comprend les quartiers de Diamegueune, Léona, Pikine, Balakoss, NDiolofène, Khor, Darou.

Ces grands quartiers recèlent en leur sein des sous quartiers. Et tout autour de Saint Louis, existent des petits villages et de nouveaux quartiers nés de l’extension de la ville, notamment vers les sorties (vers l’Université et après Pikine).

Le quartier de Khor est délimité au Nord par la route Nationale, au Sud par les marécages et de petits îlots, à l’Est par un muret servant de digue protectrice contre les eaux et à l’Ouest par une autre digue érigée par la commune.

Selon un des vieux notables, membre du Conseil de Quartier de Khor, dont le point de vue est attesté par un document de l’Ifan⁹, la colonie Bambara venue du Mali s’est installée dans différents quartiers de Saint Louis (Khor, NDiolofène et Senefobougou). Les premiers arrivants s’étaient installés à Khor Mission. Etant de religion animiste, certains se sont convertis au protestantisme et ont été encadrés par la mission Protestante installée avant leur arrivée. D’autres se sont convertis à l’Islam à la suite de Ngolo I°. Une partie de la population s’est déplacée pour s’installer à côté de l’usine de traitement des eaux de la Société Des Eaux (ex Sonees), en donnant à ce quartier le nom de Ngolobougou.

⁹ La colonie Bambara, de Khor à Njlofène, Saint Louis, Notes Africaines n°40, 1948, Bulletin d’informations et de correspondances, IFAN

Ce quartier s'appelle aujourd'hui Khor Usine. Le quartier de Ndiolofène abritait le jardin potager de Saint Louis. Et aujourd'hui encore "Toolu Buur" est un des plus grands jardins potagers de Saint Louis.

Le Waraba a son siège à Khor Usine. Les jeunes qui nous ont fait visiter le quartier se sont limités à la visite de Khor Usine. Selon eux, il n'existe pas de clivage entre les deux sous quartiers, cependant le rapprochement et l'implication des tous les habitants de ces quartiers dans les actions de développement sont des préoccupations qui ont été ressorties lors des focus groups.

La dimension eau revêt une importance particulière dans ce quartier. Celui ci est bâti sur l'eau, environné d'eau. L'eau est un fléau et en même temps sa principale richesse. Le trop plein des eaux traitées par la SDE est utilisé pour l'arrosage des jardins maraîchers du quartier. Des tuyaux sont branchés directement au niveau du deversoir de trop plein et pompent l'eau pour alimenter un canal qui ceinture le quartier. Les maraîchers y branchent leurs tuyaux pour se ravitailler.

Le Waraba a pour aire d'évolution actuelle le quartier de Khor. Elle ne mène pas des actions dans d'autres quartiers de Saint Louis ou dans la région. Khor est distant d'environ 7 kms de Saint Louis.

2. 2. 3. Dakar / Djivente

Basé à Djivente, agissant à partir du village, de Kolda et de la Gambie, Djulukabay revêt une dimension spécifique par rapport aux autres associations avec qui nous avons cheminé : elle est une fédération de sections d'associations de ressortissants basées au village et dans d'autres localités. Avec l'exode des jeunes, partout où se trouve une colonie importante de ressortissants, ceux ci se regroupent en association.

Celle de Dakar avec qui nous avons cheminé a son siège chez un des membres, à Yarakh. L'association ne mène aucune action directe dans le quartier en dehors des réunions, des répétitions et chants du terroir. Ses membres habitent à Yarakh, Yeumbeul, Fass, Médina...ou chez l'employeur.

Les actions de développement réalisées ont trait à la prise en charge des problèmes des membres à Dakar et la mise en oeuvre d'actions ponctuelles au village.

Le village de Djivente compte environ 1000 habitants, parmi lesquels seuls 300, composés surtout de vieux, y vivent régulièrement.

Il est situé dans le département d'Oussouye à environ 1,5 km de la commune d'Oussouye.

Les habitations sont en banco et paille. Le village n'est pas encore électrifié et ne dispose pas encore d'eau courante. Ses habitants s'adonnent à la culture de l'arachide et du riz. Des vergers individuels existent où sont cultivés des oignons, des haricots, le bissap.... L'association Djulukabay a mis en place un jardin collectif.

Au niveau des champs, distants d'environ 1,5 km des habitations, nous avons remarqué que les produits de la cueillette constituent une des sources de revenus déterminantes pour les habitants.

La fabrication de poteries artisanales est une autre activité essentielle, pratiquée exclusivement dans toute la zone par deux villages : Ejungu et Djivente.

Les associations co-actrices de cette étude, du point de vue de leurs aires d'évolution, présentent bien des spécificités.

Si à Saint Louis, l'action de Waraba est circonscrite au quartier de Khor, à Ziguinchor l'Ajped a vu son champ d'intervention dépasser le quartier de Peyrissac pour embrasser d'autres localités. Alors que la section de Djulukabay Dakar a pour vocation l'entre-aide et la solidarité à Dakar et le développement du terroir d'origine.

2. 3. Adhésion et structuration

2.3.1 *Qualité de membre*

Le seul fait d'être membre de la communauté donne automatiquement la qualité de membre de l'association ou des associations existantes. C'est une constante rencontrée à Saint Louis, Dakar et Ziguinchor, et plus globalement, au niveau des associations de développement des enfants et jeunes au Sénégal.

Bien que la quasi-totalité des associations subordonnent l'adhésion effective à l'achat de cartes de membres ou à des contributions substantielles, ainsi que l'acquittement régulier des cotisations, ce système est rarement respecté.

Au niveau de Djulukabay et de Waraba, les membres détenant une carte sont astreints à cotiser régulièrement ou alors ils risquent de payer des amendes. Ajped a beaucoup plus de difficultés à recouvrer les cotisations.

Les configurations recensées auprès des trois associations révèlent quatre (4) catégories : membre actif, membre simple, membre d'honneur, marraine et parrain.

Les ainé(e)s sont des membres conseillers et l'association entretient des relations avec toutes les composantes. A Saint Louis, Waraba est membre du Conseil de Quartier qui regroupe tous les acteurs (groupements de femmes, association des enfants et des jeunes, assemblée des Notables).

Ajped compte 150 membres, Djilukubaye Dakar plus de 250 et Waraba près de 1500.

3.3.2 *Organisation et répartition des tâches*

A Saint Louis, Dakar comme à Ziguinchor les trois associations co-actrices de cette étude sont structurées ainsi :

- Président
- Secrétaire Général
- Trésorier
- Chargé de Programme
- Relations extérieures

- Commissions
- Section Féminine

En principe, n'importe qui peut accéder à ces postes de responsabilité. Les élections se font à l'occasion des assemblées générales annuelles réunissant tous les membres de l'association et en présence souvent des ainé(e)s. A cette occasion est mis sur pied le Comité Directeur chargé de plancher sur l'élaboration d'un programme de travail.

3.3.3 Moyens

Ils sont constitués des cotisations, dons, legs, quêtes, recettes tirées d'activités sportives et culturelles, des infrastructures mises en place par les associations (case de santé, école, périmètres maraîchers).... Les trois associations disposent toutes de périmètres maraîchers. Si celles de Waraba et Djulukabay sont exploitées actuellement et participent au financement des activités, celui de l'Ajped ne l'est pas.

Ajped et Djulukabay mettent à disposition d'Ongs, de structures gouvernementales et de particuliers des personnes ressources pour des prestations rémunérées.

Les jeunes de Djulukabay s'organisent en groupes, avec un responsable, pour offrir des services rémunérés. Ceux ci sont répartis, selon leur nature, entre les garçons et les filles. Pour les garçons, il s'agit des travaux champêtres et la construction de maisons. Les filles, elles, portent les canaris d'eau, sapoudrent les "farots" de fumier et ramassent les coquillages ou le bois mort. A côté de ces activités, la pêche à la nasse est aussi une autre source de revenus pour l'association.

Une somme modique est reversée à l'association pour l'Ajped. Tandis qu'à Djulukabay, l'intégralité des émoluments est reversée à la caisse de l'association.

Les associations d'enfants et jeunes dans les quartiers populaires sont limitées dans leur fonctionnement par la législation.

3.3.4 Aspects juridiques

Toutes ces trois associations ont leur récépissé de reconnaissance officielle. En effet, les associations de quartiers, comme toutes les autres formes d'associations légales, sont tenues de déposer un dossier pour la reconnaissance officielle de leurs activités. Les associations sont régies par la loi 68-02 du 26 Mars 1968, le décret 76-040 du 16 janvier 1976 et par le Code des Obligations Civiles (art 811 à 821).

Dans la région de Casamance, sur 175 associations recensées, seules 49 associations sont reconnues officiellement.¹⁰

A Ziguinchor commune, elles sont 45, autant dire la quasi totalité des associations officielles de la région.

A Saint Louis, les principales associations sont au nombre de 21, selon le recensement de la CCIADL et d'ECOPOP. Cependant ce nombre peut varier en fonction des critères de sélection.

¹⁰ Tableau de suivi des associations dans la région de Casamance, source CDEPS, IRJ, Ziguinchor, 1999

A Dakar, elles sont plus des centaines et l'administration elle même avoue ne pas détenir de statistiques fiables sur leur nombre exact, leur nature et les activités qu'elles mènent..

Cependant les mutations connues par les associations d'enfants et jeunes, notamment dans la perspective de développement durable de leurs communautés, ont rendu quasi obsolètes les dispositions et règlements régissant leurs activités.

Par rapport aux dispositions juridiques, les difficultés rencontrées par les associations s'articulent autour de :

- la procédure de reconnaissance
- la non exonération des matériels achetés à l'étranger
- les pesanteurs de l'administration pour l'obtention de financements extérieurs

Le Centre de Sensibilisation sur les Drogues de Thiaroye (CSID) a profité de la visite de MM Chirac et Diouf, respectivement Présidents de la France et du Sénégal, pour les sensibiliser sur les difficultés rencontrées par les associations dans la mise en oeuvre de leurs actions et des cadres juridiques les régissant.¹¹

Ils ont ensuite mené un intense lobbying auprès de Son excellence M Abdou Diouf qui leur a demandé de faire des propositions

Cependant ce lobbying est resté sans résultat à l'heure actuelle.

3.4. Thèmes de travail

Les associations avec qui nous avons cheminé au cours de cette étude intègrent les aspects culturels, sportifs, de développement et d'organisation pour la défense de droits dans leurs actions de développement. Les thèmes sur lesquels elles mènent des actions sont :

- Sports et Culture (Waraba, Djulukabay)
- Santé (les 3)
- Education (les trois)
- Environnement (les trois)
- Formation (Ajped)
- IEC (Ajped)
- installation de micro-projets
- animation-sensibilisation

Ces trois associations travaillent pratiquement sur des thèmes identiques, nonobstant quelques spécificités (Formation, IEC). D'un point de vue global, l'ensemble des associations d'enfants et de jeunes actives dans le développement, au Sénégal, intègrent

¹¹ Alassane Faye : Les associations de Développement de Quartier, 10 ans de relations entre les ADQ et Enda à Dakar, Enda tm, série Jeuda N°95, 1996, pp 27-30

l'ensemble de ces thèmes dans leurs programmes d'actions. Ces thèmes sont hiérarchisés selon les priorités retenues par elles.

En ce qui concerne Ajped, la priorité est accordée à l'éducation et à la santé, pour le Waraba, ce sont les dimensions environnement et santé qui priment, tandis que pour le Djulukabay ce sont les sports et culture et la santé.

L'examen exhaustif des pratiques et formes d'organisation dans les domaines ci dessus recensés prendrait plus de temps et de moyens que ceux alloués à cette étude. Ce qui a motivé ses initiateurs à circonscrire celle ci à ces trois thèmes :

- santé
- éducation
- environnement

Les thèmes de l'éducation, de la santé et de l'environnement constituent la base de tout développement intégré et constituent actuellement les priorités de l'Etat du Sénégal.

Le chapitre suivant s'attelle à déterminer les modalités de mise en oeuvre des actions dans ces trois domaines par les associations co-actrices de cette étude.

4. MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS EN MATIÈRE D'EDUCATION, D'ENVIRONNEMENT ET DE SANTÉ

4.1 Méthodologie

Les associations d'enfants et de jeunes au service de leurs communautés sont souvent perçues, à travers leurs actions, comme des mouvements populaires, spontanés et sans démarche logique.

Les constats faits sur le terrain, et à travers cette étude, révèlent qu'en réalité, elles s'efforcent de mettre en oeuvre de façon méthodique et rationnelle leurs actions de développement.

Les trois associations avec qui nous avons cheminé ont eu recours à la technique de recherche-action participative dans la planification de leurs actions de développement en matière de santé, d'éducation et d'environnement..

Cette technique est fondée par une méthode et une vision nées de l'analyse des expériences d'accompagnement d'enfants en situation difficile par des milliers d'animateurs urbains à travers l'Afrique¹². Celle ci a abouti à ces constats :

- l'inadaptation des outils et méthodes acquis dans les écoles de formation des travailleurs sociaux
- l'inadaptation des programmes basés sur l'assistanat
- l'inadaptation des programmes caritatifs
- le manque d'espace de concertation et de partage des acteurs

¹² Rapport final de la 3^o rencontre inter-africaine d'Educateurs et d'animateurs de rue, Cotonou (8-13 Janvier 1990), Jeuda N°71, Enda tm, Dakar, 1990, 38 p

La synthèse des préoccupations a permis de retenir deux objectifs principaux :

- concevoir une formation appropriée des éducateurs et animateurs de rue
- établir un programme régional adéquat de formation des éducateurs et animateurs de rue

Le programme régional de formation issu de cette série de rencontres s'est déroulé en quatre sessions, avec des interphases de six mois.

La première session avait pour thème la participation, la deuxième l'explosion urbaine, la troisième les droits de l'Enfant et enfin la quatrième l'évaluation.¹³

Cette formation a fait l'objet de restitution à des milliers d'animateurs et à des groupes de base, notamment les associations de développement de quartiers. Celles-ci l'utilisent en l'enrichissant de leurs propres expériences dans les actions qu'elles mènent. La technique de rap constitue une base de diagnostic fiable des problèmes, en même temps qu'elle permet de déterminer et de mettre en oeuvre les grandes lignes directrices d'actions de développement participatif.

L'acquisition ou le renforcement de compétences et d'aptitudes sont d'une réelle nécessité pour les associations de jeunes dans le cadre de la mise en place et de la gestion rationnelles et efficaces d'actions de développement.

Les institutions publiques et privées offrent une palette variée de formations aux associations d'enfants et de jeunes, comme nous le montre ce tableau ci-dessous :

Structèmes	Educ	Santé	Méthodes	Art et Cult.	IEC	Encadrement	ind. artis.	management	gest° administrative	Épargne-crédit	Ecoute	informatique
CDEPS		*				*		*	*			
Enda Tm	*	*	*	*		*	*			*	*	*
Claire Enfance	*		*			*					*	
CNJ	*					*			*			*
Dev Communu	*	*			*				*			
Pradec			*									
RADI						*			*	*		
ODCAV	*	*	*	*	*	*			*			
Plan Internat	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
MJS	*	*	*	*	*	*		*	*			*
MUNICIPALITÉS	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹³ cf rapport des sessions

DISTRIC TS SANITAI RES		*	*		*							
TOTAL	8	8	8	5	6	9	3	4	8	4	4	5

Ce tableau ne prétend pas couvrir de façon exhaustive toutes les offres formationnelles d'associations privées et d'institutions. Parmi celles ci, les formations les plus couramment offertes ont trait à :

- l'encadrement (moniteurs/directeurs de collectivités éducatives)
- la santé (relais MST/SIDA, matrone, auxiliaires...)
- l'éducation (alphabétiseurs)
- des techniques (rap, marp, mobilisation communautaire...)
- la gestion et administration d'associations

Ces offres s'effectuent le plus souvent à partir de recensements ou études des besoins formationnels des associations . Enda Ecopop, la CCIADL et les associations de Saint Louis ont réalisé une étude exhaustive sur les demandes en formation des associations. L'entretien avec le chargé d'Etude du CCIADL, réalisé en présence du représentant de Claire Enfance, a servi de prétexte pour une relecture de l'historique du mouvement associatif. Les deux (2) institutions se sont promises de se retrouver pour redynamiser l'ancien cadre de concertation mis en place en 1991.¹⁴

Waraba, Djulukabay et Ajped instaurent des dynamiques et processus de mise en oeuvre de leurs actions; nous allons les examiner.

4.2 Processus

4.2.1 *Ajped*

Cette association mène des actions prioritaires dans les domaines de l'éducation et de la santé. Elle a mis en place deux (2) structures importantes dans le quartier qui abrite son siège : Peyrissac

La réalisation de celles ci découle d'un long processus d'identification des problèmes, de leur analyse et de leur résolution, dans le cadre d'une dynamique de mobilisation communautaire participative :

OF(34 ans): "Nous avons utilisé ce qu'on appelle la recherche-action participative. Nous nous sommes levés avec l'aide d'Enda et nous sommes partis dans toutes les maisons du quartier. Nous avons frappé à toutes les portes pour savoir quel sont les problèmes prioritaires de toute la population. Après cela, on a fait une évaluation, on a dépouillé le tout. Les points saillants, c'est à dire les plus culminants: c'est l'éducation et la santé".

La collecte d'informations s'est faite avec les outils que sont l'écoute, l'observation et le questionnement; les supports qui ont été utilisés sont le porte à porte et les interviews.

¹⁴ Sambou Ndiaye, Abdoulaye Niang : Analyse de la dynamique associative à Saint Louis, rapport provisoire, Enda Eco-Pop/CCIADL, Saint Louis, 1998

Les données ont été partagées avec la population. Elles ont été ainsi validées. Une analyse plus approfondie des données a été effectuée. De cette analyse est sortie la nécessité de mettre sur pied une école et une case de santé.

Les actions réalisées par Ajped, à ses débuts, n'étaient pas inscrites dans un plan précis de développement communautaire. Elle se sont structurées progressivement pour devenir des programmes de développement :

OK: "Mais dans notre processus, nous faisons des cours de vacances avec l'Ecole nouvelle, c'est B Kidiera. Il donnait des cours gratuitement à des élèves du CMII (Fêtes de Paques, en fait durant toutes les fêtes scolaires). C'était, pour la plupart, des enfants du quartier. Après cela, nous avons analysé ces cours. Mais nous n'avons jamais évalué le programme de l'école formelle. Nous nous sommes livrés à de l'observation, en voyant que la plupart de nos petits frères sont renvoyés de l'école, ou bien que le système n'est pas adapté, car tu restes des fois 2 ou 3-4 jours sans aller à l'école, et nous savons que ce pouvait être difficile pour les enfants de réussir. Dans une grande famille comme la mienne, je ne peux contrôler régulièrement les enfants, avoir un suivi et contrôle réguliers de leur présence à l'école. Ceci nous a aussi poussé à initier un programme d'éducation. Des amis étudiants et élèves nous ont proposé de le mettre en oeuvre".

Ces solutions retenues ont été partagées de nouveau avec la population, qui se les ont appropriées. C'est ainsi que des membres de la communauté se sont engagés à prendre en charge certains frais relatifs aux moyens matériels, financiers et humains. Certains ont contribué en nature, d'autres ont mis à la disposition de l'association leurs compétences ou leur argent.

BS : "Nous avons convoqué une grande assemblée générale. Ce jour là, la cour de l'école a refusé du monde. J'ai présidé la réunion avec les gens de Enda à mes côtés. Nous avons restitué les données collectées. Un Vieux s'est levé et a dit qu'il va donner 5 "crintings avec deux piquets" pour sa contribution. "Car c'est une action qui va aider. Mon fils n'est pas là a-t-il dit, mais je donne en tant que membre de la communauté". L'inspecteur de l'enseignement était là. Malheureusement, à chaque fois qu'on construit, on a toujours à côté de soi des gens qui détruisent. C'est une des raisons pour lesquelles l'école a été déplacée. Nous pensions au départ favoriser le rapprochement avec l'école formelle pour que les enfants ne se sentent pas marginalisés, frustrés d'être dans une école de récupération, une CMII spéciale, une école de fortune etc. L'école a été installée la première année dans la cour de l'école de Peyrissac même. Sérieusement la collaboration ou la cohabitation n'a pas été comme on le pensait. C'est ainsi qu'on a déménagé l'école dans la cour du responsable qui prodiguait les cours aux enfants".

L'association avait déjà des moniteurs qui s'occupaient de dispenser des cours aux enfants du quartier. C'est ainsi que ceux ci ont été reconduits dans la gestion de cette école. Ils ont eu à bénéficier de formations de facilitateurs de cours d'alphabétisation organisées par Enda. Celui ci a eu à faciliter aussi des contacts avec ASAT, une association basée à Dakar, notamment en organisant une visite d'échanges d'une délégation de l'Ajped à Dakar.

Les parents d'élèves s'étaient engagés à contribuer à hauteur de mille francs (1000FCFA) par enfant placé à l'école.

Le processus de mise en place de l'école s'est déroulé parallèlement avec celui de la case de santé. A ce niveau, les membres de l'Ajped et des agents de Enda Jeunesse-Action ACAS, se sont répartis en petits groupes, pour voir si dans le quartier il y'avait un local pouvant. Finalement c'est un Vieux du quartier qui a aussi prêté une chambre pour servir de case de santé.

Une collaboration s'est instaurée avec le District médical de Ziguinchor. Celui ci supervise l'ensemble des structures sanitaires existantes dans la région. Il a eu à organiser des sessions de formation pour les relais santé et effectue des missions de contrôle. La case est un point de vaccination contre les maladies infantiles lors des campagnes de vaccination des enfants organisées par le gouvernement.

Des actions de chloroquinisation ont été menées dans le quartier de Peyrissac. Elles ont bénéficié de l'assistance technique du District médical de la région de Ziguinchor.

Les populations contribuent à raison de cent francs (100 FCFA) pour une consultation et bénéficient avec cette somme de soins, si les médicaments sont disponibles.

L'Ajped a pu ainsi concrétiser ses objectifs en matière de santé et d'éducation avec la mise sur pied d'infrastructures (une école dénommée Centre de Récupération et d'Education pour le Développement (CRED), avec trois classes en "crinting" et une Case de santé), en plus des actions ponctuelles (chloroquinisation, vaccinations, IEC...).

Lors du focus sur la santé, un vif débat s'est engagé concernant l'excision. D'un côté, ceux pour qui le combat contre l'excision est encore une nouvelle mode importée d'Europe :

FC : "Il n'est pas question pour nous de laisser les toubabs nous dire comment nous devons vivre, nous comporter et quelles valeurs perpétuer ou rejeter. L'excision permet aux femmes de s'épanouir et de ne plus être seulement des "bêtes de reproduction", des objets sexuels. Cela permet d'éviter le vagabondage sexuel. Même les hommes africains sont circonscrits".

De l'autre côté, ceux qui pensent que l'excision est une atteinte à l'intégrité physique et mentale des femmes, BF: "Les femmes excisées risquent d'attraper des maladies. Au moment des accouchements, elles ont d'énormes difficultés. C'est loin d'être une pratique positive".

Ce débat sur l'excision est loin d'être tranché. Malgré la promulgation de lois et l'intense campagne de sensibilisation menée par l'Etat et les ONGs, les populations ne disposent pas toujours et partout d'informations suffisantes. Les réticences au changement notées à ce niveau devraient être étudiées. Et plus qu'une superbe médiatisation, l'approche proximité, avec la sensibilisation des associations de jeunes, des conseils de quartiers et des regroupements de femmes, semblerait plus efficiente, comme le montrent les résultats obtenus par l'ONG Tostan dans ce domaine.

4.2.2 Waraba

Le Waraba a déjà opéré plusieurs redéfinitions de ses objectifs, de son fonctionnement et de son organisation. Ses membres, c'est à dire toute la population, allient des préoccupations écologiques à celles d'un développement durable.

Elle a réalisé la construction d'un Espace Vert principalement destiné aux enfants. Elle a participé à l'aménagement d'un canal qui ceinture le quartier et approvisionne en eau les périmètres maraîchers, ainsi qu'à la construction de regards et de latrines.

Dans le domaine de l'éducation, elle organise des centres aérés et assurent des cours de suivi et de rattrapage scolaire pour les enfants de Khor.

Les jeunes filles du quartier ont mis en place, avec l'appui des garçons, des cours de formation en TCBC. Un des membres de l'association a prêté la cour de sa concession pour le déroulement des cours.

L'association s'active à élaborer un plan de développement en matière d'accès aux soins médicaux.

La mobilisation communautaire est au centre de ses actions.

D C : "Quand nous avons commencé à travailler sur des thèmes de développement, nous ne savions vraiment pas comment faire. Claire-Enfance nous a parlé de la technique de rap pour résoudre des problèmes et mettre en place des actions".

Cette technique de rap a été utilisée pour régler le problème du manque d'espace pour les enfants et les jeunes de la communauté. Une collecte d'informations a été réalisée dans le quartier, avec comme objectifs :

- de recenser les espaces disponibles
- de déterminer les modalités d'acquisition d'un espace
- de recenser les propositions d'utilisation de l'espace
- de recenser les ressources disponibles

L'analyse des données recueillies a permis de prioriser l'aménagement d'un Espace Vert. Cet espace sert lieu de place publique, de lieu de réunions et abrite aussi les activités socio-éducatives en direction des enfants.

Sa mise en oeuvre a nécessité la mobilisation de l'ensemble des ressources humaines, matérielles et financières de la communauté, depuis la conception jusqu'à la mise en oeuvre.

Comme nous l'avons vu dans le sous chapitre Aires d'évolution, Khor est un quartier flottant. Son destin est lié à celui de l'eau, comme du reste toute la région du Fleuve. Durant l'hivernage 1994, le quartier avait été entièrement inondé. A cette occasion toute la communauté s'était mobilisée, les jeunes au devant, pour combattre ce fléau.

A côté de ces eaux de pluie et de crue du fleuve Sénégal, la Société Des Eaux déverse l'eau collectée non utilisée dans un tuyau d'évacuation situé à l'ouest de Khor.

Les jeunes de Khor, accompagnés d'Aînés, ont négocié avec cette société la réutilisation de cette eau.

Le Waraba a décidé aussi, avec des partenaires, d'occuper les enfants pendant les vacances et en dehors des heures de cours; c'est ainsi que sont nés les CEVAC et les cours de rattrapage.

Du fait de la prégnance du paludisme en hivernage, les jeunes, avec l'appui du Conseil de Quartier et du Service Régional de l'Hygiène, organisent, chaque année, des campagnes de sapoudrage des arbres, des mares et des lieux de prolifération des moustiques.

4.2.3 Djulukabaye

Dans le domaine de l'environnement, l'association a eu à initier des activités ponctuelles au village :

- reboisement
- aménagement des routes
- lutte contre les inondations
- exploitation d'un périmètre maraîcher
- aménagement d'enclos pour le bétail
- installation d'une porcherie
- mise en place de poubelles dans chaque concession

Pour l'élaboration et la mise en oeuvre de ces actions, des réunions, regroupant l'ensemble des jeunes du village ainsi que leurs aînés, sont convoquées au début de l'hivernage. Les problèmes et leurs causes sont déterminés, des solutions proposées et mises en oeuvre, avec une répartition précise des tâches à travers les "Effalum".

C'est ainsi que pour prévenir la désertification et la disparition de certaines espèces végétales, des actions de reboisement ont été initiées. De même, des variétés de semence ont été introduites, notamment les mangues Kent et Sierra Léone. L'objectif déclaré est de faire de Djivente un Village Vert, écologique.

Lors de la saison des pluies, qui dure six mois dans l'année, la végétation devient dense, touffue et luxuriante. Les reptiles envahissent les chemins tracés par les populations pour relier les différents villages. De nombreux cas de morsure de serpent sont signalés à cette période de l'année. La pharmacopée traditionnelle est beaucoup sollicitée. Etant donné que mieux vaut prévenir que guérir, les jeunes s'organisent en petits groupes pour débroussailler et faire des battues.

Chaque année, les jeunes du village construisent un enclos-prison. Dès sa finition, ils vont de maison en maison avertir les populations pour qu'elles ne laissent pas trainer leurs animaux (chèvres, moutons...) dans les rues du village ou aux abords des champs. Tout animal qui traîne dans la rue est capturé et enfermé dans cet enclos. Son propriétaire paie une taxe pour pouvoir le récupérer. En cas de non paiement, il devient la propriété des jeunes.

En 1990, il a plu durant toute la journée au village. Cette pluie a occasionné de nombreux dégâts. La population, avec toutes ces composantes, s'est investie pour lutter contre les méfaits de l'inondation.

Le périmètre maraîcher était un projet destiné aux femmes, à l'origine. Celles-ci l'exploitent en saison sèche, les jeunes pendant la saison des pluies. Il sert à générer des revenus pour le financement des activités de l'association, tout en permettant à celles-ci et à ceux qui y travaillent de gagner quelque chose. C'est dans cet ordre d'idées qu'ont été initiés les projets de porcherie et de poulailler.

Au village, les femmes sont très actives dans la production de revenus pour le ménage et elles n'ont pas beaucoup de temps à consacrer à leurs enfants. Elles sont obligées de porter sur le dos les plus petits et de travailler courbées sous les feux ardents du soleil, sous la pluie et le vent. Cela met en danger la santé des enfants. Ceci a motivé les jeunes à chercher à mettre en place une garderie d'enfants.

Les jeunes de l'association ont aussi participé à la construction de nouvelles salles de classe, pour pallier au sur-effectif lié à la croissance démographique du village et à l'éloignement des autres écoles.

En 1992, il y'a eu une épidémie de choléra au village. Toutes les sections de l'association se sont mobilisées financièrement et matériellement pour lutter contre elle. Chaque section dispose d'une caisse de cotisations. Une ligne budgétaire est toujours allouée aux urgences. Ces caisses ont été mobilisées pour l'achat des médicaments, seringues et des denrées de première nécessité. Des délégations ont été mandatées pour acheminer le matériel et l'argent au village.

Les autres types de maladies recensés dans le milieu par les jeunes sont :

- le paludisme
- la jaunisse
- la rougeole
- la coqueluche
- la tuberculose

En cas de maladies courantes ou graves, les populations sont obligées de parcourir près de 2 kms pour accéder au dispensaire d'Oussouye ou alors se rabattre sur l'hôpital Silence de Ziguinchor, distant de près de 50 kms. Or cet hôpital est sous équipé et dans un état de délabrement très avancé. Au moment de notre passage à Ziguinchor, la coopération chinoise s'engageait à prendre en charge les travaux de réfection et d'équipement.

La section féminine de Djulukabay Dakar, composée en majorité d'employées de maison, a mis en place des mécanismes d'accès à la santé, conformément à l'un des douze droits identifiés à Bouaké par les délégués des enfants et jeunes Travailleurs¹⁵.

Les enfants et jeunes travailleurs de Dakar ont adopté un plan d'action relatif à ce thème de la santé. Ils l'ont mis en oeuvre avec l'appui de spécialistes en mutuelle de santé, d'éléments du corps médical ainsi qu'avec l'accompagnement d'animateurs de Jeuda. Le processus a été la tenue de réunions au niveau de chaque groupe d'EJT pour déterminer les modalités de mise en place d'une caisse de santé :

- vérifier l'intérêt et l'adhésion des membres du groupe
- fixer le taux et la périodicité des cotisations
- déterminer les modalités de gestion de la caisse
- négocier avec la structure sanitaire la plus proche pour un accès à moindre aux consultations et aux soins

¹⁵ Enfants Travailleurs/Jeunesse-action : Campagne Appui aux Enfants Travailleurs ", Jeuda n°94, Enda tm jeunesse-action, 1994

- élaborer un cahier de suivi des soins
- réfléchir sur d'autres sources de financement possibles de la caisse
- déterminer d'autres activités à réaliser dans le cadre du droit à la santé

Ce processus a été partagé avec l'ensemble des mouvements organisés d'enfants travailleurs en Afrique et à travers le monde.

Ces actions réalisées par ces trois(3) associations ont été analysées avec elles.

4.3 Impacts des actions

Les associations avec qui nous avons cheminé se fixent comme buts et objectifs la prise en charge des problèmes rencontrés par leurs communautés. L'option clairement affichée par elles est d'impliquer et de mobiliser l'ensemble de la communauté dans une démarche participative.

4.3.1 *Education*

L'éducation est une notion globale. C'est pourquoi nous avons réfléchi avec L'Ajped sur le contenu que ses membres lui donnent et qui orientent son action :

- rattrapage scolaire
- cours formels/préparation aux examens
- apprentissage professionnel
- formation aux travaux manuels
- action socio-éducatives
- sensibilisation et éveil (santé, hygiène)

Les actions en matière d'éducation ont permis de faire reculer l'analphabétisme dans le quartier de Peyrissac :

OF(34 ans) : "Nous avons une action en éducation depuis 4 ans. Comme vous l'avez compris, l'enseignement se fait pratiquement comme on le fait dans les écoles publiques. Nous avons le même programme que ces écoles là. Mais néanmoins, qui veut faire des omelettes casse forcément des oeufs. Nous avons des admis et aussi des échecs dans notre programme scolaire".

Les données suivantes, concernant une période de quatre(4) ans, ont été fournies par l'Ajped :

années/categorie s	Filles Présentées		GarçonsPrésenté		Filles Admises		Garçons admis	
	cert 6°	ent	cert 6°	ent	cert 6°	ent	cert 6°	ent
1994-1995	3	3	7	5	2	0	1	0
1995-1996	1	2	10	10	0	0	5	3
1996-1997	9	9	19	19	3	1	8	4
1997-1998	9	5	21	25	5	0	8	4

Total	22	19	57	59	10	1	22	11
-------	----	----	----	----	----	---	----	----

Sur 22 filles présentées au certificat d'études primaires élémentaires et 19 à l'entrée en sixième, 10 ont réussi aux examens du CEPE et une à l'entrée en sixième. Alors que chez les garçons, sur 57 présentés au CEPE et 59 à l'entrée en sixième, 22 ont été reçus aux examens du CEPE et 11 à l'entrée en sixième.

44 enfants, au total, ont pu réussir aux examens (32 pour le CEP, 12 pour l'entrée en sixième) sur un effectif total de 157 présentés (79 présentés au CEP, 78 présentés à l'entrée en sixième).

Ces données révèlent un taux de prise en charge des garçons plus élevés; les filles représentent moins de 50 % de l'effectif global des apprenants.

Les populations ont adhéré à l'action d'éducation. Cela se manifeste à travers le nombre de nouveaux inscrits qui augmentent d'année en année : 16 élèves en 94-95, 48 élèves en 95-96, 53 en 96-97 et 101 élèves cette année.

De l'avis d'un aîné rencontré dans le quartier, OB (47 ans) : "Les jeunes arrivent à recaser les enfants en deperdition scolaire qui étaient là à vadrouiller dans le quartier. Ils les amènent dans leur école. Ça joue au niveau de la famille, les parents, perturbés de voir leurs enfants renvoyés de l'école et trainant à toute heure dans la maison, sont bien contents qu'ils puissent reprendre leur scolarité. Il y'a le moral des parents qui redevient bon. Cela permet aux apprenants, au lieu d'aller vadrouiller ou apprendre d'autres activités néfastes, d'être sur place. Car l'enfant qui ne va pas à l'école, il est un peu partout, il risque d'apprendre la délinquance, le banditisme. En étant recasé à l'école, c'est positif".

L'efficacité des actions d'éducation de l'Ajped a poussé les autorités académiques de la ville à lui confier le Programme d'Alphabétisation Intensive au Sénégal, pendant deux (2) années consécutives (PAIS I et II). C'est ainsi que des moniteurs de l'association ont été recrutés dans le cadre des écoles communautaires de base (OCB) dans la région de Kolda :

B S : "A un certain moment, on a vu que nos actions sont en train de faire tache d'huile dans le quartier et dans d'autres quartiers (de Ziguinchor). Nous avons pensé à élargir et à enlever le mot Peyrissac pour mettre là bas l'Association des Jeunes pour l'Emploi et le Développement (AJPED)".

Les actions d'éducation ne se limitent pas à la récupération des enfants en deperdition scolaire. Des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge d'aller à l'école sont pris en charge. L'association a mis en place une approche graduelle qui inclut les enfants de cinq (5) ans à quinze (15 ans) :

FS(30 ans): "Nous avons même des enfants qui ont à peine 5 ans que nous commençons à encadrer déjà, et qui n'ont pas donc pas le niveau du CI. Après ces enfants il y'a encore le niveau du CI ,et ça continue jusqu'au CMII".

L'action a amené aussi l'éveil et la sensibilisation des habitants du quartier quand à l'importance de l'école. L'accès à l'école formelle est difficile à cause du coût élevé des frais (inscriptions, cotisations, fournitures, habillement...). Ces frais grèvent le maigre

budget familial dans un quartier où comme nous l'avons vu le revenu moyen tourne autour de trente cinq à quarante cinq mille (35-45 000 FCFA). Aujourd'hui, les enfants du quartier de Peyrissac ont la possibilité de s'inscrire dans une école proche, de poursuivre leur scolarité et d'avoir un suivi extra-scolaire. C'est une école populaire dont l'efficacité et la conformité des programmes sont légitimées par l'intérêt que l'Inspection Départementale de l'Enseignement Élémentaire (IDEE) accorde à ce que fait l'association. Selon la Présidente de la Section Féminine :

F C : “Quand nous voyons un enfant dans la rue, oisif, nous l'appellons pour lui demander pourquoi il ne voulait pas aller étudier (...). Alors nous allons rencontrer ses parents (...); nous leur disons de laisser l'enfant sous notre responsabilité. Nous accompagnons l'enfant à la recherche d'un atelier qui lui convienne. Et nous assurons le suivi. S'il arrive que les études l'intéressent vraiment(...), nous le récupérons et le mettons à l'école de l'Ajped”.

Les enfants ayant atteint le niveau de CMII et qui n'ont pas réussi à leurs examens sont placés dans des ateliers de formation populaire pour apprendre un métier (mécanique, menuiserie...).

Récemment, au mois de Janvier-Février, l'Ajped a ouvert un centre de formation pour les jeunes filles. Les contenus des programmes s'articulent autour de la formation en Tricot-Crochet-Broderie-Couture (TCBC) et des séances de sensibilisation en matière de santé reproductive et des MST/Sida.

Des cours d'alphabétisation en direction des adultes ont été initiés par l'Etat dans le département de Bignona, dans 25 espaces, avec l'appui de l'Ajped. Ces actions ont permis à des adultes de pouvoir lire, écrire, compter et ainsi renforcer leurs capacités. Elles ont permis aussi le recrutement de moniteurs de cette même association.

Cette option de changer d'échelle dans l'intervention n'est pas accompagnée d'un suivi systématique des actions en dehors de l'école et de la case de santé dans le quartier de Peyrissac. Les exercices de rap ont permis aux membres de l'association d'enclencher un processus de rédefinition de l'action locale dans ses objectifs, sa formulation et ses enjeux. mais aussi par rapport au choix de changer d'échelle, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

L'Association Djulukabay Dakar, a une partie de ses adhérents qui travaillent dans le secteur de l'économie populaire urbaine, notamment les employées de maison. Celles-ci s'étaient organisées pour concrétiser un autre des douze droits des enfants et jeunes travailleurs, le droit à apprendre à lire et à écrire. Le programme s'est négocié sur la base de leurs préoccupations et non pas à partir du programme officiel de l'Etat. Les cours sont organisés le soir, à la descente des filles du travail. Ces cours ont permis à quelques unes d'entre elles d'acquérir des notions élémentaires. Ces atouts ont favorisé l'augmentation de leurs revenus. Une employée de maison sachant parler, lire et écrire en français voit s'élargir le champs potentiel de ses employeurs.

Au niveau de Djivente, les salles de classe construites par l'association continuent toujours à accueillir les enfants du village. Une garderie d'enfants avait été initiée au village, mais n'est pas fonctionnelle actuellement.

En ce qui concerne le Waraba, les focus ont révélé l'existence d'actions sporadiques dans le domaine du suivi scolaire. Les faibles impacts de ces actions n'ont pas permis de les systématiser. Par contre, cette association a initié depuis quelques années déjà des journées aérées appelées Centres de Vacances (CEVAC). Ceux ci regroupent les enfants du quartier pendant vingt et un jours. Au cours de ces trois semaines, ils sont formés :

- aux travaux manuels (cartonnage, dessins...)
- au civisme
- sur des thèmes (enfants en situation difficiles, pauvreté, environnement...).

Ces actions ont permis de réduire le nombre de noyades et d'accidents de la circulation. Elles ont permis aux enfants d'acquérir des comportements de solidarité, de respect et de protection de l'environnement. Elles sont devenues aux yeux de la population des centres référenciés de promulgation et d'intériorisation des normes et valeurs de la communauté, tout en favorisant une large ouverture par rapport à la grande communauté qu'est le pays, le Sénégal.

Des discussions sur le rôle de la violence dans le domaine de l'éducation des enfants ont fait ressortir chez les participants aux focus groups une allergie à toute politique d'éducation non axée sur des valeurs traditionnelles.

Selon eux, le fait que les enfants africains soient réprimandés ou même battus dans le processus de leur socialisation n'a pas comme conséquence la construction de rapports basés sur la domination et la violence. Cela ne favorise pas la reproduction de la violence sous forme de guerres tribales, d'agressions et de violences domestiques, urbaines....Les causes doivent être recherchées ailleurs.

S'il leur apparaît évident, et pour n'importe quel peuple, que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être sauvegardé, ce serait très réductionniste, à leurs yeux, de vouloir expliquer les guerres et les violences en cours en Afrique par des modes de socialisation qui usent de l'argument d'autorité. Les guerres de dimension mondiale ont été toujours le fait de puissances occidentales, et celles ci trouvent toujours leurs intérêts dans l'intensification des foyers de conflits dans le tiers monde, si elles ne les allument pas.

Selon eux, il ne se passe aucun jour sans que les médias ne relatent des faits divers au centre desquels des enfants et de jeunes occidentaux reproduisent des comportements de violence, de haine d'une culture intolérante où il n'y'a d'intérêts et d'ambitions qu'individuels.

Globalement, les actions menées par les trois associations dans le domaine de l'éducation sont bien appréciées par leurs communautés respectives. Elles sont en adéquation avec la Déclaration de Jomtien sur l'Education pour Tous. Elles renforcent les actions initiées par le gouvernement. Dans beaucoup de villes du Sénégal, les actions menées par les associations d'enfants et de jeunes, par rapport au thème de l'éducation, ont permis de combler le gap occasionné par le retrait progressif de l'Etat du Sénégal des secteurs sociaux dits non productifs . Des réseaux sont même mis en place entre membres d'associations oeuvrant dans ce champs pour échanger, se former et aider à l'élaboration de matériel didactique ou/et à la formulation de programmes d'éducation alternative.

L'éducation, dans sa définition transversale, englobe beaucoup de domaines. Elle est un aspect important de la dimension environnement, comme nous le verrons ci dessous.

4.3.2 Environnement

Les premières actions entreprises par l'Ajped, le Djulukabay et le Waraba avaient trait à l'utilisation de l'environnement comme source d'emplois et de revenus.

F Coly(33 ans), Ajped: "Nous nous sommes réveillées un jour et nous les avons vu prendre leurs pelles, aller cultiver et rentrer (...). Après cela, nous les jeunes filles, comme nous étions maintenant membres de l'association, nous avons décidé de faire du maréchage. C'est comme ça que nous les jeunes filles avons débuté dans l'association. Chacune avait sa petite parcelle que tu arrosais. Et ce que tu récoltais, tu le revendais et reversais les produits de la vente à la caisse de l'association. Tout cet argent épargné a servi à financer les activités de l'association jusqu'à aujourd'hui".

L'Ajped a eu à initier un projet de charrettes de ramassage des ordures qui a fonctionné pendant quelque temps. Des actions de sensibilisation sur la propreté de l'environnement ont été initiées dans le quartier de Peyrissac. Elles ont amené des changements durables de comportements et d'attitudes face à l'environnement :

FC : "Les gens avaient l'habitude de verser des eaux usées et des ordures dans la rue. Nous avons sensibilisé les habitants sur les risques de maladies liées à un environnement malsain. Et aujourd'hui la population du quartier a mis en oeuvre deux solutions:

- soit brûler les ordures
- soit les enfouir

Nous avons mis en place aussi des charrettes de ramassage des ordures".

La section féminine de l'Ajped a été primée par Monsieur le Président de la République pour ses actions d'assainissement et de préservation de l'environnement.

Le maraîchage pourvoit à 85% des emplois à Khor. L'environnement est à la base même du développement du quartier. Les revenus tirés des activités sur l'environnement ont permis de participer au financement :

- des travaux de l'Espace Vert
 - des CEVAC
 - de l'appui aux fournitures scolaires des enfants
 - de la lutte contre le paludisme
 - de la construction des regards
- ainsi que de diverses activités de l'association.

Ce quartier est régulièrement inondé à l'occasion de la saison des pluies ou des débordements du fleuve Sénégal. Les jeunes ont mis en place un système de canalisation qui permet d'irriguer les périmètres maraîchers et par conséquent d'amoinrir les frais liés à l'utilisation de l'eau pour l'arrosage des plants.

L'action environnementale trouve ses sources dans les opérations de Set Settal initiées par les associations de jeunes dans les quartiers populaires. Les jeunes de l'association Djulukabay sont très conscients de l'enjeu d'un environnement sain. Qu'entendent-ils par environnement ?

- l'ensemble de ce qui nous entoure
- arbres, écoles, jardins, chemins de l'école
- comment nous vivons, où nous habitons et nos activités professionnelles
- rue, clôture des champs avec des bois, chèvres, moutons
- enclos, routes, habitations, voitures, pâturages
- habitations, douches, puits, set settal
- valeurs traditionnelles, coutumes et traditions
- herbes, maladies, pulvérisation, médicaments
- ce qui entoure l'habitat

Cet exercice a permis aux membres de Djulukabay, section Dakar, de se rendre compte que les perceptions de l'environnement varient en fonction des préoccupations de chacun. Les participants aux focus auraient pu dessiner ce qu'ils ont dit : les enfants perçoivent l'environnement en termes d'écoles, de jardins et d'arbres, les adultes eux voient des champs, du bétail, des routes, des puits et des activités professionnelles. Les aînés parlent des risques de maladies, des médicaments, des coutumes et traditions.

Dans le prolongement de l'exercice, ils se sont proposés d'harmoniser leurs perceptions de l'environnement. C'est ainsi qu'ils ont retenu que la notion d'environnement incluait :

- végétation, "farots"
- infrastructures (routes, enclos, clôture)
- habitat
- éducation
- aire de jeux
- bétail
- salubrité et hygiène
- source de revenus et de bien être

D'où la nécessité, selon les membres de Djulukabay, de préserver l'environnement et surtout de contruire des rapports basés sur le respect, la protection et l'aménagement dans son exploitation.

L'association de Djulukabay (Djivente, Dakar, Kolda, Gambie) a sensibilisé les populations du village sur la nécessité de se conformer aux règles d'hygiène et de propreté. Chaque concession dispose de deux poubelles aujourd'hui : "Houey" pour la grande concession, "Houtoung" pour chaque carré à l'intérieur de la concession. Et les ordures sont ramassées par les jeunes et stockées pour servir d'engrais dans la culture des champs et jardins maraîchers.

4.3.3 Santé

L'installation de la case de santé à Peyrissac a permis aux populations de réaliser des économies de temps et d'argent, avec la disponibilité à toute heure du jour et de la nuit du personnel. Les maladies les plus couramment traitées sont :

- les plaies
- les maux de tête
- le paludisme
- les vaccinations d'enfants.

Les autorités médicales de la ville, face à la pertinence de ces actions locales des associations d'enfants et de jeunes, ont décidé de mettre sur pied un réseau des gens qu'ils ont formé, en vue de les aider à mieux gérer les actions qu'ils mènent dans le domaine de la santé.

Le Sénégal a mis en place une nouvelle politique sanitaire en matière de prévention du paludisme. Les campagnes de chloroquinisation ne sont plus à l'ordre du jour actuellement. De nouvelles prescriptions médicales recommandent de n'administrer la nivaquine et ses dérivés que lorsque la température du corps s'élève.

Des campagnes de prévention et de sensibilisation dans le domaine sanitaire ont eu des impacts certains sur l'amélioration de la santé des populations de Djivente.

Les campagnes de sapoudrage menées par les jeunes de cette association ont fait reculer le taux de prévalence du paludisme. Cela se reflète à travers la diminution de l'achat d'ordonnances liées au paludisme lors de l'hivernage. Cependant, une nouvelle forme de cette maladie est apparue récemment : le paludisme associé à la jaunisse.

Les populations, croyant que c'était la maladie de la fièvre jaune, refusaient d'aller au dispensaire. Car la médecine moderne a la réputation, auprès de ces populations, de ne pouvoir traiter cette maladie : les patients qui s'aventurent à aller se traiter à l'hôpital n'en reviennent pas. Il a fallu à l'association mener une grande campagne de sensibilisation, reposant sur le porte à porte, pour que les populations se départissent de leur réticence vis à vis de la médecine moderne.

Cependant, il faut noter que la pharmacopée traditionnelle n'est pas systématiquement exploitée. Alors qu'aujourd'hui les recherches menées par Enda Santé, en collaboration avec la Faculté de Pharmacie de l'Université de Dakar, ont permis de beaucoup progresser dans le traitement de certaines maladies, et à moindre coût, en recourant aux plantes médicinales locales.

Aujourd'hui, à Khor, le péril fécal a cessé de hanter les esprits. Les jeunes ont en effet construit des regards sur lesquels presque toutes les maisons de la communauté ont branché leurs fosses septiques pour l'évacuation des eaux usées et aussi des déchets fécaux.

L'association Suxali Diamegueune a mené une expérience intéressante dans le domaine de l'assainissement et de la gestion de l'environnement avec le partenariat Lille-Saint Louis et Pradec.

5. LE FUTUR DE LA COMMUNAUTÉ OU LA COMMUNAUTÉ DU FUTUR

L'un des objectifs que se sont fixées les associations co-actrices de cette étude était de procéder à un état des lieux de leurs actions, de cerner de plus près leurs forces et faiblesses. Au cours des focus groups, la dynamique de discussion entretenue a aidé les enfants et jeunes à analyser les différentes expériences qu'ils mènent ou voudraient entreprendre.

Nous avons vu, dans l'historique du mouvement associatif, que les associations de jeunes au Sénégal ont eu à connaître des ruptures qu'on pourrait qualifier d'épistémologiques :

- thème dominant : la culture importée
- thèmes dominants : la culture et le sport
- thème dominant : le développement social

Seulement, s'il est plus ou moins relativement aisé de mobiliser les communautés des quartiers populaires dans le cadre de rivalités sportives et culturelles, il n'en est plus de même face aux enjeux du développement.

Le développement n'est pas une affaire de sentiment, encore moins d'activisme. Il requiert des compétences, des aptitudes et des moyens soutendus par une vision claire de quel modèle de développement on veut promouvoir.

L'Ajped de Ziguinchor, le Waraba de Saint Louis et le Djulukabay Dakar se sont investis dans une dynamique de développement communautaire. Les thèmes sur lesquels nous avons travaillé étaient relatifs à l'environnement, à l'éducation et à la santé.

L'Ajped a un volume assez élevé d'activités et de réalisations en matière de santé et d'éducation. Le Waraba s'est surtout focalisé dans le thème de l'environnement. Tandis que le Djulukabay n'a pas de plan d'action systématisé en direction de la communauté.

5.1 Ajped

La relecture de son expérience a amené l'Ajped à ces constats suivants :

Elle s'est rendue compte d'un écart entre ses objectifs de départ et ses pratiques actuelles, comme l'a du reste reconnu le Président :

BS : "Je crois que je peux dire que notre école a un peu dévié de ses objectifs initiaux, ceux pour lesquels nous l'avons créée".

L'école avait été mise sur pied dans un but d'entre-aide et de prise en charge des enfants de Peyrissac. Dans sa formulation initiale, elle n'était pas conçue en fonction du programme scolaire officiel. Elle se proposait d'être une école alternative, centrée sur la récupération des descolarisés, en vue soit de les réinsérer, soit de les placer dans des ateliers d'apprentissage populaire. Aujourd'hui, selon l'un des responsables du volet Education :

K B(21 ans): "En fait (...), nous ne travaillons qu'avec des élèves. Et les élèves sont à l'école. Ils n'ont pas d'autres activités que l'école. Ainsi, on peut dire qu'effectivement l'association a dévié de ses objectifs initiaux, qu'elle n'a pas respecté les normes qu'elle

s'était fixée. On devait avoir un petit jardin de maraichage, alterner l'éducation et la formation normalement. Mais là, l'éducation s'arrête à la craie, le bic, le cahier".

Est cela qui justifie les réticences de la population à s'impliquer dans la prise en charge financière de la structure, au point de ne pas respecter les engagements pris ? L'école de l'Ajped est-elle une école alternative visant le renforcement de capacités essentielles pour pouvoir s'épanouir ou une école privée formelle destinée à reproduire le modèle dominant ?

Les membres de l'Ajped ayant participé aux focus n'ont pas une vision claire par rapport à cela. Ils parlent d'école informelle ou alternative tout en se limitant à un enseignement formel axé sur la réussite aux examens. L'éducation n'apparaît pas comme une action prioritaire, dans sa dimension socialisation, formation aux compétences essentielles à la vie et à la survie. La population, qui est le baromètre des tensions n'arrive pas à saisir clairement les buts poursuivis par l'Ajped. La confiance qu'elle a vis à vis des jeunes l'amène à se décharger de ses responsabilités sur elle.

BS: "Pour l'école, en fait c'est la population toujours. Nous, pour tout ce que nous faisons concernant l'école, nous essayons de rencontrer la population. Malheureusement, quelque part, la population répond très difficilement (...). Nous avons même mis en place un bureau qui émanait de la population. Mais nous disons que c'est un bureau, qu'il soit fonctionnel ou pas, que la population a responsabilisé en impliquant l'Association des Parents d'Elèves, les responsables de ceci..... Et nous, nous avons mis en place un comité qui doit gérer l'école, en l'occurrence il y'a un responsable qui est là qui gère l'école. L'entre-aide aussi, il ne faut pas qu'on aide la population jusqu'à ne pouvoir s'en sortir nous mêmes. A la longue, les pantalons que nous portons pour aller enseigner vont s'user. C'est comme ça que nous avons vu et négocié cette participation de mille frs (1000 FCFA) qui n'est pas du tout élevé et qui est très raisonnable".

Cette attitude de la population pourrait aussi traduire la désillusion que les sénégalais éprouvent par rapport à la finalité de l'école. Les produits de cette école sont les jeunes qui ont eu à initier la mise en place de l'association. Or ceux ci, face à l'incapacité de l'Etat à garantir des emplois aux sortants des lycées, universités et écoles de formation, pour ne pas rester oisifs, se sont lancés dans une politique de création d'emplois par eux mêmes.

A ce moment, cette population supporterait difficilement de voir les enfants non scolarisés, mais se dirait aussi que cela ne sert à rien de se lancer dans des sacrifices, du moment que les jeunes s'en occupent.

Ou alors, peut être que l'action des jeunes ne prend pas véritablement en compte la vision que les populations ont de l'éducation, de la préparation à l'insertion socioprofessionnelle de leurs enfants.

Le fait que les parents ne versent pas leur participation de mille (1000) FCFA mettent les enseignants dans des situations difficiles, car c'est à partir de cette participation qu'ils sont eux mêmes indemnisés.

Ces questionnements ont poussé les dirigeants de l'association à se proposer une redéfinition de leurs actions en matière d'éducation au niveau de Peyrissac; et de se déterminer clairement par rapport à leurs relations avec l'Etat et les Ongs. Les grandes lignes de cette nouvelle recherche-action s'articulent ainsi :

- collecter des données sur la vision de l'éducation par la population
- analyser les problèmes en vue de déterminer une offre éducationnelle adaptée aux préoccupations des enfants et de la population de Peyrissac
- approfondir la réflexion sur la problématique du genre
- examiner les difficultés en vue de planifier des formations des membres de l'Ajped
- redéfinir un plan d'action sur l'Education

En matière de santé, les actions méritent d'être consolidées et il urge de trouver un local qui appartienne à l'association.

Globalement, l'Ajped a un problème de transition. C'est une association organisée pour le développement d'une communauté et qui s'est lancée dans un processus d'élargissement de son aire d'évolution. Elle cherche à rester active dans le développement de Peyrissac, sa base, tout en poursuivant une massification des actions qu'elle a entreprises.

Ceci n'est pas spécifique à cette association. L'analyse de l'évolution des associations actives dans le développement durable de leurs communautés permet actuellement de dégager des tendances de passage à une échelle supérieure. Est ce une nouvelle configuration des aires d'évolution des associations à l'orée du troisième millénaire ?

- 1 : villages
- 2 : arondissements/départements
- 3 : quartiers/communes
- 4 : région
- 5 : pays

L'association cherche, sur la base de ses acquis, des points d'ancrage - dont les pourtours restent à déterminer - dans les domaines de l'Action Sociale (santé, éducation, assainissement, environnement), des Prestations de Services et de l'Action de Développement, comme ong.

5.2 Waraba

En ce qui concerne le thème de la santé, le Waraba avait souhaité réaliser une recherche-action pour voir comment assurer une prise en charge des problèmes de santé de la communauté.

C'est ainsi l'association a été invitée à présenter le processus. En fait, le choix d'installer une case de santé n'est pas né d'un constat sur le terrain, mais à l'occasion d'une demande d'appui en médicaments adressée à la Convention des Saint Louisiens. Les responsables de cette association ont lié l'appui en médicaments à la mise en place d'une case de santé.

C'est ainsi que le bureau de l'Association a eu à élaborer un devis.

Une fois le devis ficelé, il a été déposé au niveau de la CSL et de la Commune. C'était en 1994. Et depuis lors l'association attend la réponse.

Tous les participants au focus ont estimé pertinente l'idée de mettre sur pied une case de santé. Ils ont justifié leurs choix ainsi :

- trop de sollicitations et de dépendance vis à vis de l'infirmier de la gendarmerie de Khor
- éloignement de l'hôpital et des autres structures sanitaires
- difficultés d'évacuation des malades
- beaucoup d'enfants dans la communauté
- absence de cadre de sensibilisation communautaire sur la santé des femmes et des enfants

Les autres hypothèses de solutions soulignées leur ont paru inappropriées dans certains cas, et à mûrir dans d'autres.

- obtenir une ambulance pour les évacuations
- demander à des médecins et pharmaciens chômeurs de venir visiter régulièrement les populations
- mettre sur pied une mutuelle de santé
- se rapprocher de l'Université de Saint Louis ou des Militaires du Camps de Bango

Les obstacles à la mise sur pied de cette structure sanitaire ont été recensés :

- non réception de l'appui promis
- manière de procéder
- absence de concertation avec la population
- non implication de tous
- passivité de l'association
- attentisme
- fatalisme
- élaboration et suivi du dossier

Ces données ont fait l'objet d'une analyse selon trois dimensions : le politique (pass-pass), le culturel (aada) et l'économique (com-com).

Quels rapports entretiennent ces obstacles les uns et les autres, et quel est le plus important ?

L'obstacle qui regroupe les caractéristiques de tous les autres et qui a été retenu est la manière de procéder.

L'analyse de cet obstacle a révélé un certain nombre de causes :

- circulation de l'information insuffisante
- oubli ou non prise en compte d'outils méthodologiques
- sous estimation de l'apport de l'association : le terrain, la main d'oeuvre n'ont pas été budgétisés
- la plupart des choses demandées pouvaient être prises en charge par la communautés (les serrures, les tables...)
- certains éléments n'étaient pas prévus (tables , chaises, frigidaire pour la conservation des produits, frais d'installation de l'électricité, de l'eau...)

Une (1) cause a été retenue comme génératrice de toutes les autres :

- circulation de l'information insuffisante

En définitive, le seul obstacle à la mise en place de cette case de santé, c'est la non implication de l'ensemble de la communauté.

Par rapport au thème de l'environnement, les participants ont dessiné le quartier en partant de la comment ils le vivaient et le percevaient. Les éléments suivants ont été recensés :

- Espace Vert
- école
- canal
- SDE- digue
- mur
- terrain
- mosquée
- boutiques
- kiosque à pain
- marchés de maison
- "tangana"
- télécentre
- concessions

L'eau source de richesse, l'eau source de maux a été le principal thème discuté. L'inondation de la ville de Saint Louis en 1994 avait entraîné la cassure de la digue.

Face à cette situation, les solutions qui avaient été mises en oeuvre sont apparues comme des solutions provisoires, notamment le pompage des eaux.

La deuxième solution, qui a cours jusqu'à présent, est l'enfouissement des ordures (sèk) pour gagner des terres. Seulement, l'analyse de cette façon de faire révèle des risques pour la santé des populations.

Ces constats ont amené les femmes, les jeunes présents lors des focus, à faire la part des choses. D'un côté, il y'a des problèmes que la communauté peut régler toute seule, et de l'autre ceux dont la résolution nécessite des alliances à mettre en place.

Le problème de l'inondation n'est pas spécifique à Khor, c'est un problème de toute la ville de Saint Louis. Néanmoins, il faut envisager des solutions à moyen et court terme pour cette communauté. L'exercice réalisé sur la question de la case de santé a fortifié leur conviction qu'il ne faut jamais attendre les autorités ou se baser sur de promesses dans la résolution des problèmes. Si un seul habitant de Khor a construit un muret qui a protégé le quartier pendant plus de trente ans, les quelques 2500 habitants du quartier d'aujourd'hui devraient pouvoir faire autant, sinon plus, en conjuguant leurs efforts.

Les dirigeants et les membres de l'association ont décidé de poursuivre la dynamique ainsi entamée dans les exercices, de mettre en application les solutions retenues et d'approfondir la discussion sur les autres questions, en se référant à la rap. Ils ont mis

sur pied un Comité de Pilotage incluant des membres de l'association et des représentants de la population. Ses tâches sont :

- d'informer toute la population en recourant au porte à porte
- d'informer le Conseil de Quartier
- d'informer les groupements féminins
- d'informer l'association des enfants et jeunes travailleurs
- de collecter des données sur la situation socio-sanitaire du quartier
- de recenser les propositions
- de convoquer une assemblée générale avec la participation de toutes les composantes de la communauté pour opérer les choix, déterminer les moyens et planifier l'action.
- de poursuivre et d'approfondir la réflexion entamée à travers cette étude

5.3 Djulukabay

Comme nous l'avons vu ci dessus, l'association Djulukabay de Dakar mène des actions ponctuelles au niveau de la communauté d'origine, Djiventé. Cependant ses membres ont comme souci de passer à une échelle supérieure, en promouvant un plan de développement intégré.

Dans le cadre des exercices réalisés, ils ont commencé par sortir un certain nombre de préoccupations :

- avoir un "Village Vert"
- avoir des activités rentables au village
- construire un complexe culturel au village
- organiser des activités au village (conférences)
- élargir la collaboration avec d'autres associations villageoises
- freiner l'exode

Toutes ces préoccupations seraient résolues, selon eux, s'il n'y'avait pas un manque crucial de moyens financiers. C'est pourquoi nous avons cherché à savoir quelles sont les sources de revenus existantes actuellement. Les principales activités génératrices de revenus sont :

- la pêche
- le périmètre maraîcher
- la poterie
- la cueillette (fruits, huile et vin de palme)

Qu'est ce qui entrave l'optimisation de ces sources de revenus ?

- le peu de rentabilité-productivité des activités
- l'absence de local
- la clôture défectueuse du jardin
- les inondations
- l'absence de moyens financiers

Ces problèmes ont été regroupés :

- le peu de rentabilité des sources de revenus

- la faiblesse ou insuffisance de moyens financiers
- l'absence d'infrastructures socio-éducatives

Cet exercice a permis de retenir comme problème prioritaire le peu de rentabilité-productivité des activités.

Les variables génératrices de ce problème ont été déterminées :

- la concurrence
- le difficile écoulement des produits
- la conservation des produits
- la baisse des prix
- la faiblesse des marchés
- l'absence d'outils modernes

Le difficile écoulement des produits a été retenu comme variable génératrice, étant la variable qui a accouché plus que les autres variables. Les participants aux focus ont été répartis en trois groupes pour réfléchir sur des pistes possibles de solution.

Auparavant, ils ont réalisé une seconde sélection sur les activités, en retenant la pêche, le périmètre maraîcher et la poterie comme activités dominantes.

C'est ainsi que chacun des trois groupes a choisi un thème :

- Groupe I : Jardin
- Groupe II : Pêche
- Groupe III : Poterie

Ces trois groupes ont fait la présentation de leurs travaux en plénière, suivant ce canevas

Groupes	Moyens à mettre en oeuvre	Lieux d'écoulement potentiels	Clientèle	méthodes
Jardin	<ul style="list-style-type: none"> - semences - moyen de déplacement - magasin de stockage - productions de qualité et à conservation facile 	marchés, hotels, maisons de particuliers	particuliers	<ul style="list-style-type: none"> - diversifier les semences - paiement à échéance - prospectus à distribuer - porte à porte - marketing
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> - pirogue - caisse à glace - moyen de déplacement - filet 	- marchés	<ul style="list-style-type: none"> - revendeurs - particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> - recenser les marchés hebdomadaires et marchés de la ville

Poterie	- professionnels de la poterie artisanale - moyens de déplacement	- boutique de vente et d'exposition	- villageois et - touristes	- implantation de kiosques dans les marchés et sites touristiques - fabrication sur commandes - raccourcir les délais de livraison
---------	--	-------------------------------------	-----------------------------	--

Un deuxième exercice a eu trait au domaine de la santé. En partant de l'analyse de situation faite précédemment sur le thème de la santé, les axes suivants ont été retenus:

L'approche

- définir clairement ce qu'on veut
- avoir le sens de l'initiative
- mener des campagnes de sensibilisation
- impliquer les autorités compétentes
- responsabiliser tout le monde
- procéder à des formations
- susciter l'adhésion de la population

Les activités

objectif opérationnel : assainissement du milieu
 activités : élimination des eaux stagnantes, desherbage, chloroquinisation, incinération des ordures, enterrement des animaux morts,
 construction d'un dispensaire

objectif opérationnel : lutter contre le péril fécal
 activités : creusement de latrines, aération et propreté des maisons

objectif opérationnel : alimenter suffisamment et en eau propre le village
 activités : forage de nouveaux puits, entretien de ceux existant, propreté des alentours des puits, javelisation et filtrage des eaux des puits, couverture et propreté des canaris

objectif opérationnel : renforcer les compétences
 activités : formation des femmes restées au village à la transformation et à la commercialisation de produits locaux

Les ressources

ressources humaines

la population, les leaders, les femmes, les compétences en santé, animation socio-éducative et encadrement

ressources financières

produits tirés des prestations (travaux champêtres, construction de maison, théâtre....), bals à entrée payante, cotisations, subventions ou appuis d'Ongs, de l'Etat ou d'autres partenaires

ressources matérielles

recensement du matériel existant, achat de matériel complémentaire, dons de particuliers ou de partenaires, contribution matérielle de la population

En fait, ces deux exercices devaient permettre aux membres de l'association de se rendre compte de leurs possibilités et capacités à concevoir un plan de développement intégré de leur village d'origine, en partant de leur propre expertise et des ressources disponibles. Objectif atteint si l'on en croit les résultats de l'évaluation des deux journées passées ensemble :

“ Vous nous avez aidé à nous passer de toute aide. Ce qui nous manquait, c'était une vision claire de ce que nous voulions faire et comment y parvenir. Les exercices ont été les prétextes de notre redécouverte de nous”.

La synthèse des travaux et discussions a permis à l'association de retenir quatre (4) priorités, base d'un plan de développement intégré du village :

- Assainissement
- Eau et Hygiène
- Santé
- Culture et Sports

Les participants aux focus groups ont retenu aussi de convoquer des journées de restitution à l'ensemble des membres de l'association, en vue d'approfondir, à partir de la démarche participative, les différentes perspectives de solutions des problèmes de la communauté de Djivente et de renforcement de la solidarité villageoise à Dakar.

CONCLUSION

Les associations d'enfants et de jeunes sont devenues incontournables dans toute politique de développement des communautés de base.

Les associations sont en train de remplacer progressivement les anciens cadres de socialisation qu'étaient les classes d'âge. Cadres de socialisation, elles le sont certes devenues; mais aussi cadres de conception et de mise en oeuvre d'un développement local intégré et participatif.

La grande force des associations réside dans leurs capacités de mobilisation communautaire. Les populations bénéficient des actions entreprises tout en étant les principales actrices.

Les jeunes membres de ces associations valorisent l'expertise populaire à travers ces actions. Celles-ci ne sont pas des solutions proposées ou imposées par des experts "d'en haut en haut", mais résultent de l'utilisation des outils que sont l'observation, l'écoute et le questionnement, systématisée à travers la recherche-action participative.

L'analyse des difficultés recensées par ces jeunes, avec les populations, permettent de mettre en place des palliatifs aux manques et lacunes du système, et aussi, au delà des solutions immédiates, de mettre en place des actions durables dont les impacts sont vérifiables et mesurables.

La conscience qu'ont les associations de leurs expertises les poussent aujourd'hui à vouloir s'investir encore plus. S'investir encore plus, c'est aussi redéfinir leurs rôles, statuts et buts face aux enjeux du III^e millénaire.

Vont-elles devenir des agences d'exécution pour des actions planifiées en dehors d'eux ?

Vont-elles se transformer en Ongs ?

Comment valoriser, capitaliser leurs expériences ?

Quels rôles pour quelles communautés ?

Cet ensemble de questions par rapport à l'avenir des associations constitue les trames d'une nouvelle rupture, la quatrième.

Le développement décentralisé constitue une opportunité pour les associations de prendre en charge les destinées de leurs localités.

Cependant on ne peut manquer de souligner que les enjeux du développement nécessitent la mise en place de cadres juridiques favorisant une participation réelle de celles-ci. En plus d'un cadre juridique adéquat, ces associations ont aussi besoin de renforcer, de valoriser les compétences et aptitudes qui existent en leur sein.

Le développement requiert des moyens et des ressources matérielles et financières dont les communautés ne disposent pas toujours. Quand on pense à l'immensité des moyens dont disposent souvent les Ongs et le "peu" de résultats qu'elles obtiennent sur le terrain, il devient urgent de redéfinir les rôles des unes et des autres dans la prise en charge des problèmes des populations.

Les acteurs qui ont cheminé ensemble à travers cette étude se sont engagés à poursuivre la dynamique de recherche-action entamée. L'alliance de la logique de la recherche à celle de l'action est en train de faire école, au plus grand profit des enfants et jeunes de ce pays.

Élément méthodologique n°2

La nécessaire valorisation des actions et des associations

Cas du programme “Les petits jardiniers de ma ville”

au PEROU

Le programme “Les petits jardiniers de ma ville” est une initiative conjointe de la Municipalité de Lima au Pérou et de l’institut Generation dans le but de mettre en oeuvre un programme de protection, promotion et développement personnel et social d’enfants en difficulté qui vivent dans le centre de Lima.

Cette expérience, contrairement aux autres, a été initiée par une structure d’appui, en collaboration avec la municipalité. Le partenariat avec le Mouvement national des enfants et jeunes travailleurs organisés du Pérou est venu ensuite.

Ce programme est né de plusieurs volontés. Tout d’abord celle de la Municipalité qui souhaitait promouvoir le tourisme et revitaliser le centre ville. Le département commercial a dans ce sens proposé un programme social en faveur des enfants qui proliféraient dans la vieille ville coloniale et qui “effrayaient” les touristes. Generacion, une des structures spécialisées contactées, s’est intéressé au projet et proposa d’orienter les activités dans les espaces où les enfants évoluent, c’est-à-dire les jardins et parcs de la capitale péruvienne. Il s’agissait alors, pour Generacion, de faire en sorte que les enfants construisent une nouvelle relation avec leur cadre de vie, qui est aussi un espace public qu’ils se sont approprié. Au lieu de percevoir les espaces verts comme lieu où ils dorment, se cachent etc., ils apprendraient à en prendre soin, à les protéger, les embellir, pour eux-mêmes et pour les autres. Les deux intérêts (celui de la ville et celui de Generacion) se rejoignaient alors : le programme pouvait ainsi avoir une valeur thérapeutique à la fois pour eux et pour la ville.

D’autres structures (d’appui et organisations d’enfants) ont alors été contactées. C’est ainsi qu’a été créé le consortium “Enfants et jeunes travailleurs pour la solidarité et le protagonisme” réunissant le MNNATSOP (mouvement national des enfants et adolescents travailleurs organisés du Pérou), le MANTHOC (mouvement des adolescents et enfants travailleurs fils d’ouvriers chrétiens) et l’IFEJANT (institut de formation de jeunes, adolescents et travailleurs d’Amérique Latine et des Caraïbes).

Une convention de partenariat a ensuite été signée avec le consortium et la ville de Lima pour une durée de 2 ans (à dater de mars 98).

Cette expérience est intéressante dans la mesure où elle offre le cas d’une contractualisation entre différents acteurs, à savoir des représentants de la société civile (mouvements d’enfants et structures d’appui) et des pouvoirs publics. Cette contractualisation est d’autant plus forte qu’il s’agit dans ce

sens d'une reconnaissance - officielle - des enfants et des jeunes en tant que travailleurs et en tant qu'acteurs de la vie de la cité. Ce qui n'est pas évident dans un contexte où le travail des enfants, où qu'il soit, est souvent sujet à polémique même si dans toutes sociétés humaines ces enfants ont participé d'une façon ou d'une autre aux processus de production, échanges et services nécessaires à la survie du groupe auquel ils appartiennent.

La mise en oeuvre de ce programme, au-delà des améliorations environnementales et concrètes pour les enfants (formation, acquisition de compétences, augmentation des revenus), a permis à la population de Lima de porter un autre regard sur ceux-ci. Les commentaires positifs de clients des kiosques de vente de fleurs par exemple montrent la reconnaissance obtenue par les enfants. Cet autre regard participe à la construction ou à la reconstruction identitaire de ces enfants, les valorise en tant qu'acteurs responsables et agissant au sein de la cité.

Cette reconnaissance croissante du grand public est très importante dans la mesure où la stabilité du programme peut être remise en cause au moment des prochaines échéances électorales.

Les personnels de la municipalité ont également modifié leur regard vis-à-vis de ces enfants et depuis le début du programme, les relations ont évolué vers moins de représailles.

Enfin, les enfants eux-mêmes se sont sentis valorisés, ont accru leur estime d'eux-mêmes, en sentant utiles, pour eux-mêmes, pour leurs familles et pour leur ville.

Ainsi, ce cas montre que l'action elle-même a permis la valorisation d'une population - les "enfants de la rue" et les enfants et jeunes travailleurs. Mais il montre également la nécessaire valorisation des actions (mais également des associations elles-mêmes) auprès de différents publics, notamment le grand public.

Cette valorisation est dans une certaine mesure un gage de viabilité des actions entreprises puisqu'elle permet la reconnaissance de leur utilité tant du point de vue environnemental que du point de vue social. L'adhésion des acteurs impliqués et de la population au processus engagé, les résultats obtenus au terme de cette première convention ainsi que la visibilité acquise devrait permettre la prolongation de ce projet au-delà des deux ans initialement prévus.

Cas

**“LES PETITS JARDINIERS DE MA
VILLE”**

au PÉROU

Chargée de l'étude : ROSA JANETH MELENDREZ., INFANT
Collaboration: CLARA ELENA GOMEZ, ENDA AL
Traduction et synthèse: MARIE DOMINIQUE DE SUREMAIN, ENDA
AL

Juin 1999.

SOMMAIRE

INTRODUCTION: L'ORIGINE DU PROJET:

I. SITUATION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS AU PEROU

Les enfants *dans* la rue

Les enfants *de* la rue

Le travail, stratégie de survie et de création de liens sociaux

II. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME

III. LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MUNICIPALITÉ

IV LES ACTEURS EN PRESENCE

V. LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

Couverture

Mise en marche

Mécanismes de coordination et de suivi

Les garçons et les filles, les grands et les petits

Les nouveaux projets: les "modules" le centre Huampani

VI. RESULTATS ET DIFFICULTÉS

VII IMPACT EN TERMES DE TRANSFORMATION DE LA VIE DES ENFANTS

Changement d'activité des enfants et jeunes

Durée des enfants dans le programme

Formation reçue

Evolution de l'image sociale des enfants

Transformations de leur style de vie

Apprentissages et valeurs acquises

Identification des services reçus

Relations entre enfants de la rue et jeunes travailleurs

VIII. IMPACT EN TERMES DE DÉVELOPEMENT DURABLE ET CONCLUSIONS

Note bibliographique

INTRODUCTION. : ORIGINE DU PROJET

Le présent document a pour objectif de faire connaître la proposition de travail social qui sous-tend le programme “Petits Jardiniers de ma ville” et ses résultats.

Ce programme naît à l’initiative de la Municipalité de Lima au Pérou et de l’institut GENERATION, dans le but de mettre en oeuvre un programme de protection, promotion et développement personnel et social d’enfants de la rue qui vivent dans le centre de Lima, dans le cadre d’actions de réaménagement du centre historique de la ville.

GENERATION pense alors que la reconstruction de repères pour les enfants de la rue, en particulier autour d’opportunités de travail, serait facilitée par le contact avec des jeunes travailleurs. Dans ce but sont ensuite invitées des organisations telles que le Mouvement National des Enfants et Jeunes Travailleurs du Pérou et deux institutions, MANTHOC et l’IFEJANT qui s’occupent d’enfants travailleurs.

Le Mouvement National, intéressé à faire connaître l’expérience en partenariat avec ENDA Tiers Monde, a chargé l’Institut de Formation d’Enfants et Adolescents Travailleurs de réaliser cette étude de cas, de manière à continuer à faire avancer les idées et encourager la multiplication d’ expériences similaires qui contribuent à renforcer l’identité des enfants travailleurs.

Ce document sera divisé en plusieurs chapîtres. Dans le premier on présentera des éléments conceptuels et de contexte. Dans les quatre suivants on abordera les aspects institutionnels, le montage, les participants et les activités . Dans trois derniers on évaluera les résultats, les difficultés rencontrées et les impacts du projet.

I. SITUATION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS AU PÉROU.

Selon la définition de la Convention sur les Droits des Enfants des Nations Unies, est considéré “enfant” tout être humain de moins de 18 ans. Le nombre des “enfants” selon la dernière enquête sur les niveaux de vie (ENNIV-1994) est donc de près de 10 millions au Pérou actuellement.

Cette génération est composée de 11% d’enfants âgés de moins d’un an, de 29% entre 2 et 5 ans, 22% entre 6 et 10 ans et 38% entre 11 y 17 ans.

Les deux tiers des enfants vivent dans les zones urbaines, 59% vivent en conditions de pauvreté, ce qui représente près de 6 millions de personnes. Cette pauvreté est plus accentuée à la campagne qu’en ville, car elle affecte un enfant sur deux en zone urbaine et trois enfants sur quatre en zone rurale. Dans ces dernières, les indices de pauvreté absolue sont plus élevés qu’en ville.

L’existence d’enfants qui travaillent en situation de risque est un problème complexe et historique. Dans toutes les sociétés humaines les enfants ont participé d’une façon ou d’une autre aux processus de production, échanges et services nécessaires à la survie du groupe auquel ils appartiennent.

La situation des enfants qui travaillent dans des conditions nocives à leur santé et leur intégrité est un problème qui met des dizaines d’années à se résoudre et pas seulement dans les pays du Sud: au début du XXème siècle encore, en Occident des enfants travaillaient dans les mines ou dans divers ateliers à domicile pour des fabricants.

La sociologue Iris Duarte de l’OIT, considère que la permanence du travail des enfants est due à la forme particulière du capitalisme dans notre pays, qui maintient une bonne partie de la population adulte dans une situation temporaire ou permanente de chômage et sous-emploi, ce qui oblige les enfants à apporter leur quote-part à la reproduction matérielle de la famille.

Les enfants *dans la rue*:

On appelle “*enfants dans la rue*” ceux qui ont une vie de famille et doivent aller dans la rue pour contribuer à l’économie familiale. Ce sont donc des enfants travailleurs, incorporés au secteur formel ou informel. En général ils vont à l’école, mais y ont des difficultés à cause de leur mauvaise alimentation, leur manque de temps ou d’argent pour se procurer le matériel scolaire et leur fatigue accumulée. Beaucoup travaillent avec leur famille, souvent après l’école ou tôt le matin, au prix de long trajets et selon des horaires extrêmes, comme les enfants qui portent des sacs sur le marché de gros de La Parada. Ils font beaucoup de déplacements entre leur maison et leurs lieux de travail, ce qui les soumet à un stress similaire à celui des adultes.

Ces activités auxquelles ne sont pas soumis les enfants de leur âge et qui constitue une surcharge de responsabilité et ces horaires irréguliers en général affectent leur rythme biologique, leur croissance et leur comportement.

Les enfants travailleurs sont très solidaires avec leurs familles avec qui ils ont de forts liens affectifs. Leurs principales carences sont le manque de temps et d’espaces pour le jeu et la détente, ainsi que des besoins énergétiques supérieurs à ceux des enfants non travailleurs, en général non satisfaits en raison d’une sous-alimentation chronique.

Ces enfants travailleurs qui ont un foyer ont en commun avec les “*enfants de la rue*” une auto-perception d’êtres humains sans droits et sans besoin de protection. Mais ils se sentent eux-mêmes comme très différents de ceux qui ont rompu les liens avec leur famille et vivent de façon permanente dans la rue. Suivant en cela l’exemple des adultes, ils sont très critiques à leur égard. Malgré cela ils sont parfois confondus et menés à des Commissariats ou à des centres de Prévention comme l’Institut Hermelinda Carrera ou Maranga, quand la police fait des battues. Ces expériences traumatisantes peuvent déclencher la séparation de la famille et le contact avec la délinquance.

Leurs activités peuvent dépendre du secteur formel, dans le domaine de la production ou de la commercialisation, surtout dans le commerce ambulancier. D’autres sont informelles allant jusqu’à la prostitution et la mendicité.

Les enfants *de la rue*:

Après le départ du foyer d’origine, les enfants tombent dans une pauvreté totale qui implique pour eux une malnutrition chronique et une qualité de vie extrêmement basse. Ce sont les conflits familiaux qui sont en général le détonateur du départ ou le manque d’opportunités de travail qui les pousse à la délinquance et qui entraîne un rejet familial ou social. Se présentent aussi des situations traumatisantes telles que le fait de subir une agression ou commettre une infraction qui font que l’enfant croit ne pas pouvoir rentrer chez lui.

Le travail, stratégie de survie et de création de liens sociaux:

Antonella Invernizzi considère que le travail non seulement contribue à la subsistance familiale, mais a pour l’enfant une fonction de socialisation et d’intégration. Il acquiert la capacité de pourvoir à ses propres besoins et gagne en autonomie, ce qui lui sera indispensable quand tôt ou tard sa famille viendra à manquer. En général le père, la mère ou un autre membre de la famille assure la socialisation de l’enfant par le travail, et celui-ci doit combiner ses activités éducatives avec la recherche de revenus.

La promulgation du Code des Enfants et Adolescents en Juin 1992 a lancé au Pérou une polémique autour du travail des enfants, entre partisans des thèses “abolitionnistes” et des “promoteurs” du travail des enfants.

Les premiers se recrutent surtout chez les fonctionnaires nationaux et internationaux. Ils diffusent une thèse selon laquelle le travail est nocif pour le développement bio-psychosocial de l’enfant et l’adolescent. Bien assis derrière leurs bureaux, ils pensent hypocritement que la pauvreté peut s’interdire par décret et contribuent à la persécution des plus pauvres.

Les seconds qui se définissent comme des promoteurs d’une “valorisation critique du travail des enfants”, pensent que tout travail infantile ne doit pas obligatoirement être supprimé, surtout autoritairement, car il peut ne pas être nocif et même être légitime. Ils reconnaissent la nécessité d’éviter qu’un travail soit nuisible pour la santé et l’intégrité d’un enfant. Le travail ne serait donc pas un mal en soi ou une punition, mais un droit et une valeur humaine, s’il ne met pas en danger l’enfant. On peut donc situer le projet des Petits Jardiniers dans cette deuxième ligne. Un grand nombre de débats qui le traversent ont à voir avec les appréciations des uns et des autres sur le caractère et les conditions du travail proposé aux enfants, son rythme, ses similitudes et différences avec un travail

pour adultes et les nécessaires accompagnements qui doivent l'entourer pour préserver son caractère éducatif et socialisateur.

La plupart des institutions spécialisées cherchent à avoir une intervention de caractère intégral, articulant le volet socio-éducatif avec le volet productif. On peut citer "Action pour les enfants", le MANTHOC, ou le Programme Colibri. Les plans gouvernementaux prétendent également travailler sur la base d'une coordination interinstitutionnelle, en associant les Ministères du Travail, de l'Education, la santé, la Police Nationale, la OIT, l'UNICEF et autres institutions.

II. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME

La Municipalité de Lima avait introduit dans son plan de développement et ses objectifs pour 1998, l'amélioration de la qualité de vie des habitants de la rue, par un programme de réhabilitation et réinsertion qui contribuerait à rendre la ville plus sûre, permettant à la population qui fréquente le centre de ne plus craindre d'être attaquée dans la vie quotidienne par des délinquants.

L'idée est née au sein du Département Commercial, qui souhaitait promouvoir le tourisme et revitaliser le centre-ville. Ce Département proposa donc un programme social en faveur des enfants qui proliféraient dans la vieille ville coloniale au détriment des touristes. La Place Grau, le parc Universitaire, la Place San Martin en effet étant devenus des lieux dangereux et menaçants, cela éloignait de plus en plus les touristes.

Une bonne partie des petits délinquants qui y opèrent depuis des années sont des enfants et jeunes de la rue. La situation s'est sensiblement aggravée à partir de la crise économique de 1992, dûes aux "mesures de choc" suivies d'une augmentation brusque de tous les prix. Une forte croissance du chômage contribua ainsi à transformer cette population en infracteurs.

La Municipalité s'est vite convaincue qu'une telle entreprise rendait nécessaire l'intervention d'institutions spécialisées et en invita plusieurs à une concertation, entre autres: Hogar de Cristo, INABIF, CEDRO, GENERACIÓN. Ce dernier, l'Institut de recherche et promotion sociale Génération s'intéressa au projet et proposa d'orienter les activités vers la récupération des espaces où les enfants de la rue se meuvent, c'est-à-dire les jardins et parcs de la ville de Lima. Il s'agissait alors de faire en sorte que les enfants construisent une nouvelle relation avec leur cadre de vie, qui est aussi un espace public dont ils se sont appropriés. Au lieu de percevoir les espaces verts comme le lieu où ils dorment, se cachent et se réunissent pour organiser les vols et attaques aux passants, ils apprendraient à en prendre soin, à les protéger, les embellir, pour eux mêmes et pour les autres. Le programme aurait ainsi une valeur thérapeutique à la fois pour eux et pour la ville.

Forts de cette idée, la Municipalité et Génération pensèrent qu'il serait également utile de les mettre en relation avec d'autres enfants pour qui le travail a toujours été une référence fondamentale et qui s'étaient organisés pour le défendre. Ainsi les enfants travailleurs organisés pourraient transmettre leur expérience associative et les encourager à faire de même.

L'invitation se s'étendit alors à des institutions spécialisées dans l'appui aux enfants travailleurs. Y répondirent le Mouvement National des Enfants et Adolescents Travailleurs Organisés du Pérou dont le sigle est en espagnol le MNNATSOP, le MANTHOC (Mouvement des Adolescents et Enfants Travailleurs Fils d'Ouvriers

Chrétiens) et l'IFEJANT (Institut de Formation de Jeunes, Adolescents y Enfants Travailleurs d'Amérique Latine et des Caraïbe). Ces institutions formèrent alors avec l'institut Génération, le Consortium "Enfants et Jeunes Travailleurs pour la Solidarité et le Protagonisme".

III. LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MUNICIPALITÉ

Le Consortium et la Municipalité de Lima signent en Mars 1998 une Convention de 2 ans pour la formation, l'appui au travail et la protection des enfants et jeunes qui participeront dans le programme. Les bénéficiaires en seront des enfants et jeunes *de et dans* la rue, en situation de haut risque. Les objectifs du programme sont les suivants:

- Σ Promouvoir l'insertion des jeunes qui vivent ou travaillent dans la rue à des activités de formation pour le travail, de façon à ce qu'ils acquièrent et mettent en pratique de nouvelles facultés qui leur permettront d'accéder à de meilleures opportunités de développement humain.
- Σ Faciliter l'insertion dans le système éducatif d'adolescents travailleurs qui vivent ou travaillent dans la rue, en fonction de l'article 19 du Code des Enfants et Jeunes, avec l'appui de toutes les institutions impliquées.
- Σ Promouvoir pour ces jeunes l'accès à des services de santé, avec l'appui du Consortium et de la Municipalité.
- Σ Promouvoir pour les jeunes qui participent au projet et pour ceux qui le désirent l'accès à l'alimentation et un logement de base.
- Σ Promouvoir pour ces jeunes l'identification et la mise en pratique d'un projet de vie qui ait pour base une formation au travail compatible avec leur stabilité émotionnelle et affective, avec l'appui d'éducateurs.

Les institutions participantes s'engagent à travailler de façon coordonnée. La Municipalité est représentée par le Département des Affaires Sociales et celui de Commercialisation et de Défense des Consommateurs. Elle doit monter le programme de formation au travail et rémunérer les jeunes. Ceux-ci seront pré-sélectionnés par le Consortium parmi ceux qui présentent un "bon pronostic" de réinsertion mais la Municipalité se réserve un droit d'admission définitive. Entre toutes existe aussi l'engagement de se concerter pour offrir aux jeunes des services éducatifs, santé, sécurité sociale et l'obtention de papiers d'identité pour ceux qui en ont besoin. Le Consortium doit fournir et former des éducateurs pour assurer le suivi des jeunes. Les éducateurs se chargeront d'organiser des sessions de formation personnelle et d'élaboration de "projets de vie". Ils aideront également à résoudre les difficultés ou conflits qui pourraient survenir et devront aider ceux qui en ont besoin à accéder à un foyer.

Les enfants et jeunes participeront dans le programme à égalité, qu'ils soient travailleurs ou de la rue.

*LETTRE D'UNE JEUNE FILLE TRAVAILLEUSE LUE À LA SIGNATURE DE LA
CONVENTION "LES PETITS JARDINIERS".*

Chers enfants et jeunes travailleurs, Monsieur le Maire de Lima Alberto Andrade Carmona, Messieurs les représentants du gouvernement local, travailleurs des Jardins de la Municipalité et chers assistants

Mes premiers mots veulent exprimer ma profonde joie de voir nos amis et amies, qui, grâce à la Convention que notre Mouvement va signer avec la Municipalité de Lima, pourront améliorer de façon substantielle leurs conditions de travail.

Ce fait montre qu'il est possible d'accéder à un type de travail compatible avec notre droit au travail et notre besoin d'étudier, qui nous permette de participer aux activités de quartier et aux tâches de nos organisations. Tous ceux qui sont maintenant bénéficiaires de ce projet, appartenons à des organisations qui luttent pour la dignité de notre condition de travailleurs et de citoyens.

Nous travaillons parce que nous ne voulons pas recevoir la charité ou la bienfaisance publique.

Nous nous affirmons comme citoyens, qui ont des droits qui proviennent de ce que nous sommes des producteurs de vie et de force pour combattre la simple survie, des constructeurs d'espérance pour nos familles et notre pays.

En tant que Mouvement, nous acceptons de signer cette convention, car nous sentons que la Municipalité croit en nous, nous reconnaît comme travailleurs, valorise nos efforts pour ne pas céder devant la pauvreté et la marginalisation dont nous sommes l'objet. Et cela contraste avec les organisations nationales et internationales qui disent qu'elles nous protègent mais finalement ne nous respectent pas, ne croient pas ce que nous disons, ne nous valorisent pas et même nous traitent de parias.

Nous voulons saluer les institutions comme l'IFEJANT, l'Institut GENERATION et l'association MANTHOC ainsi que les organisations de travailleurs de la Municipalité qui ont accepté d'être nos instructeurs en partageant avec nous ce que leur expérience leur a enseigné et leur dire que nous serons des camarades de travail. Voilà un bon exemple pour les confédérations syndicales qui ont rejoint le chœur de ceux qui réalisent ces jours-ci une Marche Globale contre nous.

A mes camarades, garçons et filles, je veux leur dire que nous assumons un engagement sérieux et réel, non seulement les organisations qui signent mais chacun d'entre vous aussi, car chacun est responsable de ce que la convention puisse bénéficier à davantage d'enfants et jeunes travailleurs de la Capitale. Je suis sûre que nous ne décevrons pas. Et que d'autres Communes du Pérou suivront l'exemple de Lima Métropolitaine.

¡Oui au travail digne, Non à l'exploitation!

¡Oui au travail protégé, Non à l'exclusion et à la marginalisation!

¡Oui au travail reconnu, Non à l'exclusion, et à la marginalisation!

¡Oui au travail humanisant, Non aux conditions indignes!

¡Oui au travail dans la Liberté, Non aux travaux forcés!

Les enfants sont en effet conscients que le projet correspond à la lutte qu'ils mènent depuis de nombreuses années, au point d'en revendiquer clairement l'idée:

“ L’initiative est née de nous, on se disait que les enfants des rues avaient augmenté et aussi le chômage de nos parents, alors on se demandait qu’est-ce qu’on pouvait faire. Et on a trouvé des solutions. En plus à ce moment il y avait une grande bataille internationale où on disait que les enfants étaient exploités, qu’ils travaillaient trop d’heures, que le travail n’était pas éducatif. Nous on disait qu’on allait démontrer que le travail est éducatif, qu’on peut le faire dans de bonnes conditions. Ensuite Génération, le Manthoc et le MNNATSOP nous ont parlé de ce projet et c’est nous qui avons dit comment il fallait le faire ” (Jeune travailleuse, 15 ans).

D'autres n'en croyaient pas leurs oreilles, car pour eux la municipalité représentait seulement une longue histoire de répression du travail des enfants:

“Au début on se disait: c’est quoi ça, que la Municipalité veut faire un contrat avec nous? On s’était habitué à ce qu’elle nous réprime et n’accepte pas qu’on travaille, alors ça nous faisait bizarre... Un jour Nelly nous appelle et nous dit que demain la convention va être signée, que les uniformes sont prêts, les chaussures, les casquettes, les chaussettes. Moi je lui dit: Ne mens pas. Elle me répond, il faut que tu viennes le soir voir ce qu’on fait. Moi je lui dis: c’est pas possible, tu déconnes ou quoi?... Et quand on est allés, c’était vrai, ils étaient là à trimer et nous on n’y croyait pas jusqu’au jour où on l’a vu.” (Jeune travailleuse, 16 ans)

IV. LES ACTEURS EN PRESENCE

Il s'agit de la Mairie, du Consortium, des entreprises qui ont contribué à financer les rémunérations et des jeunes eux-mêmes. On présentera ci-après les institutions du Consortium

L'Institut de Recherche et Promotion Sociale "Génération" est spécialisé dans le travail d'appui et défense des enfants de la rue depuis plus de 10 ans. Il dispose d'une maison ouverte et d'un programme scolaire adapté à cette population. Leurs études sont certifiées par le programme du Manthoc (la "Cité de Dieu") qui dispose d'une reconnaissance légale. Il touche environ 200 enfants de la rue.

Fondé en 1976, le Manthoc est un mouvement chrétien dont la vocation est d'organiser, défendre et évangéliser les enfants travailleurs ou fils d'ouvriers. Né de la JOC, il défend une conception des enfants en tant qu'acteurs sociaux actifs, capables d'assumer un rôle protagoniste dans la transformation de leurs propres conditions de vie et de travail. Il est donc un des promoteurs de la défense du travail des enfants et de leur rôle social dans des conditions de dignité et de recul de l'exclusion. Présent dans 16 villes péruviennes, ses activités consistent en l'appui à l'organisation et la participation sociale des enfants travailleurs et la gestion de 5 Maisons d'Enfants Travailleurs où ceux-ci peuvent recevoir des services variés. Son programme scolaire alternatif est conçu en fonction des besoins particuliers et des rythmes de ces enfants.

Le MNNATSOP s'est constitué le 21 Mars 1996. Il a des relations historiques avec le Manthoc, et rassemble près de 10.000 enfants et jeunes travailleurs regroupés en 5 régions du Pérou. Il a pour objectif de défendre les enfants travailleurs, faire reconnaître

leurs droits et développer une pédagogie nouvelle selon laquelle “les enfants éduquent les enfants”. Il cherche à obtenir une protection de santé pour eux par des accords avec des hôpitaux ou centres de santé ainsi que la sécurité sociale. Il travaille actuellement pour obtenir sa propre reconnaissance légale.

Sa structure nationale est composée de 16 délégués et une équipe exécutive de 5 jeunes et une “collaboratrice”.

L'IFEJANT s'occupe de formation d'animateurs, souvent issus du mouvement de jeunes lui-même qui deviennent des “collaborateurs” des enfants travailleurs, ainsi que des éducateurs ou des promoteurs. Il met en oeuvre un style alternatif d'accompagnement social et de promotion en considérant les jeunes non comme des assistés mais comme des acteurs sociaux.

V. LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

Couverture

Le programme a comme objectif global théorique de former 600 enfants et jeunes entre 7 et 12 ans (sur les 2000 recensés dans l'Enceinte de Lima), principalement localisés dans les avenues Abancay, Grau et berges du Río Rimac, dans le programme de formation et de mise au travail. 50% d'entre eux devraient être réinsérés dans un programme scolaire et élaborer un “projet de vie”. Tous devraient être couverts du point de vue santé, sécurité sociale, logement, alimentation, documents d'identité et services associés.

En 1998, il incorpora un groupe de 100 enfants et jeunes. Cependant avec la rotation qui s'est produite il est calculé qu'environ 150 enfants sont passés par le programme. C'est-à-dire que la moitié de ceux qui ont été recrutés et sélectionnés par les ONG l'ont quitté à un moment ou à un autre. Actuellement l'origine des enfants est le suivant: 54 viennent de la rue à travers Génération, 37 sont du MANTHOC, en particulier enfants des fabriques de briques et vendeurs ambulants et 5% sont des délégués du MNNATSOP.

Mise en marche

Après le recensement des lieux possibles de travail fut organisé, et la sélection de jeunes des deux sexes âgés de 12 et 18 ans par le Consortium, des groupes de travail furent formés à raison de 6 jeunes pour chaque animateur. Les groupes de travail organisèrent également des groupes de vie commune, pour s'occuper de leur alimentation, de leurs études, des conditions de réalisation du travail et éventuellement de leur logement dans les foyers.

Le premier lieu de travail fut le Parc des Expositions à la charge de la division des Espaces Verts de la municipalité. Les enfants reçurent une semaine de formation de jardinage et entretien qu'ils appliquèrent à cet espace. Ils rencontrèrent une certaine résistance des jardiniers municipaux, puis furent acceptés.

Les groupes au départ furent constitués de façon équilibrée entre garçons et filles. Chacun recevait l'équivalent de 100 US\$ par mois pour un travail à mi-temps, ce qui est très favorable si l'on considère que le salaire minimum des travailleurs est de 110 US\$ pour un plein temps. Ce paiement ne constitue pas une relation contractuelle avec la municipalité, car il se fait sous forme de “formation rémunérée”. L'autre demi-journée

fut en effet consacrée aux études. Les enfants accédèrent en outre aux services municipaux de santé.

Dans le Parc fonctionnait un Musée et une école pour enfants de la rue. Les enfants y apprirent à organiser une pépinière, à préparer les semis, faire germer les plantes, les repiquer, les mettre en terre, etc. Les travaux les plus lourds continuèrent à être assumés par les employés municipaux adultes.

“On ne savait pas planter, encore moins enlever les mauvaises herbes, on croyait qu’on mettait directement les graines dans la terre et non, ce sont des boutures déjà grandes qu’on sème dans des poches de terre et de mousse avec toutes les vitamines dont la plante a besoin pour grandir. Après on a appris à faire des lettres en fleurs et des décorations...” Jeune travailleuse, 16 ans.

Rapidement les jeunes purent constater le résultat de leur travail et de nouveaux espaces leurs furent assignés: la décoration de la Voie Express, le Parc Central, les pépinières de l’Université de Lima et de San Marcos, la pépinière municipale, l’EMAPE. Dans dernière entreprise furent placés le plus grand nombre d’enfants, 60 en moyenne. Mais les travaux y étaient plus exigeants:

“A l’EMAPE le travail était plus dur, il fallait bosser plus. Le travail consistait surtout à desherber et nettoyer”.

Cette entreprise versait les fonds à la municipalité et celle-ci payait les enfants. Le principe de la rotation entre les lieux de travail s’établit. Les enfants alternèrent alors entre le travail fixe dans les différentes pépinières et les sorties pour faire les semis dans la rue.

Postérieurement de nouvelles expériences furent proposées, celle de la gestion de modules de commercialisation de plantes et l’entretien des jardins dans un centre de vacances “Huampani” dont on parlera plus loin.

Mécanismes de coordination et de suivi

L’accès au programme se fait après étude de la fiche d’identification détaillée des jeunes, quand une place se libère, un nouveau peut entrer. Il ne peut entrer que s’il est déjà en contact avec une des ONG et s’il s’engage à continuer ses études.

Chaque groupe est suivi par un technicien qui distribue le travail, le dirige et contrôle des heures effectuées. Une inspectrice ingénieur agronome circule entre les lieux de travail et en supervise les progrès. Les animateurs des ONG (les “Collaborateurs”) font un suivi individualisé des enfants, lequel demande nettement plus de temps dans le cas des enfants de la rue que dans celui des jeunes travailleurs. Selon la perception de certains d’entre eux d’ailleurs ils n’auraient été l’objet d’aucun suivi:

“Le suivi c’était pour les enfants de la rue, les animateurs passaient pour voir comment on allait. Pour ceux de la rue c’était tous les jours, on voit qu’ils s’entendent bien avec les “Collaborateurs”, ils les traitent comme des copains, parfois ils leur donnent des surnoms. Ils disent “ma vieille” à Luz. Ce n’est pas un adulte qui les accompagne, c’est un copain.”

Jeune travailleur, 14 ans.

Quand se présentent des difficultés, elles sont résolues entre l'inspectrice agronome et les enfants. Des réunions de mise en commun sont organisées pour analyser ce qui va bien et ce qu'il faut corriger. Des mécanismes de contrôle collectif sont mis en place: les enfants décident des règles à suivre, comme par exemple sur la consommation de drogue. Ceux qui n'acceptent pas ces règles se retirent du programme.

“Nous on leur dit: si tu viens travailler, tu viens sans rien. Des fois y'en a qui venaient avec la boîte dans la poche. Quand on la trouvait, on y mettait de l'eau et du sable et après ils nous engueulaient mais de toutes façons ils ne pouvaient plus fumer”. Jeune travailleuse, 16 ans.

Les objectifs de production étant collectifs, les jeunes se chargent de les faire atteindre par chacun. Parfois les critiques fusent entre eux:

“J.L. il est grossier, il s'intéresse pas, il fout rien, il est tout le temps comme ça, il est habitué. Faut bien évaluer le travail pour voir si ça avance.” (Entretien avec des Jeunes de Huamani).

“Moi j'aime pas quand je travaille et que les autres ne font rien, qu'ils n'obéissent pas. Y'a des problèmes avec ça, si j'étais le chef, je les foutrais. tous dehors, c'est des glandeurs...”

Les enfants qui n'ont aucun rendement en effet doivent partir et laisser la place à un autre, après opinion de leurs camarades recueillie par l'inspectrice municipale. Des retraits ont aussi été dûs à un découragement à cause des retards de paiement parfois de plusieurs mois. On verra pourtant plus loin que les rendements fournis par les enfants sont loins d'être négligeables.

Les garçons et les filles, les grands et les petits.

Les fonctionnaires municipaux considèrent que les groupes étaient au début assez équilibrés entre sexes, mais ce sujet n'a pas fait l'objet d'une attention particulière. Les témoignages des enfants cependant semblent indiquer une prédominance des garçons.

“J'ai commencé avec un groupe de 50, tous enfants travailleurs. Les filles on était 15 ou 20 sur le total” (jeune travailleuse, 16 ans).

“ la participation des garçons et des filles était normale. Ici il y a moins de filles, une seule. Avant j'ai travaillé seulement avec des garçons” (jeune travailleur, 18 ans)

“A l'EMAPE j'ai vu qu'on était à peu près 40 garçons et 15 filles” (jeune travailleur, 17 ans).

La tendance durant l'expérience a été à la diminution constante du nombre de filles, peut-être en raison de la nature du travail, au fur et à mesure qu'il devenait physiquement plus pesant. Il en a été de même des plus jeunes, progressivement remplacés par des plus âgés:

“Les filles, elles piochent pas, elles ramassent ce qui est à jeter” (jeune de la rue, 14 ans)

“...piocher c'est un travail dur. Parfois c'est vraiment dur, alors ça va mieux pour nous les garçons. C'est dur mais c'est mille fois mieux d'être ici que dans mon travail d'avant.” (jeune travailleur, 14 ans).

Les animateurs des ONG partagent cette appréciation: *“je vois que dans le travail de jardinage proprement dit, il y a une préférence pour les garçons de plus de 15 ans”*.

Les filles mentionnent aussi un détail pratique qui les affecte directement, dans le fait de ne pas avoir d'espace privé où se laver après les dures journées de labeur: tandis que les garçons se deshabillaient et se douchaient avec un tuyau d'arrosage à l'air libre, elles ne pouvaient en faire autant.

Les nouveaux projets: les modules de commercialisation et Huampani

Les “modules” sont 5 kiosques situés dans le centre de Lima, fournis par la municipalité et financés par les ONG. Ces kiosques sont destinés à vendre des plantes et fleurs ornementales. Chacun est administré par un jeune, qui doit se rémunérer du produit de ses ventes. Actuellement le système est à l'essai et les kiosques ne sont pas encore rentables. L'innovation consiste en l'apprentissage de la gestion des stocks, achats et ventes, commandes, lignes de produits favorables ou non.

Huampani est un Centre de Vacances du Ministère de l'Education. En avril 99 le projet s'est étendu pour un an à ce centre qui reçoit 10 jeunes (9 garçons et 1 fille) pour aménager ses jardins et espaces verts. Le MNNATSOP avaient réalisé des rencontres dans ce lieu et de là était née une relation d'amitié entre le directeur et le mouvement. Furent sélectionnés des jeunes de Jardineritos et quelques autres venus d'une fabrique de briques.

Les conditions de travail furent négociées à partir de l'amélioration de l'expérience avec la municipalité: les paiements sont ponctuels, les heures non travaillées peuvent se rattraper plutôt qu'être déduites du salaire. Un repas et un vêtement sont fournis, le travail est considéré comme moins dur physiquement et moins monotone car il existe une rotation entre les différents postes et activités. La relation avec les travailleurs adultes rencontra au début la même résistance qu'avec ceux de la municipalité. Une de leurs réclamations se rapportait au fait que les enfants touchaient presque le même salaire qu'eux, pour un travail à mi-temps. Ils craignaient par ailleurs d'être remplacés. Des comparaisons équitables furent établies, créant une ambiance détendue et solidaire. La productivité des enfants étant excellente, (égale ou même supérieure aux adultes) ils gagnèrent peu à peu le respect et une bonne communication avec les ouvriers, devenus leurs instructeurs.

“Entre les adultes on entend maintenant: hé, toi! les enfants sont en train de te gagner, faut en mettre un coup” (Directeur de Huampani)

Le caractère joyeux, joueur et créatif des enfants est de plus une source de bonnes surprises:

“Je faisais ma tournée et j'ai vu un jeune qui avait un comportement très ludique, c'était un gamin qui taillait un bout de bois. J'ai pensé qu'il se faisait un lance-pierre puis j'ai vu qu'il taillait de petits piquets, pour encorder une jardinière qui était en danger d'être piétinée par les passants” (Directeur de Huampani).

Ces commentaires positifs, partagés par les clients du centre de vacances, ont contribué à renforcer la reconnaissance obtenue par les enfants. La première étape de travail ayant été satisfaisante, une deuxième est en cours.

VI. RESULTATS ET DIFFICULTÉS

Jardineritos est un projet qui reçoit des appréciations généralement très positives, tant de la part des signataires de la convention, que des enfants eux-mêmes et de l'opinion publique.

Il n'est pourtant pas exempt de difficultés de fonctionnement. Nous mentionnerons ci-après celles qui se sont présentées dans la première année et quelques mois de mise en oeuvre, avant d'analyser l'impact que le projet a sur les enfants eux-mêmes.

Certaines difficultés sont d'ordre pratique:

les outils et matériaux (plantes, sacs, terre) ne parvenaient pas toujours à temps sur les lieux de travail. Les enfants restaient les bras croisés et se décourageaient. Des retards de paiement se sont présentés, ce qui réanimait leur méfiance originelle. Sur certains chantiers ils furent accusés de vol, alors que selon eux, c'était les ouvriers municipaux qui emportaient les outils manquant. Sur certains chantiers le travail tendait à devenir plus difficile et moins varié.

D'autres sont d'ordre structurel et doivent être résolues pour assurer la viabilité à long terme du projet. Les formations techniques promises au-delà des premières semaines pratiques n'ont pas toujours été réalisées.

La stabilité du projet peut être remise en cause par le Maire suivant, à cause d'une application parfois informelle de la Convention et parce que le projet ayant été la vitrine d'un candidat élu, il peut ne plus être considéré comme payant électoralement par le suivant. Les financements pour la rémunération des enfants étant d'origine privé, ils ne sont pas assurés à long terme.

Le suivi social assuré par les ONG est assez exigeant. Certains fonctionnaires le trouvent insuffisant. Il représente en tous cas une surcharge pour laquelle les ONG n'ont pas forcément des ressources supplémentaires. Celles-ci de plus ont des orientations variées, en fonction du fait que leur expérience et leur centre d'intérêt principal est pour les enfants de la rue ou pour les enfants travailleurs. Ces différences ont des conséquences dans un style d'intervention plus ou moins permissif, une opinion différente sur la relation à promouvoir avec les normes de de travail, sur le niveau d'exigence qu'un tel projet doit avoir pour les enfants, sur leur conception de la resocialisation, etc.

Le poids même de l'opinion publique sur les décisions municipales peut être également une arme de double tranchant, certains considérant que la municipalité ne peut financer les "vices" des enfants de la rue, d'autres s'opposant directement au principe même du travail des enfants, d'autres au contraire étant sensibilisés de façon positive.

VII. IMPACT EN TERMES DE TRANSFORMATION DE LA VIE DES ENFANTS ET JEUNES.

On décrira cet impact au moyen de plusieurs sources d'information: à partir d'un sondage fait auprès de 29 jeunes et à partir d'entretiens avec d'autres enfants et des institutions.

Huit indicateurs ont été retenus:

Changement d'activité des enfants et jeunes:

Les enfants enquêtés dépendaient pour un tiers de la vente ambulante de bonbons et friandises, les autres activités signalées étaient les suivantes: garder les voitures, porter des paquets sur les marchés ou fabriquer des briques artisanales.

Les témoignages soulignent combien s'est allégée leur charge de travail dans ce programme et surtout combien a changé leur relation avec la municipalité:

“avant on souffrait des représailles de la municipalité, on nous enlevait nos marchandises pour les jeter, on nous maltraitait. Maintenant non (...) Pour agresser ma mère, la première chose à qui ils s'en prenaient, ceux de la municipalité, c'était aux enfants des dirigeants (des vendeurs ambulants), ils nous prenaient parce qu'on était ses enfants et qu'elle était batailleuse. Ils m'ont même abîmé la jambe et une autre fois ils ont lancé une grenade lacrymogène et... puis elle m'est tombée dans les yeux...”

Pour certaines ONG, le changement radical d'activité des enfants n'est pas forcément un but en soi, car dans l'état actuel des choses ils ne peuvent dépendre complètement du programme, étant donné que celui-ci n'est pas encore garanti comme un processus à long terme:

“les enfants continuent d'une façon ou d'une autre dans l'activité où ils ont toujours été, personne n'a abandonné à 100% ou définitivement ce qu'il faisait dans la rue. Ça peut être pour plein de raisons: parce que les salaires n'arrivent pas à temps, parce qu'ils craignent pour la continuité du programme, ou autre.” (Collaboratrice du MNNATSOP)

Dans le cas de certaines filles qui se prostituaient on observe aussi une continuation, pour d'autres raisons:

“Elles le disaient comme ça, il y en a beaucoup qui n'ont pas arrêté de se prostituer, et ça nous faisait mal, on ne savait pas comment les aider, même quand elles étaient aux “Petits Jardiniers””, elles continuaient. La prostitution est plus clandestine que la drogue, alors on ne peut pas les empêcher. Elles disaient que l'argent de “Jardineritos” c'était pour leur mère et celui de la prostitution, c'était pour elles.” (Jeune travailleuse, 16 ans).

Durée des enfants dans le programme.

Comme on l'a dit la rotation des participants a fait que les 100 postes créés ont été occupés par environ 150 enfants durant l'année de mise en oeuvre. Certains sont partis de leur plein gré, quand ils n'acceptaient pas les normes ou le rythme du travail, d'autres en raison de fautes commises, d'autres pour les retards de paiement. Les départs ont concerné davantage les enfants de la rue que les enfants travailleurs, mais peu à peu ils ont diminué pour arriver à une relative stabilité. En mai 1999, environ 80% des enfants enquêtés avaient un an et plus d'ancienneté.

Formation reçue.

Les jeunes et les enfants reçurent une formation pratique et courte (généralement de 15 jours), orientée surtout à remplir leur contrat, c'est-à-dire à semer, desherber, planter. Interrogés de façon générale, peu d'entre eux se rappellent les thèmes traités dans les séances formelles. Mais ils sont conscients d'avoir appris des techniques de jardinage tout au long de l'expérience:

“Dans ce travail, j’aime apprendre les noms de chaque plante, les soins de chacune, quand il faut l’arroser, quels engrais lui mettre, comment préparer la terre, il y a toujours quelque chose à apprendre”.

Les attentes concernant une formation plus large, moins fonctionnelle, ne furent pas satisfaites. Il faut souligner cependant que les jeunes continuèrent également leur scolarité sur leur autre mi-temps.

Evolution de l’image sociale des enfants.

Une partie des enfants sont conscients qu’ils avaient une image sociale négative avant d’entrer dans le programme. Ils pensent que leur image s’est considérablement améliorée tout au long du déroulement du programme.

“Les petits jardiniers” étant devenus d’une certaine façon une vitrine de la municipalité, cette publicité elle dépend alors de l’image même du Maire. Selon des techniciens de la municipalité, certains media ont attaqué le programme, en prétendant que les enfants n’étaient pas réhabilités mais simplement recevaient de l’argent pour le dépenser en drogue et dépenses nocives. Les ennemis politiques du maire devenaient ainsi ennemis du programme, en cherchant les défauts pour les dénoncer, sans tenir compte de la complexité des processus et du temps nécessaire pour obtenir des transformations durables.

“La durabilité du programme dépend en grande partie de l’opinion publique” reconnaissent des fonctionnaires, car les fonds pour payer les enfants dépendent de dons privés et parce ce que la convention peut être remise en cause lors du changement du maire. Certains d’entre eux ainsi que les ONG souhaiteraient davantage de garanties de continuation, par un ancrage plus structurel que le fait de le lier à une campagne pour l’amélioration de l’image du centre-ville ou de promotion du tourisme. Ils pensent qu’il faudrait des ressources du budget national (par exemple pour financer des places de dortoirs dans les foyers), corriger les improvisations, améliorer la formation technique des enfants, la disponibilité de fournitures, des salaires et un appui plus consistant au plus haut niveau.

Du point de vue de l’auto-image des enfants on constate de grandes améliorations:

“ Avec toutes les plantes que nous avons semées, on a décoré tout le centre de Lima. Quand on passait devant, avec les copains, on disait: “oh la la, c’est nous qui avons fait tout ça, hou! C’était bien, on a bien travaillé, au moins c’était pour quelque chose!” (Jeunes travailleuse, 16 ans).

Ils se sentent fiers d’avoir participé, de n’être pas de simples exécutants et aussi mettent en valeur leurs propres changements:

“maintenant je me sens fier de pouvoir dire “mon travail”. (jeune de la rue, 18 ans).

Le fait de gagner de l’argent et d’apporter quelque chose de concret à l’économie familiale, les valorise tant à leurs propres yeux comme à ceux de leur famille, car ils se sentent de nouveau utiles.

Transformations de leur style de vie:

Comme on l’a vu tous les enfants n’ont pas changé radicalement et définitivement de travail, mais bien d’autres aspects de leur vie ont changé. Les enfants travailleurs travaillent nettement moins, ils ont le temps d’étudier, ont de meilleurs revenus. Les enfants de la rue établissent un rythme nouveau de vie, sacandé par des temps fixes de

travail et d'étude, ils apprennent à se discipliner, encourent beaucoup moins de risques et retournent chez eux plus fréquemment.

“Avant, ils ne voulaient pas retourner voir leur mère, parce qu'ils pensaient, comment ma mère va me voir dans cet état, mais maintenant ils commencent à retourner à la maison, ils apportent quelque chose, du sucre ou autre chose. Tous les dimanches, à coup sûr on les trouve chez eux..” Jeune travailleuse.

Si la consommation de drogue n'a pas disparu, elle a fortement diminué. Ceux qui continuent ne le font plus aussi ostensiblement, les deux groupes, jeunes travailleurs et jeunes de la rue, discutent souvent le sujet. La pratique du vol aussi a diminué.

Apprentissages et valeurs acquises:

Les enfants soulignent surtout l'apprentissage du travail et sa valorisation, puis celui de la responsabilité et de la solidarité. Leur travail étant reconnu, ils se sentent eux-même valorisés. On obtient ainsi une illustration intéressante de la thèse des défenseurs du travail des enfants, dans des conditions dignes et respectueuses de leurs besoins.

Dans l'enquête les jeunes travailleurs ne font pas mention explicite de l'acquisition de nouvelles capacités relatives à la conduction de leur organisation (par exemple le fait d'avoir appris à tenir des réunions, prendre des décisions, faire les compte-rendus), ce qui demeure pour les ONG un objectif à atteindre à plus long terme. Certains cependant ont commencé à occuper des responsabilités nouvelles dans leur organisation: trésorier, délégué local et national .

Identification des services reçus.

Les jeunes signalent essentiellement les services de santé: consultations médicales, participation à de programmes de santé préventive, qu'ils valorisent énormément. Ils ne mentionnent pas spontanément le retour à l'école, comme si cela était évident.

Certains soulignent le bénéfice de l'alimentation, mais ils l'auraient souhaitée plus complète, car ils sont souvent obligés de commencer leurs journées à jeun.

Relations entre enfants de la rue et jeunes travailleurs.

Etant un des aspects innovateurs du programme, il était beaucoup attendu de l'établissement de ce lien, qui effectivement fut très productif.

De côté des jeunes travailleurs, ce fut le contact avec un monde qu'ils craignaient et méprisaient. Ils découvrirent des amis *“qui sentaient et qui pensaient”*.

Les choses ne furent pas faciles au début et les différences, quant à la discipline, l'usage de la drogue, l'agressivité, les relations entre garçons et filles, étaient évidentes. Mais une amitié naquit qui eut un effet d'entraînement et d'apaisement sur les enfants de la rue. *“Les jeunes de la rue se disputaient, parce qu'ils avaient leur copine et quand ils venaient parler avec nous, les copines se mettaient en rogne et il y avait des bagarres. Il y en a eu qui sortaient entre différents groupes et alors ça a mal tourné, mais après ça s'est calmé parce que nous on leur parlait et on leur disait qu'on était copains et ils ont compris.”* (Jeune travailleuse, 16 ans).

Les jeunes travailleurs soulignent même que les apprentissages allaient dans les deux sens, une ambiance de camaraderie s'étant établie et les conseils devenant mutuels: les jeunes de la rue prévenaient leurs camarades contre le fait de tomber dans la délinquance. Dans l'expérience de Huampani, les adultes également furent positivement impressionnés par la solidarité et l'entente entre les deux groupes.

VIII. IMPACT EN TERMES DE DÉVELOPEMENT DURABLE ET CONCLUSIONS:

Le programme des Petits Jardiniers est innovant à de nombreux titres, parce qu'il parvient à articuler de nombreuses dimensions du développement social et environnemental urbain, comme le dit une fonctionnaire municipale:

“ avant on travaillait avec une vision d'assistanat. Maintenant on aborde cette problématique difficile de façon intégrale, on a une approche nouvelle de promotion des enfants” .

On relèvera de multiples aspects positifs:

L'option pour la reconnaissance du travail des enfants au lieu de sa répression, permet de lui définir un cadre: un travail à mi-temps, protégé et encadré dans un domaine valorisant, visible du grand public, transformant à la fois la relation des enfants avec leur espace de vie (la rue) et la relation des usagers de l'espace public avec les habitants des rues.

Une formation technico-pratique, facilement assimilable, sur un sujet sensible touchant l'environnement urbain: le pari de faire du centre de Lima une ville verte et fleurie alors qu'elle se situe dans un environnement naturel aride. Il n'a pas été fait cependant de mesure exacte de l'impact sur la sécurité et le tourisme du centre-ville.

La continuation de la scolarité des enfants et la prestation de services complémentaires, suivi social, santé et logement..

Le rétablissement ou renforcement de relations familiales, la création de nouvelles relations avec des adultes dans le cadre du travail, obtenant un respect mutuel.

Un produit de ce travail visible et valorisant, aux yeux de l'opinion publique, des entreprises maitres d'oeuvre et des enfants eux-mêmes: des espaces publics entretenus, soignés et embellis. .

Une productivité des enfants démontrée, qui les valorise auprès de leurs employeurs.

Une transformation importante de leurs conditions de vie, à différents niveaux, même s'il existe des critiques sur le fait que certains n'ont pas suspendu l'usage de la drogue ou la pratique de la prostitution.

Une valorisation du travail par les enfants des rues et une amélioration sensible des conditions de travail pour les jeunes travailleurs, grâce à une sécurité et une régularité des revenus.

Une rencontre stimulante et articulatrice entre deux types de population habituellement opposés dans les analyses et dans la vie réelle.

Une structuration de leurs rythmes de vie, entre le temps régulièrement consacré aux études et le temps de travail.

Un partenariat nouveau entre municipalité, ONG et entreprises privées.

Une avancée significative du niveau d'organisation des jeunes travailleurs.

Mais on ne saurait oublier que passée l'euphorie de la première année, le programme doit s'assurer de certaines conditions pour ne pas devenir un projet éphémère et électoraliste.

Il ne saurait perdre son caractère éducatif pour devenir productiviste, routinier ou se transformer en mécanisme d'obtention de main d'oeuvre bon marché, qui pourrait remplacer les jardiniers municipaux. La tendance à la routine et au durcissement des tâches, qui a pour effet une sélection des garçons plus âgés, plus aptes au travail physique, semblerait indiquer ce risque de dérapage.

A ce sujet on peut citer deux passages d'un témoignage illustratif, qui contient les éléments de ce paradoxe:

“les résultats sont excellents: une plante semée par un enfant reverdit, car la température de ses mains est inférieure à celle d'un adulte. Les enfants ont un rendement égal à une journée de 8 heures, parce qu'ils travaillent avec énergie et vitalité”, dit l'inspectrice municipale, qui ajoute plus loin: *“les jeunes travailleurs ont tendance à jouer, ils ont besoin de s'amuser, ce ne sont pas des ouvriers, ce sont des enfants.”*

Le programme doit par ailleurs établir des mécanismes durables de financement et d'institutionnalisation pour atteindre une couverture supérieure à 100 enfants sur 2000, ce qui l'obligera à trouver des ressources nettement supérieures pour assurer le fonctionnement des différentes composantes productives et sociales, en particulier le suivi. Il lui faudra aussi diversifier les partenaires, chercher d'autres “emplois verts” comme activités possibles pour des enfants et implanter un processus de formation continue.

La durabilité s'atteindra aussi quand des filières seront établies entre cette forme d'apprentissage manuel et des débouchés de travail pour les plus grands. Certains employeurs y pensent, comme le directeur du centre Huampani, existent aussi les propositions des ONG, par exemple les kiosques autogérés. C'est surtout l'espoir secret des enfants et jeunes vers une réinsertion durable. Il faut espérer qu'ils ne seront pas déçus.

Note bibliographique:

- DESCO. “POLITICAS SOCIALES DE SALUD E INFANCIA”
- IFEJANT “NIÑOS TRABAJADORES, PROTAGONISMO Y ACTORIA SOCIAL”
- NATs “Revista Internacional desde los niños y adolescentes trabajadores”

Élément méthodologique n°3

Le rôle des structures d'appui

Cas de

AYIWOU et FRUDIB

au BENIN

Cas de l'amélioration de l'environnement urbain par trois groupes de jeunes de Medellin

en COLOMBIE

Pour illustrer le rôle des structures d'appui auprès des associations et groupes de jeunes, nous prendrons le cas de deux associations béninoises et de trois groupes colombiens qui oeuvrent, chacun de leur manière, à l'amélioration de l'environnement.

L'association AYIWOU a été créée par 5 jeunes de la ville de Ouidah qui, face à leur situation de sans emploi, ont décidé de s'organiser pour travailler et changer le cadre de vie de leurs quartiers, en améliorer les conditions de vie. Elle portait à l'origine (en 1993) un autre nom : PAVO (projet d'assainissement de la ville de Ouidah).

L'association FRUDIB (frères unis pour le développement des initiatives à la base), située à Dogbo, a été créée dans les mêmes conditions : situation sociale difficile, dégradation économique et sociale des quartiers de la ville...

Ces deux associations oeuvrent pour l'amélioration de l'environnement de leurs villes dans la mesure où elles ont mis en oeuvre des activités d'assainissement, jumelées à celles de maraîchage. Dans le cas du Frudib, ces dernières n'ont pu être réalisées du fait de problèmes d'approvisionnement en eau qui n'ont pu être résolus.

Enfin, les deux associations ont sollicité le CBDIBA (Centre béninois pour le développement des initiatives à la base) en tant que structure d'appui.

L'étude de cas réalisée en Colombie rend compte du travail de protection de l'environnement urbain que trois groupes de jeunes réalisent dans des quartiers pavres périphériques de la ville de Medellin.

Le groupe "Ensemble à la recherche de la Paix" a été créé sous l'impulsion d'une dirigeante communautaire qui a poussé les jeunes, en particulier les filles, à faire quelque chose d'utile pour le quartier et pour les enfants.

Le groupe "Union, Lutte et conquête du lendemain" a été créé par deux jeunes issus du précédent, qui cherchaient un espace propre. L'initiative de ce groupe se situait plus dans une ligne de recherche de solution au chômage des jeunes, tout en conservant l'idée d'être au service de l'amélioration du quartier.

Le groupe "Pionniers de l'Avenir", également issu du premier groupe, a des centres d'intérêts similaires et recherche une plus grande intégration des jeunes qui cherchent à se rendre utiles à la communauté.

Dans ces trois groupes, la participation des filles est importante. Ils agissent et évoluent dans un quartier périphérique (bien qu'assez proche du centre ville) construit sur les pentes fortes qui entourent Medellin. Les problèmes en matière d'environnement (risques d'éboulements, inondations etc.) sont donc importants et les habitants se sont mobilisés, dès l'occupation des terrains, pour équiper le quartier.

Ces cas sont intéressants à plusieurs points de vue. Tout d'abord, ces trois groupes se sont formés spontanément (le premier sous l'égide d'une dirigeante, les deux autres par initiative propre des jeunes). Ce n'est que dans un deuxième temps qu'ils ont reçu des appuis d'ONG ou institutions municipales. Même si ces institutions ne travaillent pas de façon permanente avec les trois groupes, les relations qu'ils entretiennent sont assez réguliers.

Les associations (celles du Bénin et de Colombie, mais également les autres) ont exprimé les difficultés qu'elles rencontraient pour mener à bien leurs activités. Ces difficultés sont à la fois techniques, organisationnelles, méthodologiques. Les structures d'appui ont alors joué un rôle fondamental (qui mériterait parfois d'être renforcé) pour le renforcement des capacités de ces associations par la formation.

Au Bénin, par exemple, le CBDIBA a assuré auprès des membres de l'association FRUDIB des formations sur les techniques de tri et de compostage, d'élevage ; la gestion administrative et financière simplifiée.

En Colombie, le secrétariat municipal au développement communautaire a pour rôle de "répondre aux demandes des organisations (...) par des services de formation, (...), appui à la participation et l'autogestion, assistance technique (...), appui administratif dans le but de contribuer à améliorer la qualité de vie des habitants."

Les structures d'appui jouent également un rôle d'intermédiaire, d'interface avec d'autres structures, qu'il s'agisse des services municipaux, d'autres ONG, du gouvernement, de bailleurs de fonds susceptibles de financer certaines de leurs actions. C'est par exemple le rôle qu'elles ont joué dans la conduite de cette étude.

Le rôle des structures d'appui est donc fondamental pour le développement et le renforcement d'initiatives prises par des groupes d'enfants et de jeunes. Ce qui en fait une arme à double tranchant dans la mesure où les associations peuvent se sentir (ou être) dépendantes de ces mêmes structures.

CAS DE L'ASSOCIATION AYIWOU DE OUIDAH

AU BENIN

MAI 1999

SIGLE

CBDIBA : Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base

MEHU : Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme

CARDER : Centre d'Action Régionale pour le Développement Rurale

USPP : Union Sous-Préfectorale des Producteurs

INTRODUCTION

Les phénomènes démographiques caractérisés par l'accroissement rapide de l'effectif de la population, les flux migratoires, entraînent une urbanisation rapide et inquiétante des villes de pays subsahariennes avec l'accroissement anormal de l'effectif des populations de leurs agglomérations. Cette situation combinée aux conséquences fâcheuses de la politique d'ajustement structurel adoptée par ces pays a créé une situation sociale et économique défectueuse au sein des populations urbaines : absence de services publics ; augmentation de l'effectif des sans emplois ; restriction des dépenses dans les secteurs publics ; développement de l'informel.

La République du Bénin qui vit depuis des années sous l'ajustement structurel avec ses conséquences, n'est pas exempt de cette situation dégradante. Les jeunes marginalisés, principaux victimes de la situation n'ont autre alternative que de se regrouper en association pour initier et développer des actions pouvant leur permettre de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

L'association AYIWOU de Ouidah a été créée dans cette optique. Le présent document est la synthèse des résultats de l'étude menée sur la participation de l'association des jeunes AYIWOU au développement durable de la ville. Il fera ressortir les principales caractéristiques de l'association, ses objectifs globaux, ses activités et résultats obtenus et prévisionnels, les impacts du point de vue développement durable.

METHODOLOGIE

La méthode utilisée pour réaliser cette étude est basée sur :

- Constitution d'une équipe dans la ville de Ouidah pour la conduite de l'étude,
- Elaboration d'une grille d'entretien
- Identification de l'association
- Echantillonnage
- Travail de terrain proprement dit avec des individus et de focus-groupes.
- Rédaction du document

BREVE PRESENTATION DE LA VILLE DE OUIDAH

Située dans le département de l'Atlantique, la circonscription urbaine de Ouidah compte quatre communes urbaines peuplées de 29.500 habitants. Les principales activités qui s'y développent sont le petit commerce, l'artisanat, l'agriculture périurbaine, les services administratifs etc. Une seule société implantée dans la ville, la SOBETA (Société Béninoise de Tabac) est encore peu fonctionnelle.

A l'instar des autres villes du Bénin, il se pose dans cette ville qui abrite la présente étude, des problèmes liés à la poussée démographique, au manque d'emplois pour les jeunes, au développement de l'informel.

I – CREATION ET CARACTERISTIQUES DE L'ASSOCIATION AYIWOU

L'association de jeune AYIWOU était créée en 1993 sous le nom de PAVO : Projet d'Assainissement de Ville de Ouidah.

Cette initiative de regroupement était venue de 5 jeunes de Ouidah qui, face à leur situation de sans emploi, de marginalisé, ont décidé de se mettre ensemble pour travailler et changer le cadre de vie de leurs quartiers puis d'améliorer leur condition de vie.

PAVO ET SON EVOLUTION

Le projet d'assainissement de la ville de Ouidah a été créé en septembre 1993 par un groupe de jeunes.

En effet, la ville de Ouidah, ayant bénéficié d'un plan de lotissement urbain, ceci a engendré un accroissement des effectifs de la population, la diversification des activités avec comme conséquences, la quantité importante de déchets produits. Avec ce lotissement, on a assisté à la disparition des brousses servant de dépotoirs sauvages. Devant cette situation, les populations se trouvent de plus en plus confrontées aux problèmes de gestion des ordures ménagères qui sont jetées dans les rues ou dans les caniveaux pour ainsi bloquer la circulation des eaux de ruissellement, polluer l'air naturel, favoriser la prolifération des maladies diarrhéiques et autres.

La voirie urbaine n'ayant pas les moyens matériels pour ramasser ces ordures, plus d'une vingtaine de dépotoirs incontrôlés se sont hérigés à travers la ville.

Pour atténuer les effets de cette situation de pollution et de dégradation avancée du cadre de vie des quartiers de la ville, quelques jeunes se sont mis en association pour assainir la ville. D'où la création de PAVO en 1993 pour ramasser ces ordures ménagères de la ville.

II – LES RESSOURCES DE PAVO

v De 5 membres, le groupe est passé à 12 dont 10 hommes et 2 femmes.

v Sur le plan matériel, le groupe n'avait aucun équipement pour réaliser l'action. Ainsi ils ont soumis l'idée à un donateur, le commissaire adjoint de police de Ouidah. Celui-ci a fait introduire le groupe au chef de la circonscription urbaine de Ouidah. Le Chef CIR ayant bien accueilli et bien apprécié l'initiative, a mis à la disposition de ces jeunes un camion benne amorti et en panne.

Très heureux de cet appui, ces jeunes ont sollicité de nouveau l'assistance du commissaire adjoint qui les a aidés à mettre le camion en forme accompagné d'un appui financier pour le lubrifiant.

Alors les jeunes de PAVO ont commencé à ramasser puis évacuer les ordures ménagères hérigées en gros tas à travers la ville. Avec l'assistance du chef de la circonscription urbaine, les jeunes ont trouvé un site où déverser les ordures.

III – OBJECTIFS GLOBAUX ET PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE

v Objectifs

Les objectifs de départ de l'association étaient :

- Assainir la ville de Ouidah (Ouidah ville propre)
- Créer de l'emploi aux jeunes du groupe et à d'autres.

v Activités

Pour atteindre ces objectifs, les activités ci-après étaient menées :

- Ramassage d'ordures ménagères à travers la ville et leur évacuation sur une décharge ;
- Produire de la culture maraîchère à l'aide des ordures décomposées, compostées
- Agriculture collective et individuelle
- Sensibilisation de la population sur l'hygiène.

v Résultats du PAVO

- 15 gros tas d'ordures ont été détruits ;
- Ces ordures sont déposées sur le site ;
- De quantité importante de légumes ont été produites sans apport d'engrais chimique
- Du manioc, du niébé et de l'arachide ont été produits en quantité importante par le groupe.
- D'importantes quantités d'ordures ont été vendues aux paysans ayant de plantation.

v Difficultés rencontrées par PAVO

La grande difficulté dans le temps est que :

- le camion benne était co-utilisé entre l'association de jeunes et la circonscription. Ce qui a entraîné une grande panne du camion dont la réparation n'était pas à la limite de leurs ressources ; conséquence : l'activité principale de ramassage d'ordures a connu de ralentissement. Les autres activités surtout le maraîchage ont ressenti ce blocage car il n'y avait plus d'ordures pour réaliser les planches de légumes sur le site.

- les revenus du groupe avaient commencé par s'amenuiser
- le problème de subsistance avait commencé de nouveau à se poser aux membres

- manque d'équipement et outillage pour le ramassage des ordures et le maraîchage.

Malgré toutes ces difficultés, le groupe n'a pas abandonné toutes les actions. Ces problèmes ont été bien analysés et des approches de solutions sont trouvées.

IV – DE PAVO A L'ASSOCIATION AYIWOU

En 1995, face aux problèmes de manque chronique de ressources, ces jeunes courageux et persévérants ont étudié profondément cette situation pour réviser leur approche de départ. Ainsi, le nom PAVO a été supprimé. L'association est devenue et est appelée dès lors AYIWOU.

L'association est repartie sur de nouvelles bases avec des collaborations fructueuses.

V L'ASSOCIATION AYIWOU ET SON ENVIRONNEMENT

L'association AYIWOU a diversifié ses relations avec autres structures depuis 1995 à ce jour. Ce qui leur a permis de bénéficier de certaines opportunités

AYIWOU ET SES PARTENAIRES

CARDER

USPP Ouidah

Ouidah

Circonscription Urbaine -

CBDIBA

Association AYIWOU

MEHU

Association de
développement

Elus locaux

v **Nature de collaboration**

La collaboration entre AYIWOU et ces différentes structures porte sur les points ci-après :

- Appui technique, encadrement
- Organisation institutionnelle
- Appui conseil
- Crédit
- Appui en intrant agricole
- Appui en matériel de travail : (bottes, gants, poubelles, râtaux, brouettes etc..)

v **Association AYIWOU et redéfinition des objectifs et activités**

A la recherche de solutions aux difficultés rencontrées par l'association depuis sa création, les jeunes de AYIWOU ont négocié des collaborations avec des structures d'appui pour les aider à renforcer leur capacité organisationnelle, institutionnelle et financière. Dans ce processus, ils ont sollicité et obtenu la collaboration avec l'ONG Béninoise CBDIBA. Avec ce partenaire local, les objectifs et actions du groupe ont été bien étudiés et redéfinis.

v **Domaine organisationnel**

- Sur le plan organisationnel, l'association s'est dotée d'un règlement intérieur
- Elle s'est faite enregistrer officiellement

v **Domaine institutionnel**

- Dans ce domaine, l'accent a été mis sur la formation des membres de l'association. Ainsi, un maître d'alphabétisation, membre de l'association a été formé et mis à la disposition du groupe avec des matériels didactiques.

- Les membres du groupement ont été également formés sur la gestion d'une entreprise coopérative, sur la gestion du crédit.

v **Domaine financier**

Après ces formations, l'association a commencé par bénéficier de crédit pour développer leurs activités génératrices de revenus, mais aussi de crédit reboisement, crédit scolaire pour assouplir la souffrance des chefs de ménage membres de l'association.

v **Les activités**

Durant les années 1995 – 1996, au moment où l'opération de destruction des tas d'ordures et leur évacuation a connu de ralentissement, les autres activités se sont poursuivies et même complétées avec l'appui de CBDIBA.

Comme activités pendant cette période on a :

- l'alphabétisation fonctionnelle
- l'épargne et le crédit autogérés
- le reboisement
- le maraîchage bien élargi
- L'achat et revente de certains produits vivriers.

V – RELANCE DE L'ACTIVITE DE GESTION DE DECHETS DANS LA VILLE

En 1997 alors que la pollution de l'air par les ordures ménagères se généralisait dans tous les quartiers de la ville, la prolifération des moustiques et des maladies endémiques (paludisme, diarrhée, bilarzioze etc.) donnaient de casse-tête aux chefs de ménages à cause des dépenses liées aux soins des enfants. La situation sociale, économique et nutritionnelle des ménages était devenue dégradante.

Pour trouver une solution durable à cette situation, les jeunes de l'association AYIWOU ont sollicité de nouveau l'assistance de CBDIBA pour relancer la gestion des ordures ménagères dans la ville de Ouidah.

Le CBDIBA, fidèle à son approche, a procédé à une étude approfondie et participative de la situation et de la question de l'environnement de la ville.

Les problèmes et besoins dans ce domaine ont été identifiés et traduits sous forme de projet que CBDIBA a soumis à un partenaire extérieur pour aider à la réalisation.

Ce projet intitulé : Projet de Collecte et de Traitement des Ordures ménagères (PCTOM) a pour objectifs :

- Assainir partiellement les 4 communes urbaines de Ouidah par le ramassage, l'évacuation et le traitement des ordures sur une déchetterie.
- Accroître les revenus des membres de l'association
- Contribuer au développement local durable de la ville.

v Principales activités

Pour atteindre ces objectifs, les activités à mener sont les suivantes :

- Collecter dans la ville, les ordures et les évacuer sur une décharge aménagée et contrôlée
- Traiter les ordures pour obtenir du compost ;
- Produire de la culture maraîchère
- Développer l'élevage de la volaille et du petit ruminant

* la déjection de ces animaux va entrer dans la préparation du compost

v Stratégie de mise en œuvre

La démarche pour la mise en œuvre de l'action se présente comme suit :

- Mise en place par l'association d'un comité de gestion pour assurer le suivi des activités ;
- Chaque section (maraîchage, élevage, tri et compostage) est constituée en équipe de travail ;
- Les membres par section ont reçu une formation spécifique sur les techniques de compostage, d'élevage, de maraîchage, de gestion administrative et financière simplifiée ;
- le site de traitement de l'association est doté des infrastructures nécessaires pour le travail
- Ainsi un puits est en cours de fonçage pour faciliter l'accès à l'eau des membres pour les activités de maraîchage, de compostage et d'élevage ;
- Une bergerie, une porcherie et un poulailler seront construits sur le site pour l'élevage ;
- un camion benne est mis à la disposition du groupe pour assurer le ramassage des ordures ménagères à travers la ville et leur évacuation sur la décharge
- Pour assurer une bonne gestion des équipements et outillage, un magasin sera construit sur le site pour garder ces matériels.
- Pour faire augmenter le nombre de ménages abonnés, la sensibilisation de la population ou des ménages sera poursuivie par les membres de l'association AYIWOU ;
- des poubelles seront distribuées dans chaque maison abonnée
- Un calendrier de travail est élaboré par l'équipe de collecte pour ramasser les ordures de porte à porte, par quartier ;
- des fiches d'abonnement sont livrées aux ménages pour permettre un bon suivi de l'opération mais aussi de l'évolution des ménages
- les actions sont mises en œuvre par les membres de l'association avec l'appui technique du CBDIBA en collaboration avec autres personnes ressources externes.
- Toutes ces actions sont suivies par le chef d'antenne de CBDIBA dans la zone, par un responsable chargé de la supervision des activités de même que par le Directeur du CBDIBA.
- A chaque trimestre, l'association AYIWOU doit réaliser une auto-évaluation des actions et résultats obtenus.

v **Participation de la population à l'action**

La population participe à l'action à travers plusieurs éléments :

- Adhésion massive à l'opération d'assainissement de la ville par l'abonnement des ménages ;
 - Participation aux séances de sensibilisation ;
 - Contribution financière légère à l'opération de ramassage des ordures ménagères ;
- * chaque ménage contribue pour 150 F à 200 F par mois pour permettre à l'association de faire face aux dépenses de lubrifiant du camion et autres charges.

v **Résultats attendus de l'action**

Au bout de 12 mois, les résultats prévisionnels de l'action se présentent comme ci-après :

- la ville de Ouidah est propre : pas d'ordures dans les rues ni dans les caniveaux pour bloquer la circulation des eaux de ruissellement ;

- Réaliser 300 ménages abonnés ;
- Ramasser plus de 250 tonnes d'ordures ;
- Réaliser 400 planches de légumes
- Produire 1000 têtes de poulets
- 30.000 œufs soit 1000 plateaux de 30 œufs
- 96 têtes de porcs
- 50 têtes de caprins
- produire environ 200 tonnes de compost et mettre à la disposition des agriculteurs de la localité
- La situation sociale économique et nutritionnelle des ménages est nettement améliorée.
- Les maladies diarrhéiques sont sensiblement réduites.

v **Pérennisation de l'action**

Pour permettre que l'action soit pérennisée :

- les membres de l'association ont été formés sur les aspects techniques de l'opération, sur la maintenance et l'entretien des infrastructures et équipement ;

- La pérennisation de l'action est garantie sur tous les plans.

Plan technique

Sur le plan technique, les membres de l'association sont formés dans les domaines spécifiques de leur section. Ils ont été formés sur les thèmes ci-après :

- technique de tri et de compostage
- technique de conduite d'un jardin potager,
- Lutte contre les ennemis des cultures maraîchères ;
- Technique d'élevage ;
- Gestion administrative et financière simplifiée. Sur ce plan , les membres sont bien formés pour accomplir convenablement leurs tâches.

Plan organisationnel

Dans le domaine organisationnel aussi, tout est mis en œuvre pour pérenniser l'action :

- un comité technique de gestion a été mis en place pour assurer le suivi de toutes les activités ;

- une équipe de travail est mise en place par section pour assurer la professionnalisation des membres qui vont maîtriser toutes les techniques à tous les niveaux.

- l'action est entièrement gérée par l'association ;
- la municipalité et l'association de développement de la ville sont tous impliquées dans le suivi de l'action

- la sensibilisation des ménages est un processus continu pour permettre de maintenir les abonnés mais aussi pour avoir de nouvelles adhésions.

Domaine économique

- Sur ce plan, les ménages touchés ont désormais horreurs de vivre ensemble avec les ordures ménagères. Aussi le prix d'abonnement est faible ; ce qui encourage les chefs de ménage qui apprécient l'opération.

- les produits du site de traitement : légumes, poulets, œufs, cabris, porcs sont fortement consommés par la communauté.

Certaines personnes achètent et revendent ces produits sur le marché.

Les recettes qui vont provenir de toutes ces prestations permettront aux membres de l'association d'améliorer leur capacité financière.

D'une manière générale, la viabilité technique, économique, organisationnelle de l'action est assurée

IV – IMPACTS ET PLACE DE L'ACTION DANS LE DEVELOPPEMENT GLOBAL DE LA VILLE

L'action a permis dans son ensemble de renforcer la capacité technique, de gestion, organisationnelle et financière de l'association

v **Au niveau de la population**

La sensibilisation a eu des effets positifs sur le comportement des populations qui ont pris une grande conscience de la gestion participative de l'environnement.

v **Domaine de l'environnement**

Les places des dépotoirs sauvages détruits pendant les années 1993, 1994 sont devenus des places publiques où les populations ont installé leurs habitations. D'autres places sont transformées en place de jeux et de distraction etc..

- La population de Ouidah a un cadre de vie sain.

v **Domaine de la santé**

L'impact le plus marquant est la diminution sensible du taux de certaines maladies liées à l'insalubrité du milieu telles que :

- Le paludisme, le neuro-paludisme, la dysenterie bacillaire, autres maladies diarrhéiques, le choléra puis autres maladies gastro-intestinales etc..

Cette diminution des maladies a pour conséquence directe la réduction des dépenses aux besoins de santé puis la grande possibilité d'épargner pour développer leurs activités et satisfaire leurs besoins.

v Domaine de l'éducation

L'une des principales activités du groupe pour mieux conduire l'action est la sensibilisation. Ces sensibilisations organisées de façon continue à l'intention des chefs de ménages sur les dangers de la pollution par les ordures ménagères, se réalisent avec des supports tels que des figurines et autres. Cette sensibilisation éduque la population sur l'hygiène et la gestion de l'environnement.

v Place de l'action dans le développement durable des quartiers de la ville de Ouidah

Eu égard aux avantages qu'elle offre aux membres de l'association, à la population de Ouidah et la nation béninoise, cette action contribue à plus d'un titre au développement durable des quartiers de la ville de Ouidah.

- Au plan socio-économique cette section garantit de l'emploi durable aux jeunes de l'association ; elle contribue largement à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la localité et environs ;

La population de Ouidah et environ vont consommer des aliments (légumes, fruits, poulets cabris, porcs) riches en protéines animales et végétales de qualité supérieure.

D'autres bonnes femmes ménagères vont commercialiser les produits issus du centre de traitement : légumes, fruits, poulets pour améliorer leurs revenus.

- Au plan environnement : la population de Ouidah va vivre désormais dans un cadre de vie sain.

- Dans le domaine de la santé, le fait de la diminution des maladies constitue un point fort au développement de la localité, car le taux de mortalité va complètement baisser. La ville sera dotée d'une ressource humaine pouvant actionner le développement global de Ouidah puis de la nation béninoise.

CAS DE L'ASSOCIATION FRUDIB

DE DOGBO AU BENIN

MAI 1999

SIGLE

- CBDIBA : Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base
- MEHU : Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme
- C.R.S. : Catholique Relief Service
- CARDER : Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
- C R E PA : Centre Régional pour Approvisionnement en Eau Potable à faible coût et Assainissement
- AVPN : Association Vive le Paysan Nouveau

INTRODUCTION

L'explosion démographique dans la plupart des villes africaines est souvent la source des problèmes environnementaux que connaissent ces municipalités. Le fort taux de natalité et l'exode rural font que les agglomérations africaines, en particulier celles situées en dessous du Sahara connaissent une croissance de leurs populations de l'ordre de 5 à 6% par an.

Une telle situation n'est pas sans conséquences sur la gestion de l'environnement : quartiers précaires, occupation anarchique de l'espace, pauvreté, problèmes d'hygiène et d'assainissement, problèmes d'emploi etc...

Au Bénin cette situation s'est empirée avec l'adoption par le Gouvernement d'une politique d'ajustement structurel avec ses corollaires : désengagement de l'Etat, augmentation de nombre de déflatés, manque de services publics, réduction ou disparition de dépenses relatives aux problèmes sociaux, développement du secteur informel.

Les jeunes, qui sont le plus touchés par cette situation n'ont pas autres choix que de recourir aux initiatives privées par des regroupements associatifs pour développer des actions génératrices de revenus ou des actions pouvant leur permettre de satisfaire leurs besoins sociaux.

L'Association de jeunes FRUDIB de la ville de Dogbo au Bénin, qui fait objet de cette étude est un exemple type qui cadre bien avec cette situation.

Le présent document est la synthèse des résultats de l'étude menée sur l'association FRUDIB et fait ressortir les caractéristiques de l'association, ses objectifs, activités et résultats obtenus et prévisionnels, les impacts mesurables et la place de leurs actions dans le développement durable des quartiers de la ville de Dogbo au Bénin.

METHODOLOGIE

Pour réaliser cette étude, la méthode utilisée est la suivante :

- Constitution d'une équipe dans la ville de Dogbo pour conduire les travaux de l'étude.
- Elaboration d'une grille d'entretien qui a servi de guide ;
- Identification et connaissance de l'association ;
- Echantillonnage

A ce niveau, des ménages abonnés, les élus locaux, des personnes ressources telles que le médecin chef du centre de santé de la ville de Dogbo ont été enquêtés.

- Travail de terrain avec des individus et de focus-groupes.
- Rédaction du rapport

BREVE PRESENTATION DE LA VILLE DE DOGBO

La ville de Dogbo, constituée d'une (1) grande commune urbaine est située dans la sous-préfecture de Dogbo, département du Mono. Elle est peuplée de 28.800 habitants dont la population active mène des activités diverses. En dehors des services administratifs, les activités comme l'artisanat, le petit élevage, l'agriculture, la transformation y sont développées.

Comme dans les villes secondaires du pays, les phénomènes démographiques, le problème de chômage et d'emploi, la migration des jeunes et le développement de l'informel sont les traits caractéristiques de la ville de Dogbo qui n'abrite aucune usine ni manufacture pouvant utiliser quelques ouvriers.

I – CREATION ET CARACTERISTIQUES DE L'ASSOCIATION FRUDIB

L'association de jeunes FRUDIB : (Frères Unis pour le Développement des Initiatives à la Base) était créée le 2 Mai 1995 à Dogbo par un groupe de (trois) 3 jeunes. De (trois) 3 personnes le groupe a atteint vingt cinq (25) personnes dont vingt (20) hommes et cinq (5) femmes âgées de 25 à 30 ans. L'idée de se regrouper est venue du fait de la situation sociale dans laquelle vivaient ces jeunes :

- pas d'emploi fixe
- difficulté de subvenir à ses besoins même élémentaires ;
- la plupart d'entre eux qui ont d'enfants n'arrivaient pas à supporter les charges scolaires de leurs enfants ;
- la misère s'installait dans les ménages ;
- les maladies infantiles dues à la pollution par les déchets , sévissaient
- l'Etat Béninois ne recrutait plus dans la fonction publique ;
- les sociétés étatiques qui existaient licenciaient des agents sous la pression de l'ajustement structurel.

Face à cette situation, les jeunes étaient complètement oubliés et livrés à eux-mêmes. Alors, suite aux réflexions, l'idée de se mettre ensemble pour mener des actions communes était apparue. D'où la naissance du groupe appelé FRUDIB.

II – OBJECTIFS DU GROUPE FRUDIB

Les objectifs que l'association s'est assignée dès sa création sont :

- Lutter contre la pauvreté des personnes démunies ;
- Limiter la migration des jeunes par l'initiation et le développement d'actions collectives.

v Activités prévues par le groupe FRUDIB

Pour atteindre ces objectifs les jeunes avaient prévues comme activités.

- Faire de l'agriculture (maraîchage contre-saison) à base d'engrais organique.
- Acheter et revendre des produits vivriers agricoles
- Mettre en place un système d'épargne et crédit pour permettre aux membres de l'association de diversifier et de développer leurs activités.

v **Les ressources de l'association**

A part les ressources humaines constituées par les membres de l'association, les autres moyens (matériel, financier) manquent cruellement. Ce qui constitue une grande faiblesse à l'association de pouvoir mettre en œuvre ses actions.

v **Actions réalisées**

Par manque de moyens, les membres de FRUDIB ont fait :

- Main-d'œuvre agricole occasionnelle
- Achat et exploitation de palmier à huile

v **Difficultés rencontrées**

- Dès sa création l'association n'avait aucun moyen pour réaliser ses objectifs
- Ils n'avaient pas pu obtenir du compost pour le maraîchage
- Ils n'avaient reçu aucune formation spécifique sur les actions prévues à savoir : technique de compostage, de maraîchage, gestion de crédit et d'une entreprise coopérative
- Ils n'avaient pas non plus de partenaires d'appui.
- Réduction de l'effectif des membres de l'association

Approche de solution

Afin de trouver des appuis à la réalisation de leurs actions, les jeunes de FRUDIB avaient négocié la collaboration avec certaines structures telles que :

- AVPN : Association Vive le Paysan Nouveau
- CBDIBA - ONG: Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base.

C'est ainsi que après analyse des objectifs des actions du groupe et surtout de la situation sociale dégradante des membres, le CBDIBA a identifié l'association en fin de l'année 1995

III – COLLABORATION FRUDIB – CBDIBA ET REDEFINITION DES OBJECTIFS ET ACTIONS

Après identification de l'association, les problèmes qui endiguaient le marché des activités ont été étudiés et analysés.

Il se trouve que la commune urbaine ou la sous-préfecture de Dogbo se trouve dans une zone de plateau où il n'y a ni rivières, ni cours d'eau, pas de maraîchage pour faciliter l'accès à l'eau au développement de la culture de contre-saison. Il fallait donc un point d'eau pour cette activité.

Les jeunes ont prévu faire du maraîchage avec de l'engrais organique (compost) sans savoir comment il faut obtenir ce compost. Alors que la commune urbaine vit dans

une insalubrité terrible avec ses corollaires de maladies, pollution, mortalité etc. Ramasser ces ordures constitue un grand soulagement au ménages qui ont horreur de cohabiter avec les ordures ménagères ; traiter ces ordures fera résoudre le problème de compost, d'où l'initiation de ramasser et de traiter les ordures ménagères de la ville de Dogbo. Tous ces problèmes ont fait réviser l'approche de départ de l'association.

v **Objectifs**

- Assainir partiellement la commune urbaine de Dogbo
- Améliorer les conditions de vie socio-économique et nutritionnelles des membres et des habitants des quartiers de la ville

v **Les activités**

- Ramasser les ordures ménagères à travers la ville de Dogbo et les évacuer sur une décharge contrôlée ;
- Traiter ces ordures ménagères
- Produire du compost
- Produire la culture maraîchère
- Développer l'élevage de la volaille et de petits ruminants ;

v **Stratégie de mise en œuvre**

- Un comité technique de gestion constitué des membres de l'association a été mis en place pour suivre les activités du groupe
- Une équipe de travail a été constituée par section
- Tous les membres ont été formés sur l'aspect technique de chaque section
- Pour permettre le ramassage des ordures à travers la ville, un mini-tracteur a été acheté et mis à la disposition du groupe
- Des matériels et outillage de traitement d'ordure ménagères ont été achetés et mis à la disposition du groupe de même que des tenues de protection
- Un puits à grand diamètre de 35 mètres de profondeur a été foncé pour l'accès à l'eau des membres du groupe.
- Les ménages ou chefs ménages ont été sensibilisés sur l'importance de leur participation à la réussite de l'opération
- Le mini-tracteur passe de porte à porte pour ramasser les ordures stockées dans les poubelles

- Au bout d'un mois, chaque ménage participe pour 100 à 200 F
- Un animateur du CBDIBA résidant dans la ville suit toutes les activités de l'association
- D'autres responsables du CBDIBA apportent leurs appuis techniques au groupe

v **Résultats obtenus**

Seule l'activité de ramassage et évacuation des ordures se réalise dont voici quelques résultats

- 200 maisons abonnées reçoivent par semaine les prestations du groupe ;
- 375.000 F d'épargne mobilisée au 30 Mai 1999 ;
- disparition des dépotoirs sauvages de la ville ;
- légère amélioration des conditions de vie des membres ;
- garantie d'emploi aux membres de l'association ;
- diminution sensible du taux de prévalence de certaines maladies liées à la mauvaise hygiène et à la mauvaise gestion de l'environnement
- les ménages mieux sensibilisés sur les problèmes environnementaux.

v **Difficultés**

- L'activité de maraîchage n'a pas pu démarrer parce que le problème de l'eau continue à se poser. Le puits foré étant profond, il faut une électropompe immergée pour faire refouler l'eau dans des bassins de stockage ; électropompe que l'association n'a pas encore à sa disposition.

- Sans l'eau on ne pourra pas produire le compost ; or c'est avec le compost que le maraîchage pourra bien réussir. Le problème de l'eau reste alors posé. Ce qui a fait limiter les actions du groupe au ramassage d'ordures et à la production du compost à petite échelle.

- Taux de participation des ménages trop faible, ce qui explique la maigreur des recettes.

- L'élevage non plus n'a pas démarré parce que les infrastructures nécessaires ne sont pas réalisées, les géniteurs ne sont pas achetés par manque de ressources.

- Insuffisance d'équipements et matériels de travail

- Manque d'assistance sociale au groupe

v **Approche de solution**

Face à ces problèmes, ces jeunes ont négocié un renforcement de leurs activités par des structures d'appui.

IV – L'ASSOCIATION FRUDIB ET SES PARTENAIRES

L'association de jeunes FRUDIB collabore avec beaucoup de structures.

EMMAÛS-BENIN

CBDIBA

Centre de santé

AVPN

CREPA

Autorités locales

Association FRUDIB

PACIP-Bénin

MEHU

CARDER

CRS

Association de
développement

v Nature de collaboration

Cette collaboration entre FRUDIB et les différentes structures portent sur les aspects variés :

- Organisation institutionnelle ;
- Appui technique – encadrement – conseils
- Appui financier
- Appui matériel
- Crédit
- Formation

- IEC
- Parrainage

VI – LE RENFORCEMENT DES ACTIVITES ET RESULTATS PREVISIONNELS

Avec le renforcement sollicité par l'association, les résultats prévisionnels se présentent comme suit par an :

- Atteindre au moins 300 maisons abonnées d'ici Avril 2000
- Ramasser plus de 250 tonnes d'ordures ménagères
- Produire assez de compost pour le maraîchage et en servir aux agriculteurs environnants
- Exploiter 400 planches de légumes
- Atteindre 1000 têtes de poulet et 100 têtes de caprins
- Acquérir une motopompe

VII – PERENNISATION DE L'ACTION

La pérennisation de l'action a été garantie sur tous les plans.

1 – Plan technique

Sur ce plan, il a été organisé à l'intention des membres de l'association des formations spécifiques sur les aspects techniques des actions à entreprendre :

- technique de tri et de compostage ;
- technique de conduite d'un jardin potager ;
- techniques d'élevage

- gestion administrative et financière simplifiée.

Il est prévu dans le cadre du renforcement un recyclage dans tous les domaines. Sur le plan technique donc les membres du groupe sont suffisamment formés pour mieux réaliser les actions.

2 – Plan organisationnel

Sur le plan organisationnel, l'association est dotée d'un comité technique de suivi et de gestion des actions dont les membres sont tous du groupe.

Des équipes de travail sont mis en place par section. Il y a une spécialisation des membres qui va leur permettre de maîtriser leur domaine.

L'association organise une auto-évaluation des activités par trimestre, ce qui leur permet de se corriger si nécessaire.

3 – Plan économique

- Dans le domaine économique, les équipements de travail sont soumis à un amortissement.
- Il est prévu aussi la maintenance et l'entretien des infrastructures ;
- L'association a instauré un système d'épargne lui permettant d'avoir de réserve financière
- La sensibilisation dans la ville a atteint tellement les ménages qu'ils ont horreurs de cohabiter avec les ordures ménagères ; donc le ramassage des ordures ménagères doit toujours continuer car les abonnements vont toujours exister.
- Les légumes produits sur le site avec du compost est de haute qualité nutritionnelle que les consommateurs vont toujours rechercher.
- Les poulets élevés dans le centre seront vendus facilement pour répondre aux cérémonies traditionnelles, aux offrandes et autres dans les hôtels etc..

VIII – IMPACT ET PLACE DE L'ACTION DANS LE DEVELOPPEMENT GLOBAL DE LA COMMUNE URBAINE DE DOGBO

- Cette action a permis le renforcement de la capacité technique, de gestion et organisationnelle des membres de l'association.
- L'action a modifié positivement le comportement des populations de la commune urbaine vis-à-vis de la gestion des ordures ménagères
- Une prise de conscience des chefs de ménages du danger que constitue la pollution, la mauvaise gestion de l'environnement. Cette prise de conscience s'est manifestée par l'adhésion massive des ménages à l'opération de collecte des ordures.
- A défaut d'un plan d'urbanisme de la commune, les autorités locales ont pris très au sérieux l'initiative, ce qui témoigne d'une prise de conscience de leur part sur l'importance de l'initiative et justifie leur appui constant à l'association.

Domaine de la santé

Les impacts dans ce domaine sont énormes. A partir des témoignages et des personnes ressources interrogées, les maladies liées à la mauvaise gestion de l'environnement ont considérablement diminué.

Quelques témoignages

1 – Avec votre opération de ramassage des ordures ménagères, les mouches et maladies sont éloignées de nous ; nous avons la paix dans le ménage.

2 – Nos enfants ne sont plus écrasés par les motos et véhicules en voulant jeter les ordures de l'autre côté de la voie car depuis que vous avez démarré cette opération les ordures sont stockées dans des poubelles que votre équipe passe pour ramasser. Nous sommes soulagés.

3 – Le Médecin Chef du centre de santé de la ville de Dogbo.

Selon les renseignements fournis par ce Responsable de la santé, il y a une diminution très grande des maladies liées à l'hygiène et la mauvaise gestion de l'environnement depuis 1995 que l'opération de collecte des ordures ménagères a démarré dans la ville de Dogbo.

Taux de prévalence de certaines maladies

<i>Maladies</i>	<i>1995 %</i>	<i>1996 %</i>	<i>1997 %</i>	<i>1998 %</i>
- Dysenterie bacillaire	22,6	13,0	6,27	15,3
- Autres maladies gastriques diarrhéiques intestinales	61,8	68,4	17,83	29,33

Source : centre de santé de Dogbo

Cette diminution des maladies a pour conséquence directe la réduction des dépenses aux soins de santé.

v **Domaine de l'éducation**

La dimension éducation de l'action de ces jeunes de FRUDIB se traduit par la sensibilisation continue qu'ils organisent à l'intention des chefs de ménage et la population sur les méfaits, les dangers que constituent les ordures jetées dans les rues, les excréta laissés à l'air libre sur les tas d'ordures. Cette sensibilisation est appuyée par des figurines appropriées. Ces travaux qui n'est pas facile, éduque dans une certaine mesure les populations qui sont désormais averties des dangers que représente la mauvaise gestion de l'environnement.

v **Place de l'action dans le développement durable des quartiers de la ville de Dogbo**

- Sur le plan environnemental l'action garantit un cadre de vie sain à la population
- Au plan social et économique l'action garantit de l'emploi durable aux jeunes

- Les légumes et poulets produits par le groupe seront achetés par les populations et des femmes revendeuses de produits vivriers ; ceci fera augmenter leur bénéfice.
- La population de Dogbo et environs vont consommer des aliments riches en protéines animales et végétales de haute qualité.
- Dans le domaine de la santé, la réduction des maladies constitue un grand facteur de développement car le taux de mortalité des enfants doit chuter ; ainsi la localité sera pourvue de personnes valides capables de travailler pour assurer le développement du pays.

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN PAR TROIS GROUPES DE JEUNES

QUARTIERS "LES INDÉPENDANCES" MEDELLIN, COLOMBIE.

Chargée de l'étude : Clara Elena Gómez
(*enquête et rédaction*)

et

Marie Dominique de Suremain
(*direction, révision et traduction*)

Mai 1999

SOMMAIRE

Introduction

1. Contexte de Medellin

2. Les groupes de jeunes participants

- . Groupe : “Ensemble à la recherche de la paix”
- . Groupe “Union, lutte et conquête du lendemain”
- . Groupe “Pionniers de l’avenir”

3. Institutions ayant appuyé les jeunes

- . Le programme PRIMED
- . L’institut “Mi Rio”
- . Le secrétariat municipal au développement communautaire
- . L’institut populaire de formation (IPC)
- . La Fondation sociale

4. Déroulement des actions

4.1. Des jeunes sensibles à la problématique environnementale

4.2. Organisation des jeunes pour mener les actions

4.3. Description des activités

- . Campagnes de propreté
- . Education environnementale
- . Placement de corbeilles
- . Nettoyage des rigoles et cours d’eau
- . Décoration des espaces publics
- . Plantation d’arbres
- . Secours d’urgence lors de glissement de terrain
- . Campagne “un nouveau visage pour mon quartier”
 - Conception participative
 - Motivation et diffusion
 - Modalités de participation
 - Journées “Ville propre
 - Parcours et décision du jury
 - Remise des prix
 - Evaluation
- . Aménagement de parcs et espaces publics

5. Impact communautaire

5.1. Reconnaissance par la communauté et les institutions

5.2. Perspective sanitaire et environnementale

5.3. La gestion des conflits, la coordination et la durabilité

5.3. Bilan des relations avec les institutions

6. Réflexions finales et évaluation

INTRODUCTION

La présente étude de cas rend compte du travail de protection de l'environnement urbain que trois groupes de jeunes réalisent dans des quartiers pauvres périphériques de la ville de Medellin en Colombie: "Ensemble à la Recherche de la Paix", "Union, Lutte et Conquête du Lendemain" et "Pionniers de l'Avenir"

On décrira dans le premier chapitre quelques éléments du contexte dans lequel les jeunes travaillent, tant à échelle de la ville que du quartier, avant de s'attacher aux acteurs sociaux en jeu. Les groupes de jeunes eux-mêmes du point de vue de leur dynamique interne, dans le deuxième chapitre. Puis les institutions d'appui, publiques et sociales dans le chapitre trois.

Les actions seront présentées dans le chapitre quatre, tant du point de vue de leur exécution que de l'organisation des jeunes pour les mettre en oeuvre. Il ne s'agit pas d'un projet unique, mais d'une série d'activités continues dans lesquelles ces groupes se sont peu à peu spécialisés. Certaines de ces actions sont réalisées de façon autonome, d'autres sont induites par les formations reçues de la part d'institutions et d'ONG qui les appuient, d'autres encore se font à la demande des organisations communautaires du quartier qui les invitent individuellement ou collectivement. Enfin il existe aussi de temps en temps des contrats de la part d'entités municipales.

Dans le cinquième chapitre on en évaluera l'impact communautaire, les ambivalences et difficultés rencontrées. Enfin on terminera par quelques observations sur le type d'approche des acteurs impliqués.

1. CONTEXTE DE MEDELLIN

Medellin est la deuxième ville de Colombie, elle a plus de 2 millions d'habitants. Tristement connue à l'extérieur par son Cartel de la drogue, elle est symbole à l'intérieur de la Colombie d'industrie et de commerce dynamique en raison de l'esprit entrepreneur de ses habitants. Il s'agit d'une des villes les plus modernes du pays, une ville dont les services fonctionnent le mieux, grâce à des investissements continus en infrastructures de base, qui lui permettent d'atteindre une couverture importante jusque dans les quartiers périphériques. Sa modernité trouve son expression maximum dans le métro dont les deux lignes sont entrées en service depuis près de quatre ans.

La ville connaît depuis une dizaine d'années une crise complexe, qui ne provient pas seulement de la guerre des Cartels avec l'Etat, mais de l'impact de la crise économique et sociale: désindustrialisation accélérée par la crise du textile et des industries de base en raison de l'ouverture des frontières, ce qui entraîne un fort chômage; recul sensible des politiques sociales; augmentation continue du coût de la vie (avec des taux

d'inflation autour ou au-dessus de 20 à 25%, bien qu'il soit en réduction). Cette sensation généralisée de perte de prestige et de pouvoir économique, qui fondait l'orgueil régional et un certain sentiment de supériorité, se conjugue avec les séquelles des guerres entre les cartels ainsi qu'avec le contraste entre les grands projets d'infrastructures et les énormes carences en investissements sociaux. De fait les indices de violence placent toujours la ville au premier rang en Colombie et à un rang très élevé dans le monde. Ces frustrations permanentes entre l'imaginaire collectif et la réalité crue, entre la modernité et la pauvreté, marquent constamment la vie des jeunes, pris entre leur "galère" actuelle et d'intenses désirs de vivre pleinement, de "réinventer l'avenir" et lutter en quête de "lendemains qui chantent". Les noms que les groupes se sont donnés et leur intérêt pour les questions globales, comme l'avenir du monde et de la planète, illustrent cet espoir.

En termes démographiques, selon des estimations de 1997, Medellin a une population de 1.997.000 habitants, dont 38.3% sont "jeunes", soit 739.359 personnes entre 10 et 29 ans. Le taux de chômage des jeunes (22.3%), qui affecte principalement les jeunes de 12 à 19 ans et en particulier les filles, représente globalement le double du taux général, qui dans les sept dernières années s'est situé à Medellin autour de 11,6%. Fin 98 et début 99, la situation économique s'est encore dégradée, le taux de chômage faisant un bond à près de 20%.

Selon des chiffres récents, 45% des jeunes économiquement actifs dans l'Aire Métropolitaine de Medellin seraient au chômage.¹⁶

La violence, mesurée par le nombre d'homicides, a connu une augmentation constante durant les années 80 jusqu'au milieu des années 90. Depuis elle a un peu régressé d'environ 5000 par an à quelques 3500 l'année dernière, (43% des victimes ont de 15 à 24 ans), grâce à des efforts pour le désarmement des bandes et milices, l'instauration de pactes de non-agression entre elles, la création de centres de conciliation, des programmes éducatifs de vie en famille, en collectivité ou de participation sociale. Un certain nombre d'institutions ont ainsi commencé à faire participer explicitement les jeunes dans leurs programmes de développement communautaire.

Ces initiatives spécifiques s'inscrivent dans le contexte de différentes propositions

de la société civile, dont on peut citer par exemple des exercices de planification participative du développement à différentes échelles, les Tables de Travail de multiples secteurs sociaux¹⁷, créées comme mécanismes de concertation avec la municipalité, la création d'un programme municipal de Paix et Vie Commune, d'un Conseil Municipal de la Jeunesse, une multiplication des programmes d'éducation familiale et l'appui à un grand "mouvement pour la paix et la résolution pacifique des conflits armés".

Tout cela uni à une rénovation progressive du tissu social et communautaire, en partie grâce à l'émergence de nouveaux acteurs et mouvements sociaux, dont ceux des jeunes au côté des groupes chrétiens, artistiques, de femmes, de communautés noires, d'environnementalistes et de diverses formes de lutte pour la vie et la paix.

Les groupes de jeunes participant dans l'expérience décrite, ont leur rayon d'action dans les quartiers "les Indépendances", située dans la Zone Centre Ouest, Commune 13 de

¹⁶ FUNDACION SOCIAL, SECRETARIA DE BIENESTAR SOCIAL, CORPORACION PAISA JOVEN, GTZ. Caracterización de los jóvenes en Medellin. 1997.

¹⁷ Tables Pour la Vie, Emploi, Femmes, Education, Environnement, Jeunesse, etc.

Medellin¹⁸. Ces quartiers ont une vingtaine d'années et sont le résultat de processus de "squatterisation" ou "invasion", sur des terrains de la périphérie à très fortes pentes, car la vallée de Medellin est longitudinale, étroite et encaissée.

Après l'occupation des terrains, les habitants et habitantes (une majorité étaient des femmes avec leurs enfants) se sont organisés pour lutter de façon continue pour équiper le quartier: depuis l'installation de l'eau par des branchements "pirates" jusqu'à l'obtention des réseaux de base. L'origine illégale du quartier a aussi marqué une longue période de disputes pour la possession de la terre. Dès le départ, si les terrains n'étaient pas occupés et surveillés jour et nuit, ils pouvaient changer facilement de propriétaire. Ces conflits fonciers se retrouvent encore aujourd'hui entre voisins, autour de disputes pour la délimitation des propriétés, les droits de passage, les servitudes, etc.

En raison de la forme de la vallée de Medellín, ces quartiers bien que périphériques sont assez accessibles depuis le Centre de la ville. La partie basse est reliée par la deuxième ligne de Métro et des microbus. Par contre les parties hautes n'ont pas de voies d'accès véhiculaires, elles ne sont reliées que par des batteries d'escaliers et des voies piétonnes verticales. Il y a peu de voies transversales et les communications entre les différents secteurs sont limitées.

Les trois secteurs des Indépendances comptent actuellement une population d'environ 15.000 habitants. Après une certaine stabilisation on constate de nouveau une croissance rapide à la suite de l'arrivée de nouveaux réfugiés qui fuient la guerre qui sévit dans les campagnes, ainsi que des migrations internes à la ville, soit quand les conflits entre bandes et milices connaissent une recrudescence, soit par la pression démographique et le besoin de logements.

Ces quartiers ont été bénéficiaires dans les années 90 d'investissements lourds de la part de la Municipalité, à travers le programme Primed¹⁹, qui a permis une consolidation visible; la reprise des invasions dans les parties hautes et les migrations récentes accentuent le surpeuplement, qui à son tour rendra bientôt insuffisants les équipements construits et exercera de nouvelles pressions sur les espaces libérés, les dents creuses sur les pentes les plus fortes, les bords de cours d'eau et les sommets de collines.

Il y a à peine plus de cinq ans, dominaient encore les logements en matériaux précaires, mais ils ont presque disparu à la suite de l'intervention du Primed. Subsiste cependant les problèmes mentionnés de surpeuplement des logements, de bidonvilles en attente de relogement sur les berges des cours d'eau et sur des pentes non constructibles en raison du haut risque d'éboulements. Dans certains secteurs, l'eau provient encore de sources non traitées et en général existent de graves problèmes de manque de canalisation des eaux de pluie, d'absence ou insuffisance des égouts, de non ramassage des ordures et de glissements de terrains. Les fortes pentes laissent des espaces non constructibles, qui s'ils ne sont pas "envahis" (squattés), sont mis à profit pour planter des fleurs, arbustes fruitiers et potagers.

Ces quartiers souffrent d'un très fort taux de chômage, qui se convertit pour les habitants en recherche d'emplois informels (près de 60% de la population active), sous-emplois et emplois temporels, alors que Medellin était comme on l'a dit une des villes les plus industrielles de Colombie. Les types d'emplois les plus courants sont pour les hommes les métiers de la construction, le gardiennage et les ventes ambulantes; pour

¹⁸ Les Communes sont des arrondissements de Medellin. Plusieurs Communes forment une Zone.

¹⁹ Programme integral d'amélioration des quartiers défavorisés de Medellin.

les femmes, ceux d'employées de maison, la confection (directe ou en sous-traitance) et aussi la vente ambulante. Se présentent des cas de prostitution.

Les Indépendances ont été intégrées récemment au SISBEN²⁰, ce qui durant plusieurs années n'avait pas été possible à cause de l'opposition de groupes armés. Ce système offre une couverture sociale partielle, mais est loin de résoudre leurs problèmes en raison des déficiences de la santé publique. A l'intérieur même du quartier il n'y a pas de centre de santé.

La protection de la petite enfance se fait grâce à des crèches à domiciles, les "Foyers Communautaires" régis par l'Institut Colombien de Bien-être Familial²¹, où les enfants reçoivent une alimentation et sont gardés dans la journée. Pour les écoliers existent des "Restaurants Communautaires" de la municipalité. Les uns et les autres sont gérés par des mères de familles formées. Les écoles primaires offrent une couverture acceptable, mais les écoles secondaires sont notoirement insuffisantes, situation aggravée par la forte désertion scolaire des adolescents et des jeunes.

Les organisations communautaires sont nombreuses²², elles ont été stimulées depuis l'arrivée dans le secteur d'abord du Primed puis des ONGs.

Traditionnellement les Comités d'Action Communale du secteur avaient comme principale fonction de travailler pour l'amélioration physique des quartiers. Postérieurement au cours des années 80 puis 90 ont surgi de nouvelles organisations centrées sur la protection de l'enfance, la jeunesse, le sport, l'animation socio-culturelle, l'environnement, les femmes. On verra ci-après combien les jeunes se sont mobilisés autour des questions d'environnement en bonne partie sous l'influence du Primed. Il n'est pas inutile non plus de souligner que ces actions constituent des contrepropositions des jeunes face au modèle presque dominant d'embrigadement de la jeunesse dans des groupes armés de tous bords.

2. LES GROUPES DE JEUNES PARTICIPANTS

GROUPE: "ENSEMBLE À LA RECHERCHE DE LA PAIX"

Le groupe est fondé le 27 Octobre 1994, sur initiative d'une dirigeante communautaire du secteur "Indépendance 3", qui avait participé à de nombreuses expériences et

²⁰ Le SISBEN est un fichier de classification des personnes de bas revenus qui leur permet d'accéder à des services sociaux en particulier une couverture minimum de santé.

²¹ L'Institut Colombien de Bien-être Familial coordonne les services publics pour l'enfance et la famille. Il gère par exemple 80.000 Foyers et octroie aux nourrices, les Mères Communautaires, une "bourse" d'une demi salaire minimum, et une couverture sociale.

²² Elles sont constituées par les Comités d'Action Communale, les associations de Foyers Communautaires, les Restaurants Communautaires, des coopératives, une Association de Femmes, des groupes de Jeunes, et du Toisième Age, des associations sportives, des clubs d'enfants, etc...

s'occupait depuis cette époque d'un Restaurant Communautaire²³. Elle était préoccupée par l'inactivité des jeunes et le manque de loisirs des enfants après les repas. Elle poussa alors les jeunes, en particulier les filles, à faire quelque chose d'utile pour le quartier et pour les enfants.

“Nous nous sommes réunis parce que la coordinatrice était une personne très dynamique, c'est elle qui a eu l'idée et on a commencé avec les enfants du Restaurant Communautaire. Je lui ai dit: “ ah la la, quelle barbe de s'occuper de tous ces gamins...” Mais elle m'a encouragée et rapidement on était 30...” (dirigeante, 24 ans)

L'idée de la fondatrice était surtout de faire participer les jeunes à l'amélioration du quartier, mais les enfants réunis dont les âges oscillaient entre 10 et 14 ans, cherchaient surtout une occasion de loisirs. Ce décalage amena les jeunes à redéfinir leurs propres intérêts et ils abandonnèrent comme objectif principal les animations destinées aux enfants pour se consacrer à des actions d'amélioration de leur cadre de vie, dans leur secteur. Ils différencièrent donc leur propre groupe, constitué de jeunes de 16 à 24 ans, de celui des petits, qui se reconstitua sous le nom de “Graines du 3”.

“Avec les jeunes qui sont arrivés après, on voulait faire quelque chose de bien pour le quartier, quelque chose d'utile et les petits ne pensaient pas à ça. Maintenant on est des grands, garçons et filles. Nous sommes 19 au total, 9 filles et le reste des garçons”. (dirigeante, 24 ans)

Les activités définies par le groupe sont les suivantes:

animation et coordination de campagne de propreté du quartier, balayage des espaces publics, obtention de ressources pour faire marcher le groupe, participation à l'aménagement de logements de personnes démunies ou âgées, appui solidaire à personnes en difficultés économiques; animation socioculturelle pour personnes âgées et enfants. Coordination de la “pépinière Graines du 3” .

GROUPE “UNION, LUTTE ET CONQUÊTE DU LENDEMAIN”

Ce groupe est connu dans le quartier par son sigle quelque peu militaire de ULCPUM. Il est fondé en Août 1995 par deux jeunes issus du précédent, qui cherchaient un espace propre.

“J'ai commencé à me former dans “Ensemble à la recherche de la paix”. Je leur ai demandé une opportunité et ils me l'ont donnée. Après je suis partie et une amie à moi avait formé un autre groupe qui s'appelait FECIDETRA: “Foi, Science, Sport et Travail”. Quand elle n'a plus pu le coordonner, les copains du groupe ont demandé qui se sentait capable, et ils ont dit que j'étais capable de les guider, alors ils m'ont élu et après on a changé le nom pour “ULCPUM” “. (Dirigeant, 20 ans)

²³ Ils dépendent des services sociaux de la Municipalité qui fournit les aliments bruts pour la confection des repas par des femmes du quartier. Les bénéficiaires sont des écoliers, au nombre de 50 à 100 par jour.

L'initiative de ce groupe se situait plus dans une ligne de recherche de solution au chômage des jeunes, tout en conservant l'idée d'être au service de l'amélioration du quartier.

“Ce qui nous a décidé c'était le besoin d'occuper les jeunes et d'exploiter leurs talents dans le quartier et aussi pour organiser bien le quartier. Un objectif du groupe était de lutter pour un environnement sain et un quartier où les jeunes nous puissions vivre bien et avoir un travail”. (Dirigeante, 20 ans)

Actuellement, l'organisation est formée de 15 jeunes de 15 à 22 ans.

“On a commencé à 22 et quelques jours après que j'ai commencé à coordonner, on était 35. Il y a toujours eu plus de filles, on était environ 16 filles et le reste des garçons. Je pense que les femmes travaillent plus pour la société, les hommes investissent leur temps dans le sport et des choses comme ça... Nous on pense à peine à ça. Maintenant nous sommes à peu près 15, mais ça change beaucoup. (Dirigeant, 20 ans)

Les principales activités du groupe sont similaires au précédent:

l'éducation environnementale, les campagnes de propreté, le nettoyage des rivières, l'entretien et l'embellissement des espaces verts et publics; le développement personnel, l'appui à la recherche d'emploi, les loisirs des jeunes, les collectes d'argent pour aider des habitants en difficulté (soins de santé, enterrements), l'aide à la construction pour les familles dans le besoin.

GROUPE “ PIONNIERS DE L'AVENIR”

Issu également du premier groupe, celui-ci est fondé en Avril 1995. Il a en commun également une forte participation de filles et des centres d'intérêts similaires.

“Avant je faisais partie d'un autre groupe, “Ensemble à la recherche de la paix”, en fait l'idée du groupe était d'une copine, Paula, une fille qui a habité longtemps dans le quartier, c'est elle qui a commencé. C'était elle la coordinatrice et ensuite quand elle a laissé pour des problèmes à elle, j'ai dû reprendre cette responsabilité, parce que les amis ont voté et on m'a dit que j'étais le mieux à même pour continuer avec le groupe. (Dirigeant de Pionniers, 19 ans)

La création du groupe est liée également à la recherche d'alternatives d'emploi et de plus grande intégration des jeunes qui cherchent à se rendre utiles à la communauté.

“C'était surtout pour occuper les jeunes qui ne faisaient rien. Et après les avoir réunis il fallait les mettre à faire quelque chose, alors on a eu l'idée de former un groupe de jeunes qui travaille pour le quartier et pour la propreté”. (id)

La taille moyenne du groupe varie entre 12 et 20 membres, entre 13 et 21 ans. Les filles y sont en nombre majoritaire. Une fois constitué le groupe a réalisé des rencontres familiales, des campagnes de protection de l'environnement et de propreté et diverses activités de solidarité.

3. INSTITUTIONS AYANT APPUYÉ LES JEUNES.

A l'origine les trois groupes se sont formés spontanément (le premier sous l'égide d'une dirigeante, les deux autres par initiative propre des jeunes). Ce n'est que dans un deuxième temps qu'ils ont reçu des appuis d'ONG ou d'institutions municipales, mais ces dernières n'interviennent pas de façon permanente. Parmi elles on peut citer:

- ò Des institutions d'ordre municipal: le programme Primed, l'Institut Mi Río (Ma Rivière), le Secrétariat Municipal de Développement Communautaire (chargé de la vie associative);
- ò Des institutions non gouvernementales (les ONG): "l'Instituto Popular de Capacitación", l'IPC (Institut Populaire de Formation) et la Fondation Sociale.

LE PROGRAMME PRIMED

Le Programme Intégral d'Amélioration des Quartiers Sous-Normaux de la Municipalité de Medellín, Primed, fonctionne avec des fonds du gouvernement Allemand à travers la Banque K.F.W., et une contrepartie de la Nation et de la municipalité. Sa philosophie est résumée dans le paragraphe suivant extrait d'un document d'orientation.

“La croissance exagérée de la population de Medellín ces dernières années, en raison de la migration rurale continue, a mené à l'épuisement de terrains aptes à des logements sociaux, ce qui a obligé les habitants les plus pauvres à situer leurs logements sur les zones à haut risque géologique, en particulier des fortes pentes et des berges de rivières. A ces risques s'ajoutent des problèmes comme l'illégalité foncière, le manque de réseaux, l'insuffisance de l'organisation communautaire. Pour affronter ces problèmes a été conçu le Programme Primed qui a pour objectif principal l'amélioration de la qualité de la vie des quartiers défavorisés avec participation de la communauté”.

Le Primed inaugura une nouvelle approche de la municipalité envers les quartiers populaires, grâce à des bureaux décentralisés dans les quartiers d'intervention pour maintenir un contact permanent avec les besoins et réalités locales et contribuer à trouver des solutions innovantes et concertées, en particulier par la création de Comités par Objectifs sur les divers thèmes de travail:

- ò **Amélioration du logement:** contrôle de la réalisation des plans et travaux sur mesure partiellement subventionnés et suivis par des techniciens. Au cours des 5 premières étapes de travaux, furent améliorés 4000 logements spontanés.
- ò **Légalisation de la propriété:** le comité supervise la remise des titres de propriété par la municipalité, qui avait elle-même acquis l'ensemble des terrains squattés.
- ò **Aménagement du quartier:** ce comité suit la réalisation de voiries (piétonnes et véhiculaire), l'aménagement d'espaces publics, les réparations aux équipements sportifs, la construction de réseaux et services urbains divers.

Ø **Diminution des risques géologiques:** pour prévenir les constants glissements de terrains, sont construits des talus, des drainages d'eau de pluies, des égouts, le nettoyage des torrents, etc.

Autre particularité du Primed, a été mis au point une "Stratégie d'Education, Formation, Assistance technico-sociale et de Communication" pour réaliser un accompagnement social au travail d'amélioration du bâti. Elle a été mise en oeuvre par l'engagement d'ONG de la ville ayant une expérience dans les thèmes choisis de formation. Cette stratégie a contribué considérablement au renouvellement et à la qualification des dirigeants des organisations communautaires. Dans la zone où se déroulent les activités de ces groupes de jeunes, l'ONG sélectionnée fut l'IPC.

En relation avec ces groupes de jeunes, le Primed a mis en oeuvre trois lignes d'action:

- Ø Renforcement des organisation par la formation.
- Ø Accompagnement et facilitation de leurs initiatives comme les campagnes de nettoyage ou les concours de décoration et propreté
- Ø Dynamisation du travail de prévention environnementale, en particulier par l'intermédiaire du Comité de Diminution des Risques.

L'INSTITUT "MI RIO"

"Mi Río" (en français, "Ma Rivière", qui représente le Rio Medellín) est un institut municipal dont la mission est d'oeuvrer pour la dépollution et la récupération du Rio Medellín et de ses très nombreux affluents qui sillonnent les deux versants Est et Ouest de la vallée; Mi Río fait la promotion de la participation communautaire dans le domaine environnemental en particulier pour la protection des petits torrents qui traversent les quartiers et se déversent dans la rivière au centre de la vallée. Ses activités prennent la forme d'ateliers éducatifs, d'appuis à des activités socioculturelles et de campagnes massives qui utilisent les media pour construire un regard différent des habitants sur le Rio Medellín.

Un des éléments les plus innovants est l'engagement de jeunes qualifiés de "haut risque" pour les opérations de nettoyage des cours d'eau. Ces contrats ont pour but de contribuer à leur réinsertion sociale. Ils sont signés avec des organisations légalement constituées qui parrainent les jeunes. Ce sont des contrats à très court terme (2 ou 3 mois) pour des groupes de 15 à 30 jeunes. Les ressources employées proviennent en partie de la coopération internationale et du Réseau National de Solidarité²⁴. Le montant des contrats est de 1000 à 5000 US\$ (taux de change de 1998).

Dans le cas qui nous occupe, des jeunes ont été embauchés par des organisations communautaires du quartier, qui les ont sélectionnés parmi les membres des groupes actifs sur les thèmes environnementaux. En 1999 les groupes de jeunes sont en train d'essayer d'obtenir un contrat direct associatif.

²⁴ Organisme national chargé d'un plan d'urgence d'appui aux populations les plus pauvres, comme stratégie d'atténuation de l'impact des politiques d'ajustement structurel.

LE SECRETARIAT MUNICIPAL AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Il est chargé de la promotion de la vie associative, par la formation, l'accompagnement et l'appui à l'économie solidaire. Habituellement ses actions sont destinées surtout aux "Comités d'Action Communale" qui sont les formes de représentation les plus anciennes et traditionnelles des quartiers populaires, souvent relais de politiciens. Depuis quelques années cependant ont commencé des actions destinées à de nouveaux groupes de population, comme les jeunes ou les enfants. Ont été appuyés des "Pépinières d'Action Communale" pour ces derniers et des "Centres d'Intégration des Quartiers", lieux d'activités socio-culturelles et d'intégration des organisations existantes. Sa mission, selon ses propres documents, est la suivante:

"Répondre aux demandes des organisations communautaires rurales et urbaines par des services de formation, aide à des initiatives productives, appui à la participation et l'autogestion, assistance technique dans le domaine agricole, construction de petites infrastructures et appui administratif, dans le but de contribuer à améliorer la qualité de vie des habitants. Les projets sont à responsabilité partagée, grâce à des ressources rationnellement appliquées et selon des principes de faisabilité sociale, responsabilité et solidarité."

L'appui donné par ce Secrétariat, en plus de la tutelle des Comités d'Action Communale (et de leur processus électoral interne) et de cours de formation, est en général la fourniture de matériaux de construction pour des petits travaux réalisés par aide mutuelle, comme le goudronnage de rues, la construction de trottoirs, d'escaliers, de réseaux d'eau, etc.

Début 99, ce Secrétariat a réalisé une formation destinée aux jeunes pour qu'ils construisent dans chaque secteur un espace de jeux pour les enfants. Il se charge de diriger la conception des équipements, fournit les matériels et supervise la réalisation, en relation avec le Primed.

L'INSTITUT POPULAIRE DE FORMATION (I.P.C.)

L' I.P.C. est un centre d'éducation populaire fondé en 1982. Son objectif est le suivant: *"Promouvoir la participation des secteurs populaires à la création d'une démocratie réelle, en appuyant et renforçant l'expression politique des mouvements et organisations sociales et l'ouverture de davantage d'espaces de plus grande qualité pour l'exercice de la démocratie, ce qui implique appuyer la construction d'un leadership intellectuel et éthique pour le renouvellement des pratiques politiques et culturelles. Notre engagement est de lutter pour une solution politique et négociée des conflits, promouvoir une culture du respect aux droits de l'homme et à la constitution de courants de pensée critiques."*

L' IPC travaille dans la Zone Centre Occidental depuis 1994, dans le domaine éducatif et d'appui aux organisations, activités réalisées par des contrats avec le Primed et le Secrétariat au Développement Communautaire, comme on l'a signalé plus haut. Dans le cadre de ces contrats, l'IPC a organisé une "Ecole Communautaire pour la Participation, La Convivialité et le Développement". Dans son cadre les jeunes ont pu consolider leurs organisations et mettre en oeuvre certaines de leurs initiatives, comme un concours du quartier le plus joli, appelé "le nouveau visage de mon quartier" (voir détails plus bas).

Actuellement les propositions de l'IPC dans ce secteur visent la population en général, sous la forme d'un Centre de Services Communautaires qui incluerait des services de conciliation de

conflits de voisinage et familiaux, des appuis aux organisations et une assistance à l'amélioration des revenus.

LA FONDATION SOCIALE

La Fondation Sociale est une entité non gouvernementale d'ordre national, implantée dans la ville de Medellin. Elle intervient traditionnellement dans des projets intégraux de développement de quartiers et dans des processus éducatifs, d'appui à l'organisation et de développement socio-économique de groupes spécifiques, comme les recycleurs populaires ou les "Mères Communautaires".

Actuellement l'antenne de Medellin termine un grand projet dans la Zone Nord-Ouest de la ville et commence un processus dans la Zone Centre-Ouest. Ses lignes d'intervention y sont concertées à travers un processus de planification participative qui implique des organisations communautaires, le Primed et des ONG comme Enda et l'IPC.

Son appui aux groupes de jeunes s'est concrétisé par des invitations de leurs délégués à une Ecole de Formation de Cadres Communautaires, qui ont été suivies d'un accompagnement à chacun des groupes. Elle a réalisé des rencontres pour renforcer leurs capacités d'autogestion.

4. DÉROULEMENT DES ACTIONS

4.1 Des jeunes sensibles à la problématique environnementale

Les jeunes ont été sensibilisés aux thèmes de la protection de l'environnement urbain, en particulier parce que ce sont eux qui ont été le plus intéressés par les formations offertes sur le sujet par l'IPC et le Primed. Grâce à cette formation ils ont élaboré des propositions d'action sur leur environnement immédiat. En particulier pour agir contre les éboulements de terrains, l'obstruction des cours d'eau et la pollution créée par les ordures jetées dans les espaces publics.

"Là-haut dans mon secteur, les gens vivent dans des conditions, disons, infrahumaines. C'est vrai que la pauvreté empêche les gens d'avoir un niveau culturel élevé pour faire les choses bien, et c'est ça qui fait la différence avec les autres quartiers.. (Dirigeant de ULCPUM", 20 ans)

"Un des problèmes est que les gens utilisent mal les talus, ils construisent en taillant verticalement de façon très profonde les très fortes pentes, sans faire attention, sans conseils techniques, comme ça vient. Alors que les ingénieurs recommandent d'utiliser des armatures en béton armé, sans creuser le terrain, et de faire depuis le départ un drainage des eaux de pluie et des eaux usées. (Fonctionnaire du Primed)

L'accumulation des ordures est également un problème sanitaire que les jeunes ont détecté comme affectant fortement leur environnement. Le manque de voies d'accès pour des véhicules de ramassage fait que les gens se défont comme ils peuvent de leurs déchets ou des décombres de la construction, créant ainsi des obstructions dangereuses des cours d'eau, qui se transforment facilement torrents en période de pluies ou lors

d'un orage. Les déchets accumulés contribuent à en dévier leur cours et causent des inondations brutales qui peuvent emporter des logements entiers.

4.2 Organisation des jeunes pour mener les actions

Au début les actions étaient réalisées de façon spontanée de façon indépendante, elles furent ensuite institutionnalisées.

“Le travail a commencé en racontant aux gens ce qu’est la “diminution des risques puis un groupe s’est formé pour exécuter les actions de prévention. Les premiers à s’enthousiasmer ont été les jeunes de tous les quartiers. C’était la saison des pluies, alors ils ont commencé à travailler non pas pour la prévention mais pour l’aide d’urgence (lors de glissements de terrains et inondations). Ils ont beaucoup travaillé pour la saison 1995, ils ont collaboré pour faire les fiches des familles sinistrées, pour s’en occuper. Ensuite ils ont commencé la formation et la sensibilisation sur les thèmes environnementaux. (Fonctionnaire du Primed)

Non seulement les entités municipales reconnaissent le rôle des jeunes, mais aussi un certain nombre de dirigeants adultes du quartier:

“Pour la conformation du Comité de Diminution des Risques, on a appelé bien des dirigeants du quartier. On nous organisait des ateliers, on nous préparait pour ce qu’il fallait faire en cas de sinistre... Et là les jeunes ont toujours joué un rôle de premier plan”. (Dirigeante Communautaire)

Ce sont ces réponses spontanées aux propositions ouvertes à toute la communauté qui ont poussé ensuite les institutions à réunir ensuite spécifiquement les jeunes, à les encourager à se coordonner et à continuer en ce sens. Le travail a connu des temps forts et des moments d'apparente désarticulation. Parfois des propositions surgissent pour certains groupes, d'autres fois pour personnes, pas toujours les mêmes. Aujourd'hui (début 1999) sont mises sur le tapis de nouvelles propositions auxquelles tous les groupes sont invités à participer, même si leurs membres ont quelque peu changé.

4.3 Description des activités

Les trois groupes ont réalisé plusieurs types d'activités. Certaines de façon indépendante dans chaque secteur d'influence: campagnes de propreté, ateliers éducatifs, placement de corbeilles à papier, entretien de segments de cours d'eau, décoration d'espaces publics, plantations d'arbres, aide d'urgence, etc. D'autres grâce à une articulation des groupes pour toucher plusieurs quartiers. D'autres au moyen de contrats que les institutions ont passé avec les organisations. Nous détaillerons chacun d'entre elles.

Ò CAMPAGNES DE PROPRETÉ

Les groupes de jeunes arrivent à réunir régulièrement les habitants d'un secteur et forment des brigades volontaires de nettoyage. Grâce à eux, cette activité qui n'est pas assumée par les services municipaux a été reprise à son compte par le Comité de gestion du quartier .

“On fait les campagnes de propreté tous les mois, maintenant il y a une Commission de Propreté qui est du Comité d’Action Communale et qui ne fait que ça, et bien le groupe le fait avec eux. (Dirigeant “Ensemble”, 19 ans)

La Municipalité reconnaît d’une certaine façon ce travail, mais pas en le rémunérant, mais en le soutenant indirectement, comme activité d’animation du quartier: ainsi le Primed fournit durant un certain temps des sacs poubelles et des boissons et sandwiches pour ceux qui travaillaient. Mais au fur et à mesure que les campagnes prirent un rythme régulier, cet appui disparut, ce qui découragea quelque peu les habitants: *“quand on a faim personne ne travaille et les casse-croûtes ça aidait, ici les gens ont faim”*. (Dirigeant de “Ensemble” 19 ans)

Ò EDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Les jeunes reproduisent régulièrement les formations reçues grâce aux institutions. Ils cherchent à prolonger les actions de sensibilisation et le font de façon permanente à l’intérieur de leurs groupes et pour le quartier. Ils mettent l’accent sur la propreté, en répétant inlassablement aux habitants des consignes de bonne manipulation des déchets, lors des campagnes.

Ò PLACEMENT DE CORBEILLES

Les jeunes se sont préoccupés de garnir les espaces publics, les sentiers, escaliers, petites places et lieux ouverts de rencontres de corbeilles à papiers. Ils ont imaginé une façon de les financer, en faisant payer une amende aux contrevenants surpris en train de jeter leurs ordures de façon incorrecte.

“Nous avons donné l’exemple par notre travail et aussi en mettant des corbeilles dans des endroits spécifiques pour que les gens y mettent leurs papiers et en essayant de leur faire prendre conscience. Quand ce n’était pas suffisant, il a fallu prendre des mesures disciplinaires comme les amendes. (Dirigeant de “ULCPUM”, 20 ans)

Certains sont chargés de mettre l’amende et d’autres de la faire payer.

“Moi je mets l’amende. Après les autres la font payer. Ces fonds servent pour acheter des ustensiles de propreté, des balais, des masques. Les gens n’étaient pas très contents de payer, mais on leur fait comprendre que c’est pour obtenir plus d’ordre et ensuite ils comprennent”. (Dirigeant de “ULCPUM”, 20 años)

Ò NETTOYAGE DES RIGOLES ET COURS D’EAU

C’est un des travaux les plus durs et ingrats, mais il est en général volontaire. La conscience du danger des barrages formés par les déchets et des débordements qui s’ensuivent, est ce qui motive les jeunes.

“On descend dans les rigoles et les petits torrents, c’est dur, on trouve beaucoup d’ordures, des morceaux de bois, des matelas, de tout. (Dirigeant de “Ensemble”, 19 ans)

Ò DECORATION DES ESPACES PUBLICS

Les jeunes ne veulent pas seulement un quartier propre, ils le veulent plus joli et agréable: *“Dans le quartier il y a une tradition de peindre les façades des maisons et les rues à Noël. Nous on a aussi voulu faire des peintures murales, on a peint crèches, des Pères Noël, des messages. On le fait pour que la joie se voit, pour améliorer l’image du*

quartier, pour qu'on sente que c'est Décembre (...) Une autre année on a fait un concours de décorations de Noël, et aussi fabriqué une crèche. On est allé de maison en maison demandant des sous et ainsi on a ramassé de quoi faire les choses et ce n'était pas cher parce qu'on a fait tous les personnages nous même (Dirigeant de "Ensemble, 19 ans).

Ò **PLANTATIONS D'ARBRES**

Les jeunes se sont enthousiasmés pour les plantations d'arbres, qui retiennent la terre et contribuent à embellir le quartier. Cependant bien que la Pépinière Municipale ou le Jardin Botanique les fournissent aux groupes communautaires dans des conditions avantageuses, ils ne peuvent le faire que quand ils obtiennent une subvention.

"On a fait des campagne de plantation d'arbres avec d'autres organisations, mais pas très souvent...quand on a eu les moyens." (Dirigeant de "Pionniers", 20 ans)

Ò **SECOURS D'URGENCE LORS DE GLISSEMENTS DE TERRAIN.**

Pendant les saisons des pluies, les jeunes ont été disponibles pour porter secours aux familles sinistrées, enlever la terre des éboulements qui enfouissent des personnes ou des logement, faire des collectes d'alimentation et vêtements, chercher des planches pour construire des abris provisoires.

Ò **CAMPAGNE "UN NOUVEAU VISAGE POUR MON QUARTIER"**

Un des projets qui a le plus marqué les groupes jeunes a été cette campagne, durant l'année 96 et le début de 1997, sous la devise "Les jeunes au travail pour un quartier amélioré". Cette activité par sa qualité, sa durée et son amplitude leur donna une visibilité sociale importante. On en détaillera les étapes.

Ò **Conception participative**

Le Primed et l'IPC organisèrent une rencontre de jeunes suivie d'ateliers qui permirent de lui donner forme, pendant 3 mois de travail continu. Le soin apporté à cette étape, le fait que ce soit une idée des jeunes, le choix du nom et des activités par eux-même, furent des éléments décisifs.

Ò **Motivation et diffusion**

Les groupes de jeunes firent les inscriptions et le travail de motivation au porte-à- porte, grâce à des tracts et des informations par hauts-parleurs. Les tracts et supports publicitaires furent élaborés par eux mêmes, pour appeler leurs voisins à participer au concours du sentier et du secteur le plus propre et décoré. Ils argumentaient le fait que la solidarité entre voisins devaient se rendre visible par l'amélioration des façades, rues et sentiers. Les inscriptions se prirent pendant quelque semaines dans les restaurants communautaires et le bureau du Primed.

Ò **Modalités de participation:**

Trois modalités de participation furent définies. **La propreté d'un secteur**, en indiquant l'adresse et le comité de voisinage inscrit. **La façade la plus jolie**, décorée

avec des plantes, jardins, peintures, etc, sans qu'il s'agissent de faire des frais importants, mais de montrer de la bonne volonté et l'envie de participer. **L'entretien de deux voies publiques principales**, pour lesquelles comptaient la propreté et la décoration avec des motifs de Noël.

Ò Journées "ville propre":

Comme ils le faisaient régulièrement, les jeunes redoublèrent d'effort pour motiver les voisins à prendre le balai. Ils aidèrent aussi à peindre les façades et collectèrent des fonds par des loteries et ventes d'objets.

"Le plus dur a été un jour où nous avons travaillé de 10 heures du matin à 10 heures du soir, sans arrêt. On n'avait que le petit déjeuner dans l'estomac et dans la journée on demandait la pièce pour boire quelque chose et acheter un pain. On a tout laissé impeccable". (Dirigeant de "ULCPUM", 20 ans)

Ò Parcours et décisions du jury

Pour attribuer les prix, furent organisés une série de parcours pendant deux semaines avant Noël, en invitant les familles, secteurs et maisons inscrits. Le jury fut conformé par des habitants et des fonctionnaires municipaux. Les jeunes élaborèrent les critères: l'ordre, la propreté, la canalisation des eaux de pluie, les plantations d'arbres, les jardins, la créativité des décorations, le fait d'avoir travaillé collectivement en famille ou avec les voisins.

Ò Remise des prix

Elle eu lieu le 22 Décembre avec une grande fête sur le terrain de sport. Les jeunes firent leurs discours, plusieurs activités culturelles destinées aux enfants et aux adultes égayèrent la cérémonie. Les premiers prix collectifs consistèrent en un porc, des repas de Noël et des alcools. Ceux destinés aux familles consistèrent en des éléments d'équipement ménager (magnétophones, mixers, pendules...)

Ò Evaluation

Elle se fit en Janvier 1997. Les jeunes y soulignèrent leur engagement pour continuer à lutter pour la protection de l'environnement. Ils valorisèrent le fait d'avoir pu entrainer de nombreuses organisations autour d'un but commun, ce qui avait dynamisé l'ensemble du quartier et transformé un travail ingrat en grande fête. Ils mirent l'accent sur la forte motivation obtenue par la méthodologie de concours et la satisfaction suscitée par les prix. Ils remarquèrent aussi que les "perdants" avaient eu du mal à accepter leur "défaite". Le souvenir de cette action ludique et environnementale encore aujourd'hui est évoqué avec nostalgie, car le manque de ressources n'a pas permis de la réorganiser annuellement.

Ò AMÉNAGEMENT DE PARCS ET ESPACES PUBLICS

La version récente de tout ce travail est actuellement entre les mains de 17 jeunes délégués de groupes de divers secteurs, chargés de concevoir et réaliser des espaces de jeux d'enfants. Ce projet se réalise avec l'appui du Secretaria de Développement Communautaire et le Primed. Le premier donne la formation et le suivi des activités, le second se charge de convoquer les groupes et de faire l'animation sociale. Le projet

inclut aussi des peintures murales, l'aménagement de carrefours piétons comme lieux de rencontre spontanée des jeunes. Le but est de lutter contre le vandalisme et rendre les jeunes responsables de leur cadre de vie.

Lors des ateliers, les jeunes reçoivent des cours de sensibilisation environnementale, parcourent tous les recoins des secteurs où ils vivent, apprennent des bases de peinture, arts plastiques et dessinent les parcs. Ils iront acheter ensuite les matériaux et construiront les aménagements prévus. Ils seront par la suite responsables de l'entretien et de la conservation des espaces de jeux. Toutes ces activités sont bénévoles.

5. IMPACT COMMUNAUTAIRE

5.1 Reconnaissance par la communauté et les institutions

La grande participation des jeunes et même des enfants dans des programmes de propreté et prévention des problèmes de gestion de l'environnement, leur vaut une reconnaissance des adultes qui n'arrive pas cependant jusqu'à pousser ces derniers à participer directement:

“ Quand nous sortons, les enfants s'enthousiasment et viennent nous aider, les mamans leur disent: “vas-y mon petit, balaye...”, mais elles ne donnent pas l'exemple. Souvent on invite des personnes adultes et elles nous disent: “les groupes de jeunes sont faits pour ça.” (Dirigeant de “Essemble”, 9 ans)

Cependant dans certains cas des adultes des Comités d'Action Communale ont commencé à bouger.

“Dans le secteur Trois, les adultes et les jeunes ont commencé à travailler ensemble, sans discrimination”. (Fonctionnaire du Primed)

Le travail réalisé par les jeunes est essentiellement bénévole, mais il leur a ouvert ponctuellement des possibilités d'embauche par la municipalité. Cependant le manque de légalisation des groupes ne leur a pas permis d'obtenir des contrats en tant que groupe, mais des embauches individuelles à travers d'autres organisations communautaires, qui ont une personnalité juridique.

5.2 Perspective sanitaire et environnementale

Le succès des jeunes est ambivalent, car les adultes ont une vision un peu étroite de leur rôle, ils les voient surtout comme les agents d'entretien ou les balayeurs du quartier. Ils pensent que c'est à eux obligatoirement de nettoyer, par exemple après chaque fête ou manifestation culturelle. En mettant l'accent sur le nettoyage et l'aspect sanitaire, leur travail de protection environnementale qui pourtant va bien au-delà, parvient difficilement à acquiescer un statut social valorisé.

5.3. La gestion des conflits, la coordination et la durabilité:

Les jeunes sont immergés dans une réalité sociale très conflictuelle qui affecte leurs relations quotidiennes et les relations entre les groupes. La naissance de certains d'entre eux n'a pas

d'autre origine que des rivalités de secteurs ou entre leaders. Cependant les activités conjointes ont contribué à rétablir le dialogue.

“Il y a deux ans, on a eu une crise, un conflit avec un autre groupe. On était fatigués, on allait rendre notre tablier et un autre groupe est arrivé, il voulait prendre notre travail. Ce n'est pas qu'on veuille être les seuls, c'est très bien de monter d'autres groupes, mais eux ils voulaient tout pour eux, jamais ils ne proposaient des choses ensemble, ils nous réduisaient à rien. Ce groupe s'est formé avec des membres de chez nous. On a failli disparaître, mais après on a dialogué et on a essayé et on a pu résoudre le problème. (Dirigeant de “Ensemble”, 19 ans)

Il ne faut pas oublier que le contexte de Medellin, où se produisent des conflits très complexes entre multiples acteurs armés touche au premier chef les jeunes.

“A certains moments il y a des situations graves d'ordre public, alors les jeunes sortent des groupes, ils ont peur.” (Fonctionnaire du Primed).

Ce que confirme les jeunes eux-mêmes:

“Quelques fois les copains doivent partir pour un temps du quartier et ça désorganise les choses. (Dirigeant de “Ensemble”)

Contre cet état des choses, le travail a permis une mise en réseau et une coordination entre les groupes de jeunes avec les institutions publiques et les ONG qui interviennent dans le quartier.

“Avec les Pionniers et l' ULCPUM, en plus du balayage, on fait des activités d'animation pour les petits ensemble. On se distribue les tâches pour leur faire des jeux, pour les maquiller et on se coordonne bien”. (Dirigeant de “Esemble”)

Une tentative de création d'une coordination permanente appelée Alliance 13 (du nom de l'arrondissement) n'a pas abouti, les jeunes s'étant englués dans des rivalités et des conflits apparemment minimes.

“On n'est plus revenus, parce qu'il y a eu une dispute pour des billets de loterie, et ça a tout cassé. Ils ont commencé à vendre des billets, à demander de l'argent et après rien... Ils voulaient qu'on vende des billets très chers...” (Dirigeant de “Ensemble”)

Les groupes ont du mal à élaborer un plan d'action à long terme. Ce manque de perspective a suscité des désertions, car en l'absence de soutiens institutionnels, les groupes n'arrivent pas à répondre aux attentes de leurs membres. Du point de vue des institutions, cette instabilité naturelle des groupes de jeunes spontanés pourrait être dépassée, si les appuis étaient contants.

“Je sais que les jeunes fonctionnent par périodes, (...) mais j'insiste sur le fait qu'ils ont besoin d'appuis, de formation, il faut être avec eux pour les encourager... Sinon ils font leur réunion chaque semaine, ils font la fête et c'est tout. Ils n'ont pas de plan concret, des objectifs pour continuer à avancer dans un processus, alors ils se découragent et s'en vont.” (Fonctionnaire du Primed).

Cependant malgré tout les groupes continuent, ils ont lutté pour ne pas disparaître et ont repris de l'énergie après des moments de profil bas. Aujourd'hui, les trois groupes considèrent avoir acquis une certaine stabilité, même si leurs effectifs sont plus réduits. C'est le défi auquel ils sont confrontés, car leur informalité est un obstacle pour obtenir

des contrats avec la municipalité. S'ils ne s'organisent pas, les bénéfices des possibilités d'embauche risquent d'arriver pour d'autres.

5.3 BILAN DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

Bien que le travail de formation par le Primed n'ait pas été continu, le fait qu'il ait pu déboucher sur les embauches temporelles et des aides, même ponctuelles, est valorisé par les jeunes.

“Les relations avec le Primed ont été très bonnes, ils nous ont appuyés beaucoup, avec les ateliers et des matériaux pour faire les affiches, et de la peinture pour peindre les “policiers couchés”, c'est un travail qu'on a fait avec les Pionniers”. (Dirigeant de ULCPUM)

Ils valorisent aussi l'accompagnement social et pas seulement les aides matérielles:

“Quand le groupe a eu des rechutes, c'est eux qui nous ont parlé, ils ont encouragé le coordinateur pour qu'il reprenne le dessus, on peut dire que l'appui du Primed a été très bon et même excellent”. (Dirigeant de “Pionniers”)

Certains jeunes reconnaissent les apports des ONG de la même façon, en insistant sur la formation reçue, même s'ils les confondent un peu.

“La Fondation Sociale a été comme “un autre Primed”. Ils ont été là pour les formations, surtout le projet d’Ecole de Formation pour la Paix, la convivialité et la Démocratie”, un projet très élégant, c'était très important d'être là. Ça nous a fait mûrir, en tant que dirigeants et en tant que personnes” (Dirigeant de “Pionniers”)

D'autres cependant vont plus loin, ils souhaitent des projets et des soutiens à plus long terme et dans des domaines plus variés.

“...Avec l'IPC et la Fondation Sociale... on a travaillé sur les problèmes du quartier, le logement, les études... Mais on n'a concrétisé aucun projet avec eux, et les choses en sont restées là.” (Dirigeant de “Ensemble”)

6. REFLEXION FINALES ET EVALUATION

Si l'action des jeunes est reconnue comme ayant contribué à la diminution des débordements, à la propreté et à une plus grande efficacité des secours d'urgence, ils ont également contribué à la construction du tissu social et à la responsabilisation et sensibilisation des habitants envers leur environnement.

Eux-mêmes ont le sentiment d'avoir beaucoup appris, d'avoir mûri tant personnellement que collectivement et d'avoir élargi leurs horizons, leurs possibilités d'action, grâce au fait que leurs initiatives aient été prises au sérieux.

“Moi ça m'a beaucoup aidée, maintenant je suis plus responsable de moi-même et en tout. En plus j'ai dépassé beaucoup de problèmes, avant de chaque petite chose je me

faisais tout un monde. Maintenant avec le groupe, je m’amuse, on a un groupe de danse, on fait des plans entre nous, on a du bon temps. “ (Dirigeant de “Ensemble”).

Ils continuent à penser que leur vocation n’est pas seulement de faire des choses pour eux-mêmes mais aussi pour la collectivité. En cela les filles paraissent avoir marqué les groupes par leur façon de se penser toujours au service des autres:

“Nous on aime participer, apporter, c’est une grande qualité du groupe. On est disposés à faire ce qu’on nous demande, parce qu’on est intéressés à ce que le quartier et les gens s’améliorent, progressent. On est toujours bien disposés à chaque fois, on s’en fiche que les gens nous regardent ou non”. (Dirigeant de ULCPUM)

Le fait d’avoir vaincu l’incrédulité des adultes et même de faire mieux qu’eux est un motif de fierté. Ils espèrent obtenir en retour les fameux contrats de travail de Mi Río, qu’ils ont l’intention de répartir de façon équitable entre les groupes et les personnes au chômage qui en ont le plus besoin.

On peut se demander alors si la vertu des premières initiatives, de caractère spontané, bénévole, ludique, social, ne risque pas de terminer, en se transformant en contrats. Mais d’autre part, peut-on admettre que ces tâches dures et répétitives d’entretien ne soient pas reconnues et rémunérées par les responsables municipaux, sans courir le risque d’épuiser les groupes et de les décourager, tout en désengageant les autorités municipales. Les jeunes ont effectivement besoin d’un engagement permanent de la municipalité, tant pour les tâches éducatives que pour le travail d’entretien. Ils souhaitent se qualifier et travailler dans un domaine qui leur plaît et où ils pourraient par la suite trouver aussi un métier.

Faute de quoi, quand ils trouveront un emploi, s’ils y parviennent, leurs expériences communautaires resteront sans suite.

Cas particulier

L'Association des Jeunes

au VIETNAM

Cette étude de cas présente les actions du centre d'action sociale de l'Union de la Jeunesse communiste, de l'association des jeunes du Vietnam et du centre d'action sociale de l'association des jeunes du Vietnam, les trois étant situées à Hô Chi Minh Ville.

Nous avons souhaité traiter le cas du Vietnam à part il est particulier dans la mesure où le renforcement de la "société civile" (on parlerait plutôt au Vietnam des formes spontanées d'organisation populaire) préconisé par les ONG, ne peut être mis en oeuvre qu'en partenariat étroit avec les mouvements de masse et les autorités locales. Ce partenariat est absolument nécessaire pour, d'une part, renforcer les capacités des autorités locales à faciliter la participation et les initiatives des populations et, d'autre part, assurer une durabilité des activités de développement communautaire. Dans un pays de culture confucéenne comme le Vietnam, il semble nécessaire que les autorités locales soient présentes comme superviseur et catalyseur des initiatives communautaires.

L'association des Jeunes communistes, par exemple, a été créée en 1931, pendant les premières années de résistance à la présence française par le Parti Communiste et Hô Chi Minh, en vue d'accéder à l'indépendance. L'objectif fondateur était de motiver les jeunes à s'enrôler dans les forces militaires pour l'Indépendance. Désormais, l'association a pour objectif de former et renforcer des groupes de jeunes pour la construction et le développement de la ville (et du pays), de former une génération de jeunes responsables du bien de l'Etat.

Le système d'organisation au niveau de la ville de Hô Chi Minh Ville est à trois niveaux : le niveau sous-districts (la "base"), le niveau des districts (ou analogues), le niveau de la ville. Cela représente dans cette ville 306 sous-districts et 200.000 participants.

Au niveau national, l'Association (qui s'appelle en réalité "Mouvement de masse"), est une des organisations politiques du système politique de l'Etat, placée sous la direction du Parti. Les autres mouvements (telle que l'Union des jeunes) suivent une organisation similaire, très pyramidale et hiérarchisée, bien que le rattachement au Parti soit moins fort.

Au niveau local, les différents niveaux (sous-districts, districts, ville) travaillent en collaboration avec les services techniques municipaux.

L'ensemble de ces caractéristiques, propres au Vietnam, rendent difficile une analyse croisée avec les autres expériences relatées dans ce document. Il nous a semblé néanmoins intéressant de réaliser cette étude de cas dans

la mesure où, malgré le poids très fort de l'Etat (contrairement aux autres pays), les jeunes s'organisent - dans des cadres stricts - pour mettre en place des actions aussi bien dans les domaines de la santé, de l'éducation que de l'environnement.

CAS DES MOUVEMENTS DE MASSE DE JEUNESSE AU VIETNAM

Chargée de l'étude : Lam Ngoc Mai

ENDA VIETNAM

ENDA PROCAPE

**LA PARTICIPATION DES JEUNES AU
DEVELOPPEMENT DURABLE DES
QUARTIERS**

INTRODUCTION

1. SITUATION

Dans les années récentes, le processus de renouveau, le développement économique et la pénétration économique du Vietnam dans le monde ont des résultats remarquables. Ho Chi Minh Ville (HCMV) est une des plus grands villes du Vietnam, une ville la plus dynamique dans le domaine économique ayant un accroissement élevé, en moyenne 8% par an. Ce fait entraîne la rapide urbanisation, la densité de la population aussi, augmente elle même, en moyenne 3,5% par an. A la fin de l'année 1998, HCMV a un nombre de 5096487 habitants dans lesquels 3611701 vivent étroitement dans les quartiers intra-muros avec une densité de 25743 habitants par km². Ce sont les habitants résidentiels de la ville, sans compter les passants qu'on estime environ 1.000.000 chaque année et les immigrants environ 500.000.

Le développement économique aide les habitants à améliorer leurs conditions de vie, mais en même temps entraîne gravement la pollution de la ville, influençant la santé des habitants. Le problème de l'environnement se pose dans la ville.

Le processus d'industrialisation de la ville a créé au dessus de 3200 établissements de production, grands et petits dans lesquels 80% sont ceux qui causent gravement la pollution, la majorité sont les déchets industriels et empoisonnés comme les eaux rejetées, la fumée et la poussière, produits chimiques, tous sont rejetés dans l'environnement sans aucun contrôle des organes responsables.

Chaque jour, la ville rejette environ 500.000 m³ d'eaux domestiques sans traitement et qui sont déversées directement dans les arroyos, menant la pollution de l'eau de source et aussi celle souterraine qui devient de plus en plus grave. En outre, le manque du drainage provoque aussi les inondations dans les rues durant la saison de pluies.

Environ 2000.000 autos de toutes sortes traversent chaque jour dans la ville, plus d'un million d'autos aggravent le problème de la pollution à cause de leur poussière et fumée rendent l'atmosphère contaminée.

Le problème de l'environnement devient certainement pressant qui doit être traité sérieusement parce qu'il est un grand danger influençant sur les conditions de vie et la santé des habitants de la ville.

Actuellement, le gouvernement vietnamien malgré la promulgation de loi sur la protection de l'environnement n'a pas encore établi les politiques adaptées afin d'attirer et pousser les habitants de la ville à participer aux activités de l'environnement. Cependant, le développement durable de la ville sera possible s'il est lié à celui de l'environnement avec la participation locale.

Le manque de connaissances sur la protection de l'environnement comme les mauvaises habitudes et les actes inconscients des habitants de la ville est une des causes qui rendent l'environnement de plus en plus pollué. C'est pour cela que les activités d'éducation environnementales sont vraiment des solutions nécessaires pour renforcer les habitants à la protection de l'environnement, mobiliser le potentiel existant de la

communauté et faciliter les conditions pour que les habitants puissent comprendre à fond et participer activement à la protection de l'environnement.

Ho Chi Minh Ville est une jeune ville avec une population nombreuse dont le nombre des jeunes, enfants s'élève à 3.500.000 occupant un pourcentage de 70% des habitants de la ville. Dans l'année scolaire 1998-1999, la ville a en tout 946510 élèves qui fréquentent les écoles: maternelles-primaires et secondaires, et 219439 étudiants qui étudient dans les universités et dans les centres de travail. Le nombre qui travaille dans les ateliers de production, commerce de la ville atteint environ 1 million. Le reste, ce sont des jeunes intellectuels qui n'ont pas encore un travail fixé, des jeunes défavorisés, peu cultivés et sans travail, des enfants pauvres qui n'ont pas les moyens d'aller à l'école.

En dehors de cela, la ville a aussi des activités pour les enfants, élèves, étudiants mais si la méthode d'approche est appropriée pour chaque élément suivant leur âge, les activités et les mouvements de la protection de l'environnement seront très faciles pour l'organisation. Susciter les activités d'éducation environnementale pour les habitants de la ville sera une réussite parce la jeunesse est une force occupant la majorité de la population, et ce sont les jeunes qui sont plus conscients sur le problème de l'environnement et eux aussi sont les éléments qui créent l'impact sur la communauté. La jeunesse de la ville avec toutes ses énergies une fois consciente sur l'environnement deviendra une force active qui joue le rôle primordial dans les activités de l'environnement. Etablir un programme d'éducation environnementale vivant, multiforme, continu et durable pour les jeunes qui sont les noyaux, et d'après leurs activités, nous avons toutes les conditions pour sensibiliser les habitants afin qu'ils puissent changer leur mode de penser et d'agir et abandonnent les mauvaises habitudes qui nuisent l'environnement et qu'ils participent avec enthousiasme les activités de protection de l'environnement.

Pour comprendre de plus les activités de protection de l'environnement des jeunes de Ho Chi Minh Ville, enda Vietnam a démarré une enquête sur un certain nombre d'activités environnementales des jeunes de HCMV.

2. BUT DE L'ENQUETE

- Présenter la structure d'organisation des associations des jeunes de HCMV actuellement.
- Présenter un certain nombre d'activités de l'environnement des groupes des jeunes dans certaines zones de HCMV.

3. METHODOLOGIE POUR L'ENQUETE

Cette méthode consiste principalement la participation de tous les éléments comprenant les pas suivants.

1er pas: discuter avec les travailleurs sociaux de l'organisation enda Vietnam pour préciser les bénéficiaires, le secteur et le lieu pour l'enquête. Basant sur l'expérience

dans le domaine du développement communautaire des projets de HCMV, les travailleurs se sont mis d'accord sur:

- L'Union des jeunes communistes de HCMV
- Les activités de cette organisation qui seront choisies sont celles de la protection de l'environnement dans HCMV.
- Les lieux de réalisation seront les 5 secteurs du subdistrict 2, district Binh Thanh et district Binh Trung Dong, district 2 HCMV présenté par M. Le Trung Nha, vice président du Centre des Activités Sociales appartenant à l'Union des Jeunes Communistes de HCMV parce qu'ici les activités existent déjà ayant des résultats efficaces.

Dans chaque secteur, les travailleurs sociaux démarrent les 3 activités suivantes.

- Echanger les idées avec le Comité Populaire du subdistrict sur les problèmes relevant sur les secteurs qui seront étudiés, examinés principalement sur le domaine de l'environnement et les activités des jeunes.
- Discuter en groupes des participants sur ces activités dans leurs propres secteurs, le contenu de la discussion se concentre sur les remarques, évaluation, les expériences sur les activités de la protection de l'environnement déjà réalisées par les jeunes dans leurs secteurs.
- Interviewer individuellement par les fiches de renseignement sur les activités de l'environnement des jeunes, les interviewés sont: les femmes, les personnes âgées, enfants, sur les jeunes qui ne participent jamais à ces activités pour comprendre leurs attitudes, leur jugement à propos de l'environnement. Chaque secteur aura 40 fiches et les participants sont choisis par hasard par les travailleurs sociaux d'enda Vietnam dans leurs visites aux secteurs (une fiche par famille).

2^e pas: Démarrer l'enquête dans les lieux choisis. Dans chaque subdistrict, il y aura 4 travailleurs sociaux d'enda Vietnam qui réalisent les discussions des groupes, l'interviewé individuellement.

3^e pas: faire la synthèse des résultats de l'enquête et écrire le rapport.

INFORMATIONS SUR LA PARTICIPATIONS DES JEUNES DE LA JEUNESSE COMMUNISTE SUR L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

Dans la zone de Ho Chi Minh Ville (HCMV), toutes les activités relevant sur celles sociales et le protection de l'environnement des jeunes sont placées sous la direction et la réalisation d'une organisation spéciale responsable des activités des jeunes de la ville nommée l'Association des jeunes communistes de la ville HCMV.

1. Nom de l'Association des jeunes

- Association des jeunes communistes de HCMV
- L'adresse du Bureau est 01 rue Pham Ngoc Thach, district 1, HCMV.

2. Comment a-t-elle été formée?

Elle a été formée le 26/3/1931 en faveur des premières années de résistance.

3. Qui a commencé l'initiative? (gouvernement, jeunes, ONG?)

Le Partie Communiste et le Président Ho Chi Minh sont des fondateurs.

4. Motifs de la création (les idées et concepts menant à l'initiative)

L'Association a été formée à partir des années de résistance pour obtenir l'Indépendance du Vietnam. Les idées et concepts qui ont mené l'initiative, c'est que l'Association attire les jeunes volontaires à s'enroller aux forces militaires pour l'Indépendance du pays.

Maintenant, dans l'étape de la paix, l'Association continue ses activités pour construire au Vietnam indépendant, riche, juste et civilisé, pour une vie culturelle et le bonheur des jeunes .

5. Les objectifs de l'Association

Depuis le fondement, suivant chaque période et les besoins, l'Association a des activités différentes.

En octobre 1996, les délégués de l'Association des Jeunes Communistes de HCMV concrétise les objectifs dans la phase de 1999-2000 comme suivant:

1. Créer la relation entre l'Association avec les jeunes de la ville.
2. Former et renforcer un groupe de jeunes d'avant-garde pour la construction et le développement de la ville.
3. Former une génération de jeunes responsables du bien de l'Etat, ayant un savoir-faire une bonne santé, capables de travailler, un niveau culturel et un lien d'affection et l'amour de la patrie.
4. Créer une nouvelle force humaine ayant une bonne qualité.

6. Nombre des participants de l'Association

Actuellement, l'Association compte environ 200.000 participants.

7. Nombre d'âges en moyenne pour les participants

L'âge moyen pour le participant est de 15 à 28 ans, mais le participant de l'Association des jeunes communistes est de 25 ans.

8. Organisation de l'Association

8.1. Système d'organisation de l'Association a 3 niveaux

- Niveau de base comprenant les organisations comme les Association de base et les sections
- Niveau district ou analogues
- Niveau ville

L'Association de la ville a toutes ses activités qui s'élargissent du niveau ville, district et subdistricts, organes, branches et établissements scolaires. Actuellement, cette organisation possède 22 autres du niveau district dans les 22 districts. Dans 306 subdistricts et communes de la ville existent aussi des association du subdistrict avec des milliers d'associations dans les organes, unités, établissements avec un nombre d'environ de 200.000 participants.

10.1. Activités sur la protection de l'environnement "Vert et propre"

- Les associations de la ville de tous les niveaux ont organisé le mouvement continue des dimanches verts, le nettoyage des quartiers de la ville, la collecte des déchets dans les espaces publics et les communautés des habitants. Jusqu'ici, l'Association des Jeunes Communiste de la ville a organisé en tout 31 fois sur le mouvement du Dimanche Vert avec un nombre d'environ de 10.000 participants pour chaque fois, 6 fois le mouvement "Clean up the World".
- L'Association de la ville est entrain de démarrer les activités des Associations de tous les niveaux sur la réalisation des travaux propres et beaux.
- Les travaux propres et beaux seront les quartiers de la ville que les jeunes volontaires s'efforcent de rendre l'environnement vert et propre. Les travaux peuvent être: l'environnement d'un quartier d'habitants, d'un bâtiments, d'un pensionnat, d'une rue, d'une entreprise, d'un organe, d'un établissement scolaire.

Critères que l'Association des Jeunes évalue pour un environnement propre et beau sont:

1. Hygiène environnementale
2. Chaque famille doit avoir une poubelle avec un couvercle, les déchets usés sont mis dans les sacs de nylon.
3. Les murs ne sont affichés par des dessins insignifiants, des tableaux de réclame qui manquent de culture, d'esthétique contraires aux normes hygiéniques.
4. L'environnement doit être propre, aucun déchet jeté sur la rivière, l'arroyo, dans la rue ou dans l'espace public et sans eaux de pluie accumulées.
5. Organisation des activités de sensibilisation sur l'éducation environnementale afin que 90% des membres, jeunes et les habitants puissent saisir à fonds les notions fondamentales sur l'environnement vert et propre et sur les travaux propres et beaux.

Un certain nombre de travaux propres et beaux typiques.

- En 1995, l'Union des Jeunes de la ville en collaboration avec le Département des Sciences Technologie et Environnement, Bureau de l'enseignement et formation, le Service Agricole et le développement rural de la ville a mené un mouvement "Ecole Verte" avec des contenus tels que les activités de plantations des arbres verts dans le cour de l'école, le maintien de l'hygiène dans les classes, la protection de l'environnement aux alentours. Ce mouvement a été maintenu jusqu'à maintenant avec 500 établissements scolaires sont admis comme modèles "Ecole Verte".
- Le Centre d'Activités Sociales des jeunes a sensibilisé les jeunes à la réalisation des activités sur la collecte des déchets dans le bâtiment 727 rue Tran Hung Dao, district 5. C'est bâtiment à 5 étages construit depuis longtemps avec 1200 familles environ 5000 habitants. Le bâtiment n'a pas la possibilité d'avoir des collecteurs des déchets, et les habitants ont l'habitude de jeter les déchets à travers les fenêtres sur les toits des appartements, des tenasses ou dans les quartiers publics aux alentours. Ce problème entraîne l'accumulation des déchets depuis plusieurs années et la quantité atteint plus 40 tonnes avec une épaisseur de plusieurs mètres, causant la grave pollution environnementale. Les jeunes sensibilisés par l'Association ont accepté le travail de la collecte de ces 30 tonnes de déchets et le nettoyage du bâtiments. Après, le Centre a lancé aussi les activités de sensibilisation pour les habitants dans le bâtiments. Après, le Centre a lancé aussi les activités de sensibilisation pour les habitants dans le bâtiment afin qu'ils ne jettent plus les déchets à travers les fenêtres, participent au paiement pour les collecteurs de déchets privés et l'établissement d'un groupe ou tenant 2 collecteurs de déchets dans le bâtiment. Actuellement, le problème des déchets dans le bâtiment 727 a été résolu.
- A HCMV, il y a beaucoup de quartier d'habitants pauvres qui vivent le long de la rivière, arroyos ayant aussi l'habitude de jeter les déchets sur ces endroits si bien que les rivières de la ville deviennent celles des déchets. Ces arroyos sont embouteillés à cause de l'accumulation des déchets. De 1998, répondant au programme des activités du Département des Sciences Technologie et Environnement, l'Association a sensibilisé les jeunes à participer au mouvement "Ramasser les déchets dans la rivière", en même temps sensibilisé les habitants à ne plus jeter les déchets dans la rivière et à les habituer à jeter les déchets dans la poubelle et au paiement de la collecte des déchets.
- Les jeunes dans le district 8 sont les premières à réaliser. Ils acceptent les grand travaux tel que: le ramassage des déchets jetés dans les rivières, arroyos situés dans cette zone en même temps sensibilisation les habitants à ne plus y jeter pour s'habituer au paiement dû à la collecte des déchets.
- Dans le district 5 de la ville de HCMV, dans les 15 subdistrict, les Associations de jeunes ont établi un groupe de jeunes participants à la protection de l'environnement appelé groupe KBM (K: kiem tra (contrôle), B: bao ve (protection), M: moi trung (environnement)).
- Dans le projet pilote "tri des déchets à la source" réalisé par Enda dans le subdistrict 12, district 5, 20 participants de l'Association des Jeunes du groupe KBM a

sensibilisé environ 1000 familles dans le subdistrict a réaliser les activités du tri des déchets à la source.

10.2. Construire le groupe, l'équipe des jeunes de la protection de l'environnement.

Actuellement, l'Association des Jeunes de la ville a des programmes d'élaborer les équipes groupes des jeunes de la protection de l'environnement dans les quartiers d'habitants.

Le groupe ou l'équipe des jeunes de la protection de l'environnement est une collection des participants et jeunes habitants dans le même quartier, même bâtiment, même pensionat volontaires et dynamiques dans la participation de l'environnement dans ces endroits.

L'Association des Jeunes de la ville a suggéré un programme d'activités communes pour les groupes, équipes des jeunes de l'environnement comme:

1. Sensibilisation, éducation environnement pour la communauté. Exposer les dangers et les dégâts causés par la pollution dans les localités qui ne s'intéressent pas sur l'environnement.
2. Présentation de la police, normes et règlement sur la loi de l'environnement tel que les lois de l'environnement, normes à observer" ne pas jeter les déchets dans les espaces publics publiés par le Comité Populaire de HCMV.
3. Sensibilisation pour les jeunes et la communauté sur les activités de la protection de l'environnement comme le Dimanche Vert, Clean up the World, construire une nouvelle de vie civilisée dans la ville, les étapes du nettoyage organisées par la localité, sensibiliser la communauté à participer à ces activités.

Cependant, les activités de la protection environnementale de l'Union des Jeunes de la ville et les organisations relevant (Association-Groupe-Equipes) s'arrêtent seulement à celles de la sensibilisation. Il manque un programme d'éducation environnementale pour les jeunes de la communauté, il manque aussi le suivi et le guide continu des activités et les résultats obtenus sont très limités. La majorité des jeunes de la ville n'ont pas l'habitude de garder l'environnement sain.

L'Association a-t-elle un appui des organes, ou autres organisations? (autorités locales, ONG...)

L'Association des jeunes communiste de la ville est une des organisations politiques du système politique de l'Etat, placée sous la direction du Parti Communiste de la ville.

En dehors de cela, l'Association a aussi un appui des organes spécialistes ou organisation relevant sur le domaine des jeunes, enfants ou étudiants ou des programmes d'activités organisées par elle-même. Quand les organes ou ces organisations ont besoin de la participation nombreux des jeunes de la ville, il y a des contrats conjoints entre eux et l'Association.

Dans le domaine de l'environnement, l'Association a signé le contrat conjoint entre les 2 département. Département des Sciences: Technologie et Environnement et celui de l'Administration des travaux publics et communication.

Dans les années précédentes, l'Association a obtenu un appui de quelques ONG. Appui sur quelle forme?

L'Association des jeunes de tous les niveaux a reçu un support financier pour les activités sous 2 formes.

Les cadres de l'Association du niveau de la ville, district, subdistrict, commune ont reçu un salaire ou un paiement d'indemnité comme celui des fonctionnaires des Associations politiques prélevé du budget de l'état. Les cadres de l'Association responsables des organisations de base comme les universités, organes, entreprises commerciales ont reçu aussi eux-mêmes un salaire ou indemnité.

Les dépenses pour les activités de sensibilisations des jeunes est fourni une petite partie par le budget de la ville. L'Association a reçu aussi un budget provenant des branches d'activités spécialisée. Les dépenses pour le mouvement de l'environnement, le Dimanche Vert, Clean up the world, ramassage des déchets dans les rivières proviennent du département des Sciences: Technologie et Environnement. Un certain nombre d'activités sur l'environnement organisé par l'Association et les jeunes volontaires sont supportés financièrement par eux-mêmes en travail comme en matériel. Ils cherchent aussi eux-mêmes les activités qui créent un fonds comme le ramassage des déchets dans un bâtiments commun.

QUELQUES ETUDES DE CAS SUR LES ACTIVITES DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE DES JEUNES DANS DIFFERENTES COMMUNAUTES

I. Informations générales de la zone choisie pour l'étude de cas.

Pour préciser plus clairement les activités des jeunes dans le domaine de l'environnement, nous avons choisi les 2 zones qui sont actuellement le quartier 2 du district Binh Thanh et le quartier Binh Trung Dong du district II, Ho Chi Minh Ville (HCMV) comme base pour réaliser des études de cas.

Le quartier 2 du district Binh Thanh est un quartier intra-muros de HCMV urbanisé depuis longtemps. Il fait face à des problèmes de pollution comme tous les quartiers urbains. Le quartier Binh Trung Dong appartenant au district II est par contre situé dans le faubourg qui sera urbanisé dans les prochaines années: une partie des habitants a encore un caractère rural mais des problèmes d'environnement surgissent aussi, comme dans les quartiers nouvellement urbanisés.

Naturellement, nous avons choisi ces 2 zones pour étudier la mentalité, l'attitude des communautés vis à vis de ces problèmes, pour chercher aussi les points similaires ou contrastes, afin de mieux concevoir et mettre en oeuvre des activités de renforcement des connaissances environnementales pour les communautés des quartiers de HCMV (spécialement les groupes des jeunes qui sont considérés comme noyaux durs tels l'Union des Jeunes Communistes de HCMV avec leurs mouvements qui s'ouvrent pour les activités durables et se répandent de plus en plus parmi les jeunes).

1.1. Quartier 2, district Binh Thanh

Situation générale du quartier 2, district Binh Thanh.

Situation géographique, économique et sociale

- Le superficie totale est environ 33.000 m². Ce quartier est entouré au Nord par le district 1, au Sud par le quartier 14, district Binh Thanh, à l'Est par le quartier 1, district Binh Thanh, à l'Ouest par le quartier 15, district Binh Thanh.
- La population totale s'élève environ à 16.000 habitants.
- La majorité des habitants sont des pauvres travailleurs qui s'adonnent simplement au petit commerce, services occasionnels. Les activités principales sont le commerce tandis que celles de production ne comptent presque rien. La vie des habitants est pénible, difficile avec un niveau social très bas.
- Le nombre de familles qui habitent sur le canal est élevé, environ 500. Le rejet généralisé des déchets sur le canal est devenu un problème réellement difficile à résoudre. A côté des quartiers pauvres, existent aussi des canaux d'irrigation à ciel ouvert et l'accumulations des déchets entraîne leur engagement.

1.2. Activités des jeunes

1.2.1. Organisation

- En général à HCMV, les activités des jeunes du quartier s'appuient principalement sur l'Union des Jeunes Communiste de HCMV prenant le nom "Union des Jeunes du quartier".
- Comme structure d'organisation, l'Union des Jeunes du quartier est sous la direction de celle de la ville, mais gérée directement par le Comité Populaire du quartier selon le commandement du Parti Communiste du quartier. Naturellement, les activités des jeunes du quartier suivent les mêmes règlements que celles de la ville.
- Se basant sur les activités organisées par le Comité Populaire et l'Union des Jeunes du quartier, le parti Communiste a promulgué une décision pour une meilleure coordination des activités, principalement sur les activités de pointe comme les programmes du district et de la ville.
- Les dépenses pour les activités de l'Union des Jeunes du quartier sont réglées par le budget du gouvernement, les règlements fixés par la ville. Malheureusement, le budget de ces activités est très limité, c'est pourquoi le Comité Populaire du quartier a toujours subventionné des opérations spéciales telles que "Mois réservé pour l'hygiène environnementale", "les dimanches verts".

1.2.2. Observation des autorités locales du quartier 2, district Binh Thanh sur les activités des jeunes.

- En général, les jeunes du quartier sont très dynamiques, ils se montrent très actifs dans leur travail, ils proposent des plans d'activités concrètes, et profitent de l'appui de l'Union de la Jeunesse Communiste du quartier pour renforcer et pour rendre efficace leurs activités.
- Concrètement, l'Union des Jeunes de ce district est renommée pour le travail fait pendant 6 années consécutives grâce à leurs activités régulières et celui des sections de base. Les membres de l'Union du quartier sont très unis et actifs dans la participation des activités.
- Cependant, les membres de l'ancien comité exécutif de l'Union de la Jeunesse Communiste ont besoin d'être formés davantage. Ainsi les autorités locales du quartier se concentrent principalement sur la formation de ceux-ci.
- Parmi les activités environnementales, on peut compter en particulier le "Mois réservé pour l'hygiène environnementale, les dimanches verts, travaux beaux et propres..."
- Cependant, ces activités sont ordinairement proposées par les autorités locales du niveau ville et district, bien qu'elles soient réalisées aussi à grande échelle et très répandues. Des résultats sont rapidement atteints mais ça durent pas, sauf les travaux de propreté dans la cité de la Banque (grâce aux sommes investis par la ville).
- Les activités sont encore limitées et on constate que la participation active est concentrée principalement sur les associations comme le Centre Médical du quartier, la Croix Rouge, l'Union des Femmes du quartier. La majorité des habitants est d'accord pour le projet mais leur participation est encore limitée et les activités ne sont pas maintenues régulièrement.

II. Observations des habitants sur le problème de l'environnement

Une des activités initiales pour la stratégie de communication environnementale est l'analyse du quartier, de la population cible servant de base pour établir le plan d'activité, les moyens, et déterminer les réalisateurs du projet. Pour entreprendre cette activité on échange les idées avec les habitants du quartier afin d'identifier les problèmes de pollution environnementale. Certainement, chaque communauté a ses propres idées et parfois très différentes des autres. Mais si les groupes cibles se sont concertés, des résultats satisfaisants peuvent être obtenus.

Le tableau de l'enquête ci-dessous relate les résultats des interviews individuelles des jeunes et des interviews collectifs des groupes de jeunes dans les 2 zones :

- quartier 2, district Binh Thanh
- quartier Binh Trung Dong, district II.

Les résultats présentés dans le tableau 1:

Tableau 1: observation sur le problème de la pollution environnementale dans le quartier

Ordre	Problème de l'environnement	Observ ^o des habitants	Observations des jeunes sur les activités .	Résultats
-------	-----------------------------	-----------------------------------	---	-----------

Sous quartier 1, quartier 2, district Binh Thanh

1	Déchets jetés en désordre	40	100%	
2	Latrines sur le canal	16	40%	
3	Egouts, routes dégradées	16	40%	x

Sous quartier 2, quartier 2, district Binh Thanh

1	Déchets	40	100%	
2	Egouts, rues dégradées	19	47,5%	x
3	Latrines sur le canal	13	32,5%	

Hameau Dong, quartier Binh Trung Dong, district II

1	Rues dégradées	25	62,5%	x
2	Déchets	10	25%	

Hameau Tan Lap, quartier Binh Trung Dong, district II

1	Rues, égouts	18	45%	x
2	Déchets	7	17,5%	

D'après l'enquête, on voit que les habitants dans ces quartiers s'intéressent beaucoup au problème des infrastructures de bases, surtout celui des ruelles et du système d'égouts qui par conséquent entraîne la pollution dans d'autres quartiers. Si les égouts ne sont pas améliorés, ils provoquent l'accumulation des eaux rejetées dans les rues; les charrettes collectant les déchets ne peuvent pas pénétrer; les habitants n'ont pas envie de maintenir l'hygiène et sont prêts à jeter les déchets dans la rue, dans les arroyos ou dans les égouts en regardant les rues boueuses et malpropres.

Plus intéressant encore, c'est le contact et les échanges d'idées avec les jeunes. Ils sont d'accord que la meilleure méthode est d'améliorer le réseau routier dans ces quartiers.

Si les activités de la protection environnementale sont liés étroitement aux besoins prioritaires des habitants, elles porteront des résultats efficaces.

Cependant, c'est sur le jugement de ces activités, qu'on voit que les activités encadrées par des campagnes qui se propagent largement dans toute la ville, n'ont pas eu un effet dans les communautés parce que leurs besoins prioritaires sont très différents de ceux des jeunes. Par exemple, le mouvement "des Dimanches Verts", dans lequel les jeunes ont mis tous leurs efforts et leurs moyens, tandis que les habitants des communauté n'y participent qu'à contre coeur.

Naturellement, cette activité est adéquate dans les quartiers où les infrastructures (comme le réseau routier, les égouts, l'habitat) sont déjà stabilisées.

III. Résultats effices des activités de la protection environnementale

III.1. Participation des habitants

Un des résultats marquants dans les activités de la protection environnementale est la participation des habitants dans la communauté. Comme on a en exposé la raison ci-dessus, les activités de la protection environnementale sont facilement acceptées quand elles répondent aux besoins prioritaire de la communauté. Cette participation se réalise sous plusieurs formes: travail, contribution financière, moyens de réalisation, mobilisation....

Tableau 2: Participation des jeunes dans les activités environnementales

Ordre	Forme de participation	Enfants	Jeunes	Femmes	Personnes âgées	Total (40)	%
Sous quartier 1, quartier 2, district Binh Thanh							
1	Travail en commun	2	7	2	8	19	47,5%
2	Contribution financière	0	5	5	5	15	37,5%
3	Sensibilisation	0	2	1	7	10	25%
4	Contribution d'idées	0	2	1	3	6	15%
5	Organisation	0	0	0	1	1	2,5%
6	Passivité	0	2	5	1	8	20%
Sous quartier 2, quartier 2, district Binh Thanh							
1	Travail en commun	1	4	3	2	10	25%
2	Contribution financière	0	3	1	6	10	25%
3	Sensibilisation	0	2	3	6	11	27,5%
4	Contribution d'idées	0	1	1	4	6	15%
5	Organisation	0	0	0	1	1	2,5%
6	Passivité	1	5	6	5	17	42,5%
Hameau Tan Lap, quartier Binh Trung Dong, district II							
1	Travail en commun	6	7	2	0	15	37,5%
2	Contribution financière	0	0	3	4	7	17,5%
3	Sensibilisation	0	0	2	9	11	27,5%
Hameau Dong, quartier Binh Trung Dong, district II							
1	Travail en commun	7	13	2	4	26	65%
2	Contribution financière	0	0	3	4	7	17,5%
3	Passivité	0	0	1	1	2	5%

Les résultats ci-dessus montrent que la participation de la communauté est encore limitée dans les activités de l'environnement dans le sous quartier (au dessous de 50%). Le manque d'intérêt et les attitudes passives se concentrent principalement sur les femmes et les personnes âgées. La raison est évidente parce que les femmes vietnamiennes ont encore, en général, un esprit de "féodalité" et se préoccupent seulement des affaires familiales. Les activités sociales (spécialement celles concernant l'environnement) sont encore nouvelles pour elles, en particulier dans les communautés pauvres. Quand les conditions économiques sont encore faibles, le renforcement des connaissances pour ces sujets dans le domaine environnemental est stratégie de communication pour la protection environnementale.

Nous pouvons observer les résultats des motifs de la passivité dans les activités comme suit:

Tableau 3: Causes de passivité

Ordre	Motif	Enfants	Jeunes	Femmes	Personnes âgées	Total	%
Sous quartier 1, quartier 2, district Binh Thanh							
1	Occupation pour les études travail	2	6	3	1	12	30%
2	Inactivité	0	5	3	0	8	20%
3	Pas de réponses	1	5	5	12	23	57,5%
Sous quartier 2, quartier 2, district Binh Thanh							
1	Occupation pour les études, travail	0	2	2	2	6	15%
2	Inactivité	1	6	5	5	17	42,5%
3	Pas de réponses	1	5	1	8	15	37,5%
Hameau Tan Lap, quartier Binh Trung Dong, district II							
1	Occupation pour les études, travail	6	7	2	0	15	37,5%
2	Inactivité	2	0	5	4	11	27,5%
Hameau Dong, quartier Binh Trung Dong, district II							
1	Incompréhension	2	3	3	4	12	30%
2	Occupation pour les études et travail	10	2	4	2	18	45%
3	Pas de réponses	1	2	5	10	17	42,5%

III.2. Aspect permanent des activités

Un autre motif pour l'évaluation des activités est l'aspect permanent des activités. Ces activités, une fois réalisées, ne peuvent pas changer la mentalité et les attitudes des habitants. Elles doivent être répétées à maintes reprises pour pouvoir maintenir les connaissances, afin que les habitants deviennent des membres actifs. A ce moment, leurs attitudes changent et deviennent positives: ainsi ce sont les habitants eux-mêmes qui invitent les autres à participer ensemble à ces activités.

A Ho Chi Minh Ville, ces activités sont assez limitées parce qu'elles portent le caractère des grandes campagnes réalisées à l'occasion des grandes fêtes et qui ne se maintiennent pas régulièrement dans les communautés: ce sont des activités générales de la ville. Pour des raisons mentionnées ci-dessus, ces activités ne correspondent pas aux besoins prioritaires de la communauté elle-même, tandis que les éléments actifs qui sont les jeunes doivent réaliser des programmes définis avec un budget très limité. En dehors de ce problème les jeunes sont aussi très occupés par d'autres activités.

Nous pouvons voir les résultats dans l'enquête suivante:

Tableau 3: *les activités environnementales des sous-quartiers, cellules réalisées jusqu'à l'heure actuelle.*

Ordre	Nom d'activités	Temps d'apparition	Nombre de fois
		*	

Sous quartier 1, quartier 2, district Binh Thanh: (*): nombre des opinions					
1	Nettoyage général	13	incompréhension	1	1
2	Ramassage des déchets dans l'arroyo	5	1	1	1
3	Activités de sensibilisation pour la propagande: "ne pas jeter les déchets sur l'arroyo"	4	incompréhension	1	1
3	"Dimanches Verts"	8	incompréhension	3	1
4	Amélioration des ruelles	1	2 années	1	seulement 1
5	Réalisation des panneaux	4	un long temps	4	seulement 1
6	Mise en place des égouts	12	2 années	1	1 année
4	Utilisation des antiseptiques	5	2 années	1	2 mois
7	Elimination des latrines sur l'arroyo	1	2 années	1	seulement 1
8	Sans activités	8			

Sous quartier 2, quartier 2, district Binh Thanh

1	Nettoyage général	16	incompréhension	1	occasionnel
2	Amélioration des rues	7	incompréhension	1	1 année
1	Utilisation des antiseptiques destruction des souris	5	"	1	Saison des pluies
3	Dimanches Verts	2	2 années	1	6 mois
5	Mise en place des égouts	1	incompréhension	1	4
6	Sans activités	11			
2	Draguer les égouts	8	2 années	2	saison des pluies

Hameau Tan Lap, quartier Binh Trung Dong, district 2

1	Campagne des étés verts	4	Vacances d'été	4	0
2	Nettoyage général	11	Grandes fêtes	3	incompréhension
1	Balayage des rues	2	"	2	0
2	Mise en place des égouts	4	1 fois	2	0

Hameau Dong, quartier Binh Trung Dong, district 2: (*): nombre d'opinions

1	Campagne des étés verts	6	été		0
1	Draguer les égouts	1	1 fois	1	0
2	Amélioration des rues	1	1 fois	1	0
3	Nettoyage général	15	grandes fêtes	15	0

III.3. Observation des habitants sur les résultats des activités des jeunes

Les remarques des habitants sur l'environnement du quartier constituent un autre moyen pour identifier l'efficacité des activités environnementales, car l'objectif des activités est l'amélioration de l'environnement dans la communauté.

On peut voir les résultats ci-dessous.

Tableau 5: Observation des habitants sur l'efficacité des activités environnementales des jeunes du quartier.

Ordre	Résultats	Enfants	Jeunes	Femmes	Personnes âgées	Total	%
Sous quartier 1, quartier 2, district Binh Thanh							
1	Quartiers plus propres et beaux	1	2	1	6	10	25%
2	Les habitants sont plus conscients	0	0	0	5	5	5%
Sous quartier 2, quartier 2, district Binh Thanh							
1	Quartiers plus propres et beaux	2	4	0	0	6	15%
2	Les habitants sont plus conscients	0	3	0	0	3	7,5%
Hameau Tan Lap, quartier Binh Trung Dong, district 2							
1	Quartiers plus propres et beaux	1	4	1	1	7	17,5%
Hameau Dong, quartier Binh Trung Dong, district 2							
1	Quartiers plus propre et beaux	3	7	5	5	20	50%

Selon l'évaluation des habitants, les activités des jeunes ne sont pas encore efficaces, parce que moins de 50% des habitants pensent que les quartiers sont plus propres et plus beaux qu'au paravant. Cette évaluation provient en partie du fait qu'ils ne sont pas impliqués dans les activités environnementales ils sont davantage portés à la critique, ce qui est fréquent quand on juge les travaux des autres.

Les résultats relatif au changement de mentalité des habitants sont limités (au dessous de 20%) L'éducation environnementale pour la communauté est insuffisante, tandis que dans le domaine de la protection environnementale, le renforcement des connaissances fondamentales, de la prise de conscience est très important.

Tableau 6: Motifs de l'inefficacité des activités environnementales.

Ordre	Motifs	Enfants	Jeunes	Femmes	Personnes âgées	Total
Sous quartier 1, quartier 2, district Binh Thanh						
1	Passivité des jeunes	0	1	1	0	2
2	Campagne à court terme seulement	0	4	1	3	8
3	Prise de conscience insuffisante des habitants	0	2	1	0	3
4	Manque de contrôle, punitions	0	0	0	1	1
5	Total	0	7	3	4	14 35%
Sous quartier 2, quartier 2, district Binh Thanh						

1	Passivité des jeunes	0	1	2	1	4	
2	Campagne à court terme seulement	0	4	0	3	7	
3	Prise de conscience des habitants est insuffisante	0	3	1	2	6	
4	Manque de contrôle, punitions	0	2	1	2	5	
5	Total	0	10	4	8	22	55%
Hameau Tan Lap, quartier Binh Trung Dong, district 2							
1	Campagnes à court terme seulement	5	1	3	3	12	
2	Prise de conscience des habitants insuffisante	0	2	0	0	2	
3	Pas de problèmes sur l'environnement	0	0	1	0	1	
4	Total	5	3	4	0	15	37,5 %
Hameau Dong, quartier Binh Trung Dong, district 2							
2	Campagnes à court terme seulement,	2	3	4	3	12	
3	Prise de conscience insuffisante des habitants	0	0	3	3	6	
5	Total	2	3	7	6	18	45 %

Ce tableau montre clairement les réactions des habitants et pourquoi, selon eux, les activités des jeunes n'ont pas de résultats efficaces. D'après eux, si les activités portent seulement le caractère de campagne sporadique, les habitants pensent que les résultats obtenus le sont grâce aux jeunes. Mais, ils n'ont pas envie de les réaliser ensemble et refusent de participer aux activités pour des raisons différentes. Ou bien ils participent à contrecœur et cela est un problème difficile à gérer dans les activités.

CONCLUSIONS SUR LES ACTIVITES ENVIRONNEMENTALES DES JEUNES DANS LA ZONE DE HCMV.

I. Opinions sur les points forts et les points faibles.

- Le rassemblement des jeunes appartenant à tous les éléments sociaux réalisé par l'Union de la Jeunesse Communiste et l'Association des Jeunes du Vietnam avec une structure d'organisation synchrone de la ville jusqu'aux quartiers est vraiment un point fort. La capacité de ces organisations de masse pour mobiliser un grand nombre de jeunes les aide beaucoup à la réalisation des activités environnementales à une grande échelle et ayant une influence sur la politique du gouvernement sur la question de l'environnement.
- Par contre, cette structure d'organisation trop vaste a aussi ses points faibles: les campagnes sur la protection de l'environnement rencontrent souvent des difficultés car les activités concrètes ne sont pas déterminées par les habitants eux-mêmes et ne répondent pas à leurs besoins prioritaires et aux caractéristique de chaque communauté. Ainsi les résultats restent encore limités (analyse en détails dans la paragraphe précédente).
- A côté de ce problème, les jeunes qui constituent les acteurs actifs doivent être aussi responsables de l'administration locale. A cause de cela, qui leur prend du temps, ils ne peuvent concentrer tous leurs efforts dans les activités environnementales.
- Une autre limite, c'est le manque de budget pour les activités environnementales. C'est pourquoi celles - ci bénéficient surtout du support financier des projets, qui est fréquemment très limité. La gestion des finances doit respecter les règlements officiels et les organisations de masse des quartiers n'ont pas le droit de les utiliser directement, ce qui freine la réalisation des activités.
- Au point de vue spécialité, les activités environnementales de HCMV sont relativement nouvelles. Ainsi le savoir faire, la méthode d'approche, les connaissances environnementales, l'organisation et la réalisation des plans d'activités des jeunes, sont encore relativement faibles. La formation est considérée très importante pour l'avenir, en particulier pour les cadres responsables de l'éducation environnementale et pour le renforcement de la prise de conscience des habitants.
- Les résultats initiaux sont assez satisfaisants parce qu'ils ont un impact sur la prise de conscience des habitants sur la protection de l'environnement. Ils constituent les premières bases pour la réalisation des activités environnementales dans l'avenir.

II. Certaines expériences

Pour le support financier des activités environnementales subventionnées par les organisations, nous exposons un certain nombre d'expériences d'après la réalisation de certains projets pilotes sur le domaine de l'environnement.

- Le projet doit être lié et réalisé par les organisations compétentes, des organisations, associations au niveau de la ville, district telles que: Département des Sciences Technologie et Environnement de HCMV, l'Union des Femmes de HCMV, l'Association des Jeunes de HCMV, Centre d'Action Sociale... En plus, les activités dans l'avenir doivent être étendues, elles ne doivent pas être limités à une petite échelle.

- Au début, il est nécessaire que les activités environnementales se concentrent sur les besoins prioritaires de la communauté pour pouvoir atteindre des résultats efficaces (l'accord de la communauté, sa participation, le maintien régulier des activités).
- Les échanges d'expériences et les formations sont importants, et doivent être réalisées pendant le déroulement du projet, surtout dans la phase initiale, avant le démarrage des activités pour établir un plan d'activités de sensibilisation réaliste et adapté à la population.

*Groupe des collaborateurs enda Vietnam
8/1999*

LE PROBLEME DE L'ENVIRONNEMENT - SOUS QUARTIER TAN LAP

Problème	Causes désastreuses	Solutions proposées	Activités réalisées par l'Union des Jeunes	Notes
1. Déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Eau, atmosphère polluées - Influençant sur la santé des habitants 	<ul style="list-style-type: none"> - collecter et jeter les déchets dans les lieux fixés - conscientiser les habitants 	<ul style="list-style-type: none"> - En union avec le Comité du quartier, faire le nettoyage du quartier, sous secteur. - Maintenir la propreté des poubelles 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Union des Jeunes du quartier mobilisera les jeunes à prendre conscience et responsabilité dans le traitement du tri des déchets.
2. Rues boueuses	<ul style="list-style-type: none"> - Caused les accidents d'auto - Le spectacle urbain devient moins esthétique - Eaux inondées - Les autos ne peuvent plus circuler. 	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer aux autorités locales les travaux de réparation avec la participation des habitants - Les travaux d'amélioration demandent un plan d'activités réalisées avec une relation étroite avec les autres organes et branches relevant, afin d'éviter le continuel creusement - Les normes, les amendes pour les voitures surchargées 	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux travaux: <ul style="list-style-type: none"> ⇒ améliorer les rues ⇒ Nettoyer les 2 côtés de la rue chaque année 	
3. Egouts	<ul style="list-style-type: none"> - causent l'odeur nauséabonde - causent le dédommage des rues - rendent le déplacement difficile. 	<ul style="list-style-type: none"> - Installer le système des égouts - réaliser le drainage des 2 côtés de la rue 	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux travaux du drainage en collaboration avec le Département des Travaux d'amélioration des voies de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Les autorités locales sont responsables de ces travaux mais sous le contrôle des habitants.

4. Fumée poussière bruit	Influencer sur la santé des habitants, provoquer les maladies respiratoires	- Améliorer le système routier - Limiter les heures de circulation de la ville pour les camions - Contrôler les camions qui transportent les marchandises et les déchets sans faire éparpiller le long des rues.		
5. Déchets causés par l'élevage	- Caused l'odeur désagréable, nuisance à la santé, la pollution de l'eau souterraine	- Traitement des déchets suivant les normes et règlement	- Activités de sensibilisation pour les familles qui s'adonnent à l'élevage à réaliser le traitement des déchets. - Conscientiser les habitants sur le désastre causé par ces activités.	- En union avec le Comité du quartier.
6. Eau souterraine	- Polluer l'eau courante (la majorité des familles utilisent l'eau des puits - Influencer la santé des habitants et les animaux domestiques.	- Eviter le traitement désordonné - Ne pas jeter les déchets sur les rivières - Aménager les latrines publiques	- Sensibiliser les habitants à ne pas jeter les déchets pêle-mêle - Ne pas construire les latrines sur les arroyos.	
7. Logement dégradé	- Humidité, désordre entraînent le va et vient des mouches et des moustiques, les maladies des enfants et adultes. - Influencent sur la beauté de la ville	- Construire les bâtiments collectifs - Construire les maisons collectives - Améliorer le logement	- Aider à améliorer le logement	- Activités volontaires, pas encore un plan concret.
8. Arbres	La plantation des arbres	- Mobiliser le mouvement de la	- Sensibiliser les membres de	- Demander à l'Union des

verts	verts diminue, la température devient plus chaude, la diminution de l'oxygène dans l'air, influencent sur la santé des habitants	plantation des arbres verts. - Renforcer la prise de conscience à protéger les arbres verts.	l'Union à planter les arbres dans leur propre jardin	Jeunes du quartier, district les arbres verts pour planter. - Se faire inscrire pour la construction des travaux propres et beaux.
9. Hygiène publique	- Le spectacle de la ville perd son esthétique. - Influence sur l'environnement	- Renforcer la prise de conscience des habitants - Sensibiliser les habitants sur la nuisance causée par la non hygiène publique - Eduquer les habitants sur la nouvelle mode de vie.		

LES PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT (Sous secteur DONG)

Problèmes	Causes désastreuses	Solutions proposées	Activités réalisées par l'Union des Jeunes	Notes
1. Déchets	- Influencer sur l'environnement, nuisance à la santé	Conscientiser les habitants	- Participer au mouvement "Dimanche Vert" - Activités de sensibilisation et d'encouragement pour les habitants à maintenir l'hygiène environnementale	
2. Système routier dégradé	- Rendre difficile la circulation, causer les accidents d'auto - Influencer sur la santé - Provoquer le dédommage matériel	- Améliorer les rues - Défendre le transport des camions surchargés - Raccourcir le temps des travaux d'amélioration - Nécessité des balayeurs des rues qui travaillent pour l'hygiène environnementale	- Participer aux travaux d'amélioration des rues. - nettoyer les 2 côtés de la rue.	
3. Arroyos pollués	- Influencer sur l'alimentation de l'eau - Nuire l'environnement des animaux aquatiques	- Conscientiser les habitants dans la protection de l'eau.	- Améliorer les égouts. - Ramasser les déchets dans les rivières - Sensibiliser les habitants à ne pas élever les poissons avec les excréments.	
4. Poussière, fumée, bruit	- Influencer directement sur la santé des habitants	- Défendre les autos, voitures à soulever la fumée et la poussière - Planter les arbres verts le long des rues et l'entourage des maisons - Sensibiliser les habitants à protéger l'environnement	- Participer au mouvement "planter les arbres verts" - Organiser les activités de sensibilisation.	

CHOISIR LES ACTIVITES QUI SONT PLUS EFFICACES

Réalisation: discussions des groupes, conclusions finales

Sous quartier TAN LAP	Sous quartier DONG
Amélioration des rues (groupe 1)	Amélioration des rues
Traitement des déchets (groupe 2)	

DESCRIPTION DES ACTIVITES DE L'UNION DES JEUNES du sous quartier TAN LAP

Description des contenus	Groupe 1: Amélioration des rues	Groupes 2: traitement des déchets
Motifs pour la réalisation	Influencer sur le va et vient des habitants	- Environnement pollué influençant sur la vie et la santé des habitants
Objectif	- Faciliter le déplacement - Améliorer le spectacle de la ville	- Protéger et améliorer l'environnement - A travers cette activité, renforcer la prise de conscience des habitants sur l'hygiène environnementale
Suggestion	Comité du sous quartier, des cellules	Opinions des habitants → pour les leaders des cellules → pour le Comité du quartier → L'Union des Jeunes
Durée	Au commencement de la saison des pluies 2 fois par an. De 1 à 7 jours de travaux	- A partir de juin 1998. Activités hebdomadaires ou mensuelles
Plan d'activités	- Organisation faite par le Conseil du peuple - Contribution financière et main d'oeuvre des habitants.	- L'Union des Jeunes du quartier a établi le plan d'activités pour le parti communiste du niveau district, le Comité Populaire du quartier. - L'Union des Jeunes du quartier choisit le temps, le lieu et sera responsable pour la répartition du travail. - Mobiliser les habitants à travers le haut parleur.
Qui participe? Qui réalise les activités?	- Chaque famille, 1 participant - Les membres de l'Union des Jeunes, les jeunes du sous quartiers, cellules - Les cadres locaux guident et gèrent les activités - Femmes participent par le service des boissons	- Le Comité du quartier sera responsable de la sensibilisation des habitants - Chaque famille sera responsable de la propreté de leur maison. L'Union des Jeunes → espaces publics

Description des contenus: groupe 1: amélioration des rues, groupe: traitement des déchets

Qui supporte? Comment?	- Aide financière de la part du Comité Populaire du quartier	- Le quartier sera responsable du support financier pour les boissons et les charrettes qui collectent les déchets. - Les habitants prêtent les outils pour démarrer les activités.
Collaborer avec qui?	- Paroisse et les leaders de la localité	- Le Front de la Patrie, Union des Femmes - En collaboration avec les leaders des cellules et la police du quartier
Résultats obtenus	- Les rues deviennent plus propres et faciles à traverser. - Mais provisoirement (1 à 2 saisons des pluies)	- Avantages participation active des habitants. Activités de sensibilisation pour la prise de conscience sur l'hygiène environnementale. - Embellir le quartier
Difficultés	- Manque du budget - Manque de synchronisme, équipement rudimentaires, travaux médiocres	- Les habitants ne participent pas au complet. - Outils et moyens de réalisation sont insuffisants - Incapacité de l'Union des Jeunes pour accomplir tel travail. - Les habitants ne sont pas encore habitués à jeter les déchets dans les lieux fixés.

DESCRIPTION DES ACTIVITES DE L'UNION DES JEUNES DU sous quartier DONG

Contenus	Activités d'amélioration du système routier
Motif	Rues dégradées
Objectifs	Faciliter le déplacement des habitants
Proposeur	les habitants proposent leurs besoins aux leaders des cellules
Temps pour la réalisation	2 dimanches verts (11-12/7/1999)
Plan d'activités	- Utiliser le haut parleur pour sensibiliser les habitants à participer aux activités - Etablir un budget
Qui participe ? qu'est qu'on fait?	- Tous les membres de l'Union des Jeunes - Les habitants du quartier (draguer les rigoles d'irrigation, maintenir la propreté des 2 côtés de la rue).
Qui supporte les activités? Et comment?	- Le Comité Populaire finance (boissons et moyens de transport) - Les gens fournissent les outils et équipements

Collaborer avec qui?	- Association des personnes âgées, leaders des cellules, femmes du quartier - Les volontaires "ETE VERT", les étudiants des Universités.
Résultats obtenus	- Participation active des habitants parce que les activités répondent à leurs nécessité, et c'est eux-mêmes qui proposent.
Difficultés	- L'extension des activités est impossible à cause du manque budgétaire - Dans les activités, les membres de l'Union des Jeunes ne sont pas tout d'accord. - Conditions climatiques (pluies et tempête continues)

4. IDENTIFICATION

Réalisation: discussion des groupes, utiliser le graphique Venn et numéroter l'ordre.

Participation et collaboration des associations

Participants	SOUS QUARTIER TAN LAP		SOUS QUARTIER DONG
	Amélioration des rues	Traitement des déchets	Amélioration des rues
Union des Jeunes	- Tous les membres de l'Union participent activement 1 - 2 fois par an - Comportement : pleins d'enthousiasme, joyeux. - Résultats: les rues sont propres et belles provisoirement	- Tous les membres de l'Union participent activement: force principale - 1-2 fois par mois - participation très active conscients de leur responsabilité	- 90% participent - 1-2 fois par an comportement : joyeux, dynamiques - Résultats obtenus immédiatement dans la saison des pluies.
Collaboration	- Paroisse - Comité du quartier (participant directement, avec enthousiasme à cause de leur responsabilité. - Autorités locales (assistance indirecte)	- Comité du quartier exposer les idées des habitants, sensibiliser les habitants à la participation, signer un accord avec l'Union des Jeunes sur les travaux. - Police du quartier (mobilisation pour réaliser, gérer et protéger les travaux) - Le Front de la Patrie sera responsable pour le guide	- Association des personnes âgées 30%. - Leaders des cellules (à cause de leur responsabilité, ils sont obligés à les réaliser). - La direction du quartier: Front de la Patrie.
Habitants	- Volontaires (70%) - Obligés (30%)	Participants 70% Comportement: actifs et dynamiques	- Femmes du quartier 30% - Habitants 70% Comportement: volontaires et actifs

La participation de l'Union des Jeunes, des associations et des autres participants a été évaluée suivant l'ordre ci-dessous.

SOUS QUARTIER TAN LAP		SOUS QUARTIER DONG
Amélioration	Traitement des déchets	Amélioration des rues
1. Habitants	1. Habitants y compris les femmes	1. Habitants
2. Paroisse	2. Femmes du quartier	2. Association des vieillards
3. Comités des sous quartiers/quartiers	3. Comités des quartiers	3. Femmes du quartier
4. Autorités locales du quartier	4. Police du quartier	4. Leaders des cellules
	5. Front de la patrie	5. Front de la Patrie

EVALUATION SUR LA DURABILITE DES ACTIVITES

Réalisation: discussion des groupes, opinions individuelles

Résultats

- Les besoins de la communauté sont appréciés mais provisoirement
- Il y a la participation des habitants spécialement dans les activités d'amélioration des travaux routiers, naturellement il y a aussi celle qui est obligatoire par exemple dans le nettoyage et le collecte des déchets, il y a l'intervention de la police du quartier.
- Durée des activités: 3 aspects
- + Immédiat basé sur les besoins pressants des habitants: amélioration des rues durant la saison des pluies.
- + Mouvement suivant la demande du haut, leaders du quartier, par exemple : préparer les grandes fêtes.
- + Suivant l'inspiration, mouvement, temps libre de l'Union des Jeunes, par exemple les activités "campagnes de l'été vert"
- + Budget pour les activités: venant du quartier mais très limité (boissons, charrettes) du côté des habitants, seulement les outils, équipements ou journées de travail.
- + Extension des activités: très difficile principalement par manque du budget, les activités ne peuvent pas subsister, 1 certain nombre de participants pensent que les activités puissent se développer dans la localité s'il y a la participation active des habitants.

LE PROBLEME DE L'ENVIRONNEMENT - SOUS QUARTIER TAN LAP

Problème	Causes désastreuses	Solutions proposées	Activités réalisées par l'Union des Jeunes	Notes
1. Déchets	- Eau, atmosphère polluées - Influençant sur la santé des habitants	- collecter et jeter les déchets dans les lieux fixés - conscientiser les habitants	- En union avec le Comité du quartier, faire le nettoyage du quartier, sous secteur. - Maintenir la propreté des poubelles	- L'Union des Jeunes du quartier mobilisera les jeunes à prendre conscience et responsabilité dans le traitement du tri des déchets.
2. Rues boueuses	- Caused les accidents d'auto - Le spectacle urbain devient moins esthétique - Eaux inondées - Les autos ne peuvent plus circuler.	- Proposer aux autorités locales les travaux de réparation avec la participation des habitants - Les travaux d'amélioration demandent un plan d'activités réalisées avec une relation étroite avec les autres organes et branches relevant, afin d'éviter le continuel creusement - Les normes, les amendes pour les voitures surchargées	- Participer aux travaux: ⇒ améliorer les rues ⇒ Nettoyer les 2 côtés de la rue chaque année	
3. Egouts	- causent l'odeur nauséabonde - causent le dédommage des rues - rendent le déplacement difficile.	- Installer le système des égouts - réaliser le drainage des 2 côtés de la rue	- Participer aux travaux du drainage en collaboration avec le Département des Travaux d'amélioration des voies de communication	Les autorités locales sont responsables de ces travaux mais sous le contrôle des habitants.
4. Fumée poussière bruit	Influencer sur la santé des habitants, provoquer les maladies respiratoires	- Améliorer le système routier - Limiter les heures de circulation de la ville pour les camions - Contrôler les camions qui transportent les marchandises et les déchets sans faire éparpiller le long des rues.		
5. Déchets causés par l'élevage	- Caused l'odeur désagréable, nuisance à la santé, la pollution de l'eau souterraine	- Traitement des déchets suivant les normes et règlement	- Activités de sensibilisation pour les familles qui s'adonnent à l'élevage à réaliser le traitement des déchets. - Conscientiser les habitants sur le	- En union avec le Comité du quartier.

			désastre causé par ces activités.	
6. Eau souterraine	- Polluer l'eau courante (la majorité des familles utilisent l'eau des puits - Influencer la santé des habitants et les animaux domestiques.	- Eviter le traitement désordonné - Ne pas jeter les déchets sur les rivières - Aménager les latrines publiques	- Sensibiliser les habitants à ne pas jeter les déchets pêle-mêle - Ne pas construire les latrines sur les arroyos.	
7. Logement dégradé	- Humidité, désordre entraînent le va et vient des mouches et des moustiques, les maladies des enfants et adultes. - Influencent sur la beauté de la ville	- Construire les bâtiments collectifs - Construire les maisons collectives - Améliorer le logement	- Aider à améliorer le logement	- Activités volontaires, pas encore un plan concret.
8. Arbres verts	La plantation des arbres verts diminue, la température devient plus chaude, la diminution de l'oxygène dans l'air, influencent sur la santé des habitants	- Mobiliser le mouvement de la plantation des arbres verts. - Renforcer la prise de conscience à protéger les arbres verts.	- Sensibiliser les membres de l'Union à planter les arbres dans leur propre jardin	- Demander à l'Union des Jeunes du quartier, district les arbres verts pour planter. - Se faire inscrire pour la construction des travaux propres et beaux.
9. Hygiène publique	- Le spectacle de la ville perd son esthétique. - Influence sur l'environnement	- Renforcer la prise de conscience des habitants - Sensibiliser les habitants sur la nuisance causée par la non hygiène publique - Eduquer les habitants sur la nouvelle mode de vie.		

LES PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT (Sous secteur DONG)

Problèmes	Causes désastreuses	Solutions proposées	Activités réalisées par l'Union des Jeunes	Notes
1. Déchets	- Influencer sur l'environnement, nuisance à la santé	Conscientiser les habitants	- Participer au mouvement "Dimanche Vert" - Activités de sensibilisation et d'encouragement pour les habitants à maintenir l'hygiène environnementale	
2. Système routier	- Rendre difficile la circulation, causer les	- Améliorer les rues - Défendre le transport des camions	- Participer aux travaux d'amélioration des rues.	

dégradé	accidents d'auto - Influencer sur la santé - Provoquer le dédommage matériel	surchargés - Raccourcir le temps des travaux d'amélioration - Nécessité des balayeurs des rues qui travaillent pour l'hygiène environnementale	- nettoyer les 2 côtés de la rue.	
3. Arroyos pollués	- Influencer sur l'alimentation de l'eau - Nuire l'environnement des animaux aquatiques	- Conscientiser les habitants dans la protection de l'eau.	- Améliorer les égouts. - Ramasser les déchets dans les rivières - Sensibiliser les habitants à ne pas élever les poissons avec les excréments.	
4. Poussière, fumée, bruit	- Influencer directement sur la santé des habitants	- Défendre les autos, voitures à soulever la fumée et la poussière - Planter les arbres verts le long des rues et l'entourage des maisons - Sensibiliser les habitants à protéger l'environnement	- Participer au mouvement "planter les arbres verts" - Organiser les activités de sensibilisation.	

CHOISIR LES ACTIVITES QUI SONT PLUS EFFICACES

Réalisation: discussions des groupes, conclusions finales

Sous quartier TAN LAP	Sous quartier DONG
Amélioration des rues (groupe 1)	Amélioration des rues
Traitement des déchets (groupe 2)	

Plan détaillé des activités déjà choisies

Réalisation: Discussion des groupes et présentation des contenus proposés sur les papiers à grand format

DESCRIPTION DES ACTIVITES DE L'UNION DES JEUNES du sous quartier TAN LAP

Description des contenus	Groupe 1: Amélioration des rues	Groupes 2: traitement des déchets
Motifs pour la réalisation	Influencer sur le va et vient des habitants	- Environnement pollué influençant sur la vie et la santé des habitants
Objectif	- Faciliter le déplacement - Améliorer le spectacle de la ville	- Protéger et améliorer l'environnement - A travers cette activité, renforcer la prise de conscience des habitants sur l'hygiène environnementale

Suggestion	Comité du sous quartier, des cellules	Opinions des habitants → pour les leaders des cellules → pour le Comité du quartier → L'Union des Jeunes
Durée	Au commencement de la saison des pluies 2 fois par an. De 1 à 7 jours de travaux	- A partir de juin 1998. Activités hebdomadaires ou mensuelles
Plan d'activités	- Organisation faite par le Conseil du peuple - Contribution financière et main d'oeuvre des habitants.	- L'Union des Jeunes du quartier a établi le plan d'activités pour le parti communiste du niveau district, le Comité Populaire du quartier. - L'Union des Jeunes du quartier choisit le temps, le lieu et sera responsable pour la répartition du travail. - Mobiliser les habitants à travers le haut parleur.
Qui participe? Qui réalise les activités?	- Chaque famille, 1 participant - Les membres de l'Union des Jeunes, les jeunes du sous quartiers, cellules - Les cadres locaux guident et gèrent les activités - Femmes participent par le service des boissons	- Le Comité du quartier sera responsable de la sensibilisation des habitants - Chaque famille sera responsable de la propreté de leur maison. L'Union des Jeunes → espaces publics

Description des contenus: groupe 1: amélioration des rues, groupe: traitement des déchets

Qui supporte? Comment?	- Aide financière de la part du Comité Populaire du quartier	- Le quartier sera responsable du support financier pour les boissons et les charrettes qui collectent les déchets. - Les habitants prêtent les outils pour démarrer les activités.
Collaborer avec qui?	- Paroisse et les leaders de la localité	- Le Front de la Patrie, Union des Femmes - En collaboration avec les leaders des cellules et la police du quartier
Résultats obtenus	- Les rues deviennent plus propres et faciles à traverser. - Mais provisoirement (1 à 2 saisons des pluies)	- Avantages participation active des habitants. Activités de sensibilisation pour la prise de conscience sur l'hygiène environnementale. - Embellir le quartier
Difficultés	- Manque du budget - Manque de synchronisme, équipement rudimentaires, travaux médiocres	- Les habitants ne participent pas au complet. - Outils et moyens de réalisation sont insuffisants - Incapacité de l'Union des Jeunes pour accomplir tel travail. - Les habitants ne sont pas encore habitués à jeter les déchets dans les lieux fixés.

DESCRIPTION DES ACTIVITES DE L'UNION DES JEUNES DU sous quartier DONG

Contenus	Activités d'amélioration du système routier
Motif	Rues dégradées
Objectifs	Faciliter le déplacement des habitants
Proposeur	les habitants proposent leurs besoins aux leaders des cellules
Temps pour la réalisation	2 dimanches verts (11-12/7/1999)
Plan d'activités	- Utiliser le haut parleur pour sensibiliser les habitants à participer aux activités - Etablir un budget
Qui participe ? qu'est qu'on fait?	- Tous les membres de l'Union des Jeunes - Les habitants du quartier (draguer les rigoles d'irrigation, maintenir la propreté des 2 côtés de la rue).
Qui supporte les activités? Et comment?	- Le Comité Populaire finance (boissons et moyens de transport) - Les gens fournissent les outils et équipements
Collaborer avec qui?	- Association des personnes âgées, leaders des cellules, femmes du quartier - Les volontaires "ETE VERT", les étudiants des Universités.
Résultats obtenus	- Participation active des habitants parce que les activités répondent à leurs nécessité, et c'est eux-mêmes qui proposent.
Difficultés	- L'extension des activités est impossible à cause du manque budgétaire - Dans les activités, les membres de l'Union des Jeunes ne sont pas tout d'accord. - Conditions climatiques (pluies et tempête continuelles)

4. IDENTIFICATION

Réalisation: discussion des groupes, utiliser le graphique Venn et numéroter l'ordre.

Participation et collaboration des associations

Participants	SOUS QUARTIER TAN LAP		SOUS QUARTIER DONG
	Amélioration des rues	Traitement des déchets	Amélioration des rues
Union des Jeunes	- Tous les membres de l'Union participent activement 1 - 2 fois par an - Comportement : pleins d'enthousiasme, joyeux. - Résultats: les rues sont propres et belles provisoirement	- Tous les membres de l'Union participent activement: force principale - 1-2 fois par mois - participation très active conscients de leur responsabilité	- 90% participent - 1-2 fois par an comportement : joyeux, dynamiques - Résultats obtenus immédiatement dans la saison des pluies.
Collaboration	- Paroisse - Comité du quartier (participant directement, avec enthousiasme à cause de leur responsabilité.	- Comité du quartier exposer les idées des habitants, sensibiliser les habitants à la participation, signer un accord avec l'Union des Jeunes sur les	- Association des personnes âgées 30%. - Leaders des cellules (à cause de leur responsabilité, ils sont obligés à les

	- Autorités locales (assistance indirecte)	travaux. - Police du quartier (mobilisation pour réaliser, gérer et protéger les travaux) - Le Front de la Patrie sera responsable pour le guide	réaliser). - La direction du quartier: Front de la Patrie.
Habitants	- Volontaires (70%) - Obligés (30%)	Participants 70% Comportement: actifs et dynamiques	- Femmes du quartier 30% - Habitants 70% Comportement: volontaires et actifs

La participation de l'Union des Jeunes, des associations et des autres participants a été évaluée suivant l'ordre ci-dessous.

SOUS QUARTIER TAN LAP		SOUS QUARTIER DONG
Amélioration	Traitement des déchets	Amélioration des rues
1. Habitants	1. Habitants y compris les femmes	1. Habitants
2. Paroisse	2. Femmes du quartier	2. Association des vieillards
3. Comités des sous quartiers/quartiers	3. Comités des quartiers	3. Femmes du quartier
4. Autorités locales du quartier	4. Police du quartier	4. Leaders des cellules
	5. Front de la patrie	5. Front de la Patrie

EVALUATION SUR LA DURABILITE DES ACTIVITES

Réalisation: discussion des groupes, opinions individuelles

Résultats

- Les besoins de la communauté sont appréciés mais provisoirement
- Il y a la participation des habitants spécialement dans les activités d'amélioration des travaux routiers, naturellement il y a aussi celle qui est obligatoire par exemple dans le nettoyage et le collecte des déchets, il y a l'intervention de la police du quartier.
- Durée des activités: 3 aspects
- + Immédiat basé sur les besoins pressants des habitants: amélioration des rues durant la saison des pluies.
- + Mouvement suivant la demande du haut, leaders du quartier, par exemple : préparer les grandes fêtes.
- + Suivant l'inspiration, mouvement, temps libre de l'Union des Jeunes, par exemple les activités "campagnes de l'été vert"
- + Budget pour les activités: venant du quartier mais très limité (boissons, charrettes) du côté des habitants, seulement les outils, équipements ou journées de travail.
- + Extension des activités: très difficile principalement par manque du budget, les activités ne peuvent pas subsister, 1 certain nombre de participants pensent que les activités puissent se développer dans la localité s'il y a la participation active des habitants.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

(provisoire)

L'étude entreprise dans les différents pays a permis de mettre en valeur les actions entreprises par ces groupes d'enfants et de jeunes. Initiées pour la plupart par eux-mêmes, ces actions montrent bien leur volonté d'être des acteurs du changement social, de contribuer au mieux être de leur communauté, quartier ou ville d'origine. Ces actions doivent être considérées comme des points de départ, et non des finalités, et viser à une mobilisation plus large des habitants directement concernés mais aussi des pouvoirs publics locaux et nationaux. Leur durabilité passe par la reconnaissance de leur utilité au regard des résultats obtenus mais aussi par la mobilisation de moyens techniques et financiers qui permettent leur enracinement et leur extension dans une perspective de développement durable et participatif.

Recommandations :

Aux associations :

- renouvellement des instances dirigeantes des associations avec clarification et redéfinition des mandats,
- bilan régulier des actions entreprises avec analyse des objectifs visés et des résultats obtenus,
- mise en place de mécanismes réguliers de consultation de la population.

Aux structures d'appui :

- renforcer le rôle d'appui et d'accompagnement auprès des associations. - accompagner les processus organisationnels et de prise de décision des associations sans se substituer à elles,
- faciliter le rapprochement et les négociations des associations avec les autorités locales et les pouvoirs publics.

Les associations de jeunes auraient les capacités de prendre en compte les trois éléments méthodologiques proposés (se réinterroger sur les pratiques; le rôle des structures d'appui ; la nécessaire valorisation des actions). Si les structures d'appui les accompagnent dans leur formation, leur autonomisation et leur pérennisation. Ces dernières le font déjà mais il semble que ce n'est pas suffisant. Si les associations doivent se réinterroger régulièrement, les structures d'appui doivent impérativement

le faire aussi, notamment sur leur propre niveau de participation aux actions entreprises, sur leurs propres moyens, attentes et limites, sur la définition de leur rôle (acteurs endogènes ou exogènes ?), sur la perception que les associations de jeunes ont d'elles.

+

4. IMPACTS DE L'ÉTUDE À L'HEURE ACTUELLE

Un des impacts attendus de l'étude est le renforcement des capacités d'autres associations par les enseignements méthodologiques qui seront tirés de ces expériences.

Les études réalisées ont par ailleurs montré que cet exercice avait été bénéfique pour les associations directement concernées. L'étude leur a en effet permis d'étudier leur propre action, d'en tirer les leçons et les réorientations nécessaires. Ces associations ont ainsi vu, grâce à la réalisation de cette étude, le renforcement de leurs capacités.

* * * * *